l'unité

N° 224 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 5 au 11 novembre 1976

LA GAUCHE FRANÇAISE ET CARTER

10 pages speciales sur Toulouse



La gauche et le pouvoir en Europe

IV. GRANDE-BRETAGNE: LES SYNDICATS AU POUVOIR



L'ELU DU WATERGATE

Collection Jean Maitron

Sommaire

4

ELECTIONS PARTIELLES :
▶ PARIS-Ve : LA POLITIQUE CONTRE LA FUMEE
▶ CORREZE : DES MEDAILLES ET UN REVERS ?
▶ VICHY : UN OS POUR PERONNET

6

PLAN GUICHARD : UN ALIBI DE PLUS, PAR HUBERT DUBEDOUT

7

SPECIAL TOULOUSE
▶ EMPLOI : DES INDUSTRIES DE POINTE... A LA POINTE DU CHOMAGE, PAR EMMANUELE PLAS
▶ AERONAUTIQUE : SABORDAGE ET BRADAGE, PAR GUY PERRIMOND
▶ ENTRETIEN AVEC ALAIN SAVARY
▶ AMENAGEMENT : TOULOUSE LA ROSE OU LA GRISE, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

18

FORCE OUVRIERE : UN VENT DE FRONDE, PAR MICHELE KESPI-BACKMANN

20

LA GAUCHE ET LE POUVOIR EN EUROPE
▶ IV. GRANDE-BRETAGNE : LES SYNDICATS AU POUVOIR, PAR FRANCIS PISANI
ENTRETIENS AVEC TONY BENN ET ALBERT BOOTH

26

EXTREME DROITE : LE TOUT-A-L'EGOUT DU REGIME, PAR JEAN-LOUP REVERIER

35

UNIVERSITES : A LA TETE DU CLIENT, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

40

MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND.

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 12, 21) Barrigue (pages 5, 6, 18) Cagnat (page 27) Coureuil (pages 1, 7, 15, 20, 26, 34, 35) Demoulin (page 36) Keystone (pages 21, 23) Lacroux (page 17) Pascal Lebrun (pages 4, 6, 17, 19) Norma (pages 21, 23) Pym (page 28) Schatzberg (page 31) Sipa (pages 23, 26, 27) Solo (page 3) Viva (pages 25, 36).

Editorial

CARTER ET NOUS

C'est donc le planteur de cacahuètes venu du Sud, d'abord ignoré puis raillé par les milieux politiques de Washington et de New York, qui va s'installer en janvier prochain à la Maison Blanche. Sa victoire, acquise plus largement que ne le prévoyaient les derniers sondages, couronne un parcours assez surprenant au cours duquel il a fallu à Jimmy Carter beaucoup de ténacité pour vaincre les différents obstacles semés sur sa route, d'abord par les caciques de son propre parti, puis par l'administration de Gerald Ford et les milieux d'affaires traditionnellement liés au Parti républicain.

Au terme d'une campagne qui avait semblé provoquer plus d'ennui que d'intérêt dans l'opinion publique, mais qui ne s'est pas traduite par un taux d'abstention plus élevé qu'à l'ordinaire, l'élection de Carter peut également être considérée comme un signe de bonne santé des institutions démocratiques américaines. Après avoir été fortement ébranlées par les scandales de ces dernières années, au premier rang desquels celui du Watergate qui a entraîné la chute de Nixon, ces institutions ont permis, grâce au jeu de l'alternance qui en est une donnée fondamentale, de porter à la présidence un homme nouveau qui n'a sans doute pas convaincu par la clarté de ses idées mais qui, du moins, était à l'abri de tout soupçon de compromission. Ce n'est pas par hasard que les deux grands journaux qui ont été à la pointe du combat contre Nixon, le « Washington Post » et le « New York Times », ont soutenu la candidature de Carter.

Il s'agissait, en fait, de tourner définitivement une page peu glorieuse de l'Histoire politique américaine. Même s'il n'était pas personnellement compromis, Ford ne pouvait concrétiser cette rupture. C'est très certainement ce qui l'a empêché, malgré sa remontée spectaculaire dans les dernières semaines de la campagne, de rattraper complètement le retard qu'il avait sur son adversaire. Il est ainsi, depuis 44 ans, le premier président en fonctions battu par son challenger. Il est vrai qu'il n'était pas un président élu.

L'étude du professeur Norman Birnbaum que nous avons publiée la semaine dernière expliquait fort bien ce que l'on peut attendre du nouveau chef de la Maison Blanche au plan intérieur américain. Premier président originaire du Sud depuis la guerre de Sécession — ce qui est également une forme de réconciliation des Américains avec leur propre Histoire — élu des minorités, des Noirs, des syndicats et, d'une façon générale, des couches sociales les plus défavorisées, Carter va maintenant tenter de faire passer dans les faits — aidé en cela par une génération d'hommes nouveaux qu'il va promouvoir aux postes de responsabilités — ce populisme un peu confus mais plutôt généreux dont il s'est fait le champion. Les Américains jugeront dans quelques semaines ou dans quelques mois s'il est capable de tenir les promesses nombreuses et souvent contradictoires qu'il a faites.

Ce qui nous intéresse plus directement est de savoir quel sera son comportement à l'égard de l'Europe. Sur ce chapitre également, ses propos sont jusqu'ici restés trop vagues et même parfois trop incohérents pour que l'on puisse en apprécier la portée avec certitude. Nous avons cependant retenu avec intérêt, et c'est ce qui nous avait fait accorder un préjugé favorable à Carter dans sa bataille contre Ford et Kissinger, qu'il serait moins enclin que ceux-ci à intervenir dans les affaires intérieures des pays de l'Europe occidentale. Tandis que se multipliaient, à la veille des dernières élections italiennes, les mises en garde venues de Washington contre les conséquences d'une arrivée des communistes au gouvernement, Carter se montrait plus réaliste en affirmant que les Etats-Unis ne sauraient refuser de coopérer avec des gouvernements européens issus d'élections démocratiques.

Sous réserve qu'elle soit clairement confirmée, une telle position ne saurait évidemment laisser indifférents les socialistes français qui, s'ils accèdent demain au pouvoir, entendent coopérer avec toutes les nations et d'abord avec la grande nation américaine dont nous contestons bien des choix, mais à laquelle nous ne marchandons pas notre amitié.

CLAUDE ESTIER

ABONNEZ-VOUS

Nous rappelons que, dans le cadre de la campagne que nous avons lancée le 15 octobre, tous ceux qui s'abonneront ou se réabonneront pour un an avant le 30 novembre recevront un cadeau spécialement choisi pour eux : le livre dans lequel notre ami Piem a réuni ses chroniques de « l'Unité », chacune assortie d'un dessin inédit et le tout préfacé par François Mitterrand.

N'attendez pas. Abonnez-vous, faites abonner les sympathisants que vous connaissez. Le bulletin d'abonnement est en page 32.

L'ELU DU WATERGATE

Le trente-neuvième président des Etats-Unis s'appelle donc Jimmy Carter. Après une campagne électorale de près de deux années, ce protestant sudiste, à peu près totalement inconnu, l'a finalement emporté. L'Atlanta de Scarlett a pavoisé, cent onze ans après la fin de la guerre de Sécession.

Cependant, il ne s'agit pas seulement d'une revanche du Sud. L'Amérique des mythes est à la fois réalité et mensonge, comme toute mythologie. D'autant que la mythologie est récente et qu'Homère dispose là-bas de la puissance et de l'efficacité des techniques modernes de diffusion, notamment le cinéma et la télévision. L'image qui nous parvient, du western au banjo d'oncle Tom, du shérif justicier à l'Américain bien tranquille, de même que la contre-image qu'on tente de nous offrir, violence et pornographie réunies, ne peuvent être ni acceptées ni rejetées tout simplement. Ajoutons que la politique mondiale des Etats-Unis, qui pèse si fort sur la destinée de tous au point que le non-Américain a naturellement tendance à lui donner une place privilégiée dans la détermination de l'Américain moyen, n'est pas la première préoccupation de ce dernier.

Ce n'est donc pas la revanche d'un mythe que cette élection attendue et longtemps contestée. Tout au plus un redressement, ce qui est suffisant pour lui donner toute son importance. Ce redressement sera-t-il durable ? C'est une autre histoire, qu'il est trop tôt d'écrire.

Redressement parce que la crise américaine est, avec des aspects bien différents, aussi profonde que celle des années trente. A l'époque, le doute américain portait d'abord sur des aspects économiques : une sorte d'effondrement de la foi dans la valeur de l'expansion, du profit et de l'argent. Aujourd'hui, la crise a été, essentiellement, politique et morale. Or, paradoxalement, la morale n'est jamais absente de la politique américaine, malgré ses apparences et ses réalités sordides. Pas seulement par le respect des règles d'un jeu qui pourrait être truqué, mais d'abord par cette conviction profonde qui anime beaucoup d'Américains de la nécessité d'une signification morale, sinon religieuse, à l'action politique. L'Amérique n'affirme pas, à la différence des Reichs de Guillaume et d'Adolf Hitler, que Dieu est avec elle, mais elle place sous le nom de Dieu ses activités et souhaite qu'il soit sensible à ce qu'elle a tendance à considérer comme un don qu'il ne pourrait refuser qu'en mettant en question sa propre existence.

C'est Watergate qui a fait Carter. Parce que c'est Watergate qui a été l'expression la plus réaliste et la mieux compréhensible de la crise américaine. La mise en cause de la présidence dans une affaire médiocre et scandaleuse a été, pour l'opinion publique, le signal d'alarme. Un acte relevant du gangstérisme politique a rencontré l'inquiétude d'une fraction de la classe politique devant la montée continuelle de la puissance sans partage du Président, croisant ainsi les chemins souvent divergents de la morale populaire et du calcul politique. En sauvant la présidence et en la remettant à sa place, la pyramide politique américaine avait des raisons de satisfaction à tous ses niveaux.



Le choix final des deux grands partis a souligné la compréhension de la classe politique à l'égard de cette réalité. Ce n'est pas diminuer Carter que de dire que sans Watergate il n'aurait eu aucune chance de s'imposer à l'appareil du Parti démocrate et d'obtenir l'effacement de tous ses concurrents. Car la sympathie que lui apportaient les électeurs des « primaires » dépassait la personnalité du candidat : elle s'adressait à une fraîcheur supposée, à la possibilité d'une rupture avec des mœurs insupportables. Le citoyen ne cherchait plus à aller au-delà de la génération de la guerre — celle contre le nazisme et celle contre le communisme — comme il le fit lors du duel Kennedy-Nixon, mais en deçà d'une évolution qui conduisait ses institutions à devenir l'instrument d'une mafia. La consultation de 1976 est donc devenue l'occasion d'un coup d'arrêt.

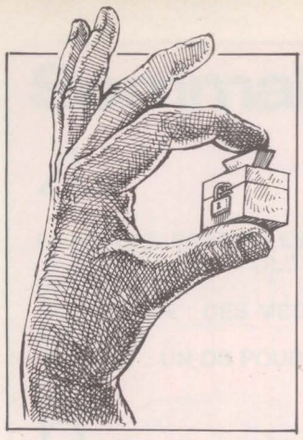
La candidature de Gerald Ford a eu la même signification. Vêtu de probité candide... Le président sortant, accepté par un Congrès dominé par ses adversaires démocrates, sauvait la mise pour toute la classe politique. Le malentendu entretenu par les commentateurs fut de ne voir que pauvreté d'esprit et faiblesse d'intelligence dans ce qui fleurait le discret parfum de la vertu. Le Parti républicain, plus secoué que son adversaire démocrate, oscille entre Ford et Reagan, ce dernier étant une autre image — moins sympathique aux yeux européens — de la sécurité morale américaine. Cette hésitation aura sans doute été une des causes de l'échec du président sortant, en introduisant le doute dans une fraction de l'électorat indécis, celui qui fait pencher la balance au moment décisif et dont la prudence en face des instituts de sondage a fait croire jusqu'au dernier moment qu'il préférerait l'abstention au choix entre deux hommes présentés comme de pauvres gens.

L'abstentionnisme, qui est un des vices du système américain, n'a pas été notable — toujours en tenant compte des normes américaines. Au contraire, les observateurs ont noté une sorte de précipitation vers les lieux de vote et une réelle joie dans l'accomplissement du devoir électoral. Et l'absence de raz de marée en faveur de l'un ou l'autre candidat a prouvé, lié au taux de participation, qu'ils répondaient l'un et l'autre aux aspirations du peuple américain. Carter l'a emporté finalement plus parce qu'il était le candidat du parti non compromis dans Watergate que par ses propres vertus. C'est Watergate qui a fait l'essentiel de la différence, en rendant moins crédible un Ford que d'aucuns ont imaginé mal libéré d'un appareil et d'équipes ayant collaboré jusqu'à la dernière limite avec Richard Nixon et ayant tenté de le sauver — comme le fit Henry Kissinger.

L'Amérique espère ainsi avoir réglé son passé immédiat. Les spéculations sur l'avenir sont maintenant possibles. Elles sont aléatoires dans la mesure où le nouveau président, qui est loin d'être le naïf ou l'innocent décrit par certains, avait estimé, sans doute avec raison, qu'il lui fallait ne pas tout dire de ses intentions pendant la campagne électorale. Et il eut du mérite à se tenir dans cette attitude, compte tenu de la longueur de sa campagne. Il lui reste donc à gouverner, ce qui n'est pas sa moindre tâche.

Mais, là encore, il faut être réservé. D'abord parce que nous connaissons en réalité très peu Jimmy Carter, malgré les feux de la campagne électorale. Ensuite parce qu'il est difficile d'apprécier les forces, autres que celle de la masse électorale, qui soutiendront ou accepteront l'expérience Carter. Les Etats-Unis sont la maison mère du capitalisme et il ne s'agit pas seulement pour le Président de prendre comme un fait acquis et naturel le système, il lui faut encore agir en sa faveur.

CLAUDE FUZIER



Elections partielles

Le dernier sondage Figaro-Sofrès confirme que la gauche est actuellement majoritaire en France. 52% des personnes interrogées ont l'intention de voter pour elle dont 28% pour le Parti socialiste et le M.r.g., 21 % pour le P.c.f. et 3 % pour le P.s.u. et divers gauche. A en croire ce sondage, les Français qui votent en majorité à gauche souhaiteraient au fond d'eux-mêmes la victoire de la droite. Cela est du domaine de l'analyse psychologique ou même de l'introspection et ne constitue qu'une piètre tentative pour dissimuler ce qui semble être devenu une réalité à savoir que la « majorité présidentielle » n'est plus majoritaire.

Les trois semaines qui viennent vont nous fournir une série de sondages réels avec les sept élections partielles qui se déroulent toutes dans des circonscriptions tenues actuellement par la majorité et où l'évolution des voix de chacune des grandes formations politiques donnera une photographie précise du rapport actuel des forces entre la droite et la gauche.

La première de ces élections se déroule ce dimanche en Haute-Loire où Louis Eyraud, maire socialiste de Brioude, affronte avec de bonnes chances le sénateur giscardien Jean Proriol. Nous y avons consacré un reportage la semaine dernière.

Le premier tour des six autres élections aura lieu le dimanche suivant 14 novembre. Nous évoquons aujourd'hui la campagne de Bernard Coutaud contre Jacques Chirac, en Corrèze, de Jean-Michel Bélorgey contre Gabriel Peronnet à Vichy, de Pierre Guidoni contre Jean Tibéri à Paris 5ème. Nous parlerons la semaine prochaine de celle de Nicole Questiaux à Versailles, d'André Poutissou à Villefranche-sur-Saône et du docteur Raymond Julien, radical de gauche, candidat de l'U.g.s.d. contre Aymar Achille-Fould en Gironde.

PARIS Ve: LA POLITIQUE CONTRE LA FUMEE

Savez-vous que Jean Tibéri a été ministre de Jacques Chirac, qu'il appartient à l'U.d.r., dont il est même l'un des fleurons parisiens ? Depuis, il a été écarté du gouvernement — à la suite, dit-on, d'une fureur de Giscard d'Estaing apprenant que Tibéri s'était fait plastiquer en Corse sa voiture... de fonction, indûment emmenée en vacances — et il fait démissionner son suppléant pour tenter de récupérer son siège de député du 5e arrondissement de Paris. Mais Tibéri s'est fait bien discret sur la politique nationale. Il ne veut s'intéresser qu'au 5e qui, à l'entendre, lui doit tout, depuis les réparations de voirie — il est vrai qu'en 1968 les chaussées du quartier ont subi quelques dommages — jusqu'aux préaux d'école repeints, en passant par les belvédères réparés et les cabines téléphoniques installées. Dans le bilan de ses « réalisations » qu'il a adressé à tous les électeurs, il va même jusqu'à s'attribuer le mérite d'avoir fait prolonger la ligne de Sceaux jusqu'au Châtelet. Et pourquoi pas, comme jadis Ferdinand Lop, le prolongement de la rue Cujas jusqu'à la mer ?

Face à cette démagogie à ras de terre, Pierre Guidoni, candidat du P.S., a engagé une campagne d'un autre style. Entouré des militants des sections du 5e, tous courants confondus, il est présent sur les marchés, accomplit le porte à porte et, chaque soir ou presque « fait » un préau où il explique aux assistants qu'une élection législative, cela concerne bien autre chose qu'une réfection de trottoir où la mise en place d'un feu rouge. Il expose les positions du Parti socialiste. En un mot, il parle politique pour déchirer le rideau de fumée dont Tibéri voudrait entourer cette élection. Plusieurs responsables nationaux du P.S. vont l'aider dans cette tâche, dont Claude Estier le mardi 9 et François Mitterrand le mercredi 10, dont le meeting à la Mutualité sera un test de l'intérêt porté au candidat socialiste par les habitants de ce Quartier latin qui, contrairement aux apparences, est l'un des plus difficiles de Paris pour la gauche.

A.V.



Pierre Guidoni.

CORREZE : DES MEDAILLES ET UN REVERS ?

Bernard Coutaud a 26 ans. Il est né en Corrèze sur le plateau de Millevaches. Fils et petit-fils de bouchers, il a passé son enfance dans le petit bourg de Saint-Setiers puis de Peyrelevade. Comme tous les gamins de ces campagnes, c'est le pensionnat du lycée d'Ussel qui l'attendait à son entrée en sixième. Il y fit toutes ses études secondaires en glanant les prix d'excellence. Après le baccalauréat, il entre à H.e.c., puis à l'Institut des sciences politiques. C'est ce jeune homme qui se présente aujourd'hui contre l'ancien « jeune loup » Jacques Chirac.

Candidat du Parti socialiste, Coutaud s'est intéressé à la politique dès l'enfance, puisque son grand-père était déjà maire de Peyrelevade et, treize années durant, siégea comme socialiste à l'Assemblée départementale de la Corrèze. A sa mort, Bernard, encore étudiant, fut élu conseiller général du canton de Sornac. Il devenait ainsi le plus jeune conseiller général de France. En 1971, après la mort de sa grand-mère, il est élu maire de Peyrelevade. Militant actif de la Fédération corrézienne du Parti socialiste, Coutaud présentait, il y a à peine un an, à l'occasion du congrès départemental du Parti socialiste, un important rapport économique intitulé : « La Corrèze victime du sous-développement et de l'assistance ».

Actuellement, dans la campagne pour



l'élection du député de la circonscription d'Ussel, Coutaud reprend ce thème en montrant que Chirac, le représentant de la circonscription depuis dix ans ne peut prétendre y avoir bouleversé les données économiques et sociales : la dépopulation s'est poursuivie, l'exode rural s'est encore accentué — on compte 5 000 exploitations de moins qu'en 1967 — et les revenus salariaux, que ce soit dans l'agriculture ou dans l'industrie, sont les plus bas de France !

Chaque jour le candidat socialiste tient des réunions pour prendre contact avec les habitants de toutes les communes de la Haute-Corrèze. Après le lancement de la campagne, le 20 octobre, par Gilles Martinet à Ussel, Dominique Taddéi, André Chandernagor, Claude Estier sont venus apporter leur soutien à Bernard Coutaud et à son suppléant Marcel Croizet, Michel Rocard, Edith Cresson, Robert Fabre se succèdent cette semaine dans la circonscription où François Mitterrand viendra à son tour lundi prochain pour tenir un grand meeting à Ussel. Pierre Joxe, Gaston Defferre et Marie-Thérèse Eyquem participeront aux derniers jours de la campagne.

Face aux réunions publiques du candidat socialiste, Chirac, lui, préfère les réunions « privées » sur invitation où il ne risque pas de rencontrer des contradicteurs. Il y est plus à l'aise pour distribuer des médailles du Travail ou du Mérite agricole. « Jacquot », en effet, à défaut de pouvoir encore distribuer des subventions, remet à tour de bras des décorations. Sans oublier quelques billets de 100 F laissés ici ou là sur son passage. Ces générosités suffiront-elles à éviter que l'ex-Premier ministre soit mis en ballottage ? Beaucoup en doutent. Verdict le 14 novembre.

E.P.

VICHY : UN OS POUR PÉRONNET

De notre envoyé spécial.

En 1967, Gabriel Péronnet fut le candidat de la gauche ; en 1976, il est le candidat de la droite ». Le test électoral de Vichy est placé sous le signe de cette clarification énoncée par un militant socialiste. Comprenez : il y a trois ans encore, Péronnet pouvait entretenir la confusion, laissait croire qu'il n'était « ni à gauche ni à droite ». Depuis, il est devenu ministre de Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, et il ne peut plus désormais se prévaloir de ses « liens sentimentaux à gauche ».

« Le masque de Gaby (le surnom vichyssois de Péronnet) est tombé, passons maintenant aux choses sérieuses. Ne nous préoccupons plus de sa trahison, pensons à Vichy et à la circonscription » : en peu de mots, Jean-Michel Bélorgey, candidat du Parti socialiste, dresse le plan de sa campagne, rectifie le tir qui avait longtemps dévié. Dans les milieux socialistes vichyssois, en effet, ces dernières années, on a perdu un peu trop de temps à sécher les larmes, attiser des rancœurs et régler des comptes. Jean-Michel Bélorgey, jeune maître des requêtes au Conseil d'Etat, longtemps collaborateur de Jacques Delors, n'a que faire de ces atermoiements passéistes : « J'ai été, comme on dit,« parachuté ». Mais c'était nécessaire, il fallait une rupture. Il fallait en finir avec l'ère du soupçon et des incertitudes. Il fallait recréer la solidarité entre les militants et donner du candidat socialiste une autre image que celle de l'homme poignardé dans le dos. Venu de l'extérieur, je n'ai pas le « complexe Péronnet » ! »

Pour cette circonscription de l'Allier, la question est maintenant : que propose le Parti socialiste ? C'est une interrogation d'importance, dans un département qui, historiquement a choisi, le socialisme avant tout autre : Commentry ne fut-elle pas la première ville de France à élire un maire socialiste ? C'est aussi une interrogation d'importance parce que Vichy et la montagne bourbonnaise sont confrontées à une série de difficultés qui n'ont fait que s'aggraver sous la Ve République : désertification des campagnes, dépérissement du thermalisme, hypertrophie du commerce, retard considérable des implantations industrielles... Devant cela, Bélorgey ne s'embarrasse pas de réthorique : « Je suis le candidat de la clarté, je veux être le député de l'efficacité ». Et d'expliquer devant ses multiples auditoires : « Il n'y a pas de demi-solution, il n'y a pas de troisième voie. Ou vous réélisez un homme du Pouvoir, et ce sera l'aggravation de la crise économique, de l'inflation, du chômage et des inégalités, ou vous choisissez un homme de l'avenir, qui situe son action dans le cadre du programme commun de la gauche ».

Car, les difficultés de la circonscription de Vichy ne sauraient se régler isolément et localement ; c'est déjà le choix national de 1978 qui s'amorce à Vichy. En homme qui milite depuis longtemps à gauche et dans la vie associative, en militant responsable qui a déjà eu entre les mains, comme haut fonctionnaire, d'importants dossiers de l'Etat, Bélorgey ne perd pas son temps à jouer les enchanteurs Merlin. Il ne se fait pas semeur d'illusions et de fausses promesses. Il se contente de souligner clairement l'enjeu et le caractère national de la consultation de Vichy.

Contrairement à ses adversaires de droite, Bélorgey, en effet, ne « racole » pas. En gestionnaire averti, il expose les vrais problèmes de leur région et du pays aux citoyens qui voteront les 14 et 20 novembre. A eux de faire leur choix, à eux de dire ce qu'ils veulent. D'un côté, le copinage douceâtre et inefficace de quelques notables usés. De l'autre un projet de société. « Une société où l'individu sera libre, précise Bélorgey. Nos adversaires brandissent le spectre du collectivisme. Mais qui porte atteinte à la liberté des Français depuis bientôt 20 ans ? Qui est collectiviste, impuissant, désordonné ? C'est la droite ! »

En 1973, le candidat socialiste n'avait recueilli que 11% des voix et Péronnet près de 43% dès le premier tour. Cette fois, tout peut changer. Cela peut se jouer à quelques centaines de voix. Bélorgey a d'autant plus de chances que, tout comme les militants, les responsables du P.s. n'ont pas ménagé leurs efforts. Accentuant l'enjeu national du scrutin, Dominique Taddéi, Edith Cresson, Pierre Joxe et Louis Mermaz vont venir lui apporter leur soutien, ainsi que François-Régis Bastide et René-Victor Pilhes. Et c'est François Mitterrand lui-même qui clôturera la campagne à ses côtés le 12 novembre.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Rapport Guichard

UN ALIBI DE PLUS



PAR HUBERT DUBEDOUT

La bibliothèque des velléités gouvernementales consignées sous forme de rapports de commission ne cesse de s'enrichir et François Mitterrand a pu, à juste titre, s'étonner que Raymond Barre renvoie à de plus amples études les réformes « de structure» que la lutte contre l'inflation rend de plus en plus urgentes. En matière de collectivités locales, nous disposons désormais d'un document volumineux qui dresse le plus magistral constat de faillite de la Ve République.

Tout ce que les socialistes ont pu, depuis des années, formuler comme critiques sur le délabrement de notre démocratie locale se retrouve dans le rapport de la commission Guichard.

Ainsi n'est-il plus question de nous reprocher « une attitude systématiquement négative », un esprit de dénigrement à l'égard des projets gouvernementaux.

Nous avions raison, et avec nous tous ces élus locaux dont le dévouement à la collectivité ne pouvait arriver à bout du centralisme bureaucratique de ce régime. Justice nous est rendue.

Conservateur

Enfin ! pourrions nous dire ! Mais hélas le constat n'est pas le remède : si nous apprécions la qualité du document, il n'en reste pas moins très imprégné du conservatisme de ses rédacteurs.

De quelle liberté de manœuvre pouvaient-ils disposer ? Abordant les relations entre les divers échelons de décentralisation, pouvaient-ils s'écarter de la condamnation de la région prononcé par Giscard d'Estaing à Dijon à l'automne 1975 ?

Et comment ne pas souligner ce divorce fondamental avec les thèmes socialistes, alors que nos élus régionaux cherchent par tous les moyens à secouer le carcan qui brise leurs initiatives ? Comment juger cet échelon à mi-chemin entre la région et le département suggéré au passage ?

Au niveau local : l'application des mesures préconisées aboutirait à un affaiblissement important de la démocratie. La droite méprise l'électeur et se méfie de son jugement, d'où ce refus de la représentation proportionnelle, d'où cette généralisation des élections au deuxième degré pour les assemblées d'agglomération et même au troisième degré pour les conseillers généraux. Généralisation qui va à l'encontre de nos objectifs, de notre vision du citoyen responsable, de la diffusion du pouvoir, de l'autogestion.



Ce projet éveille notre méfiance d'autant plus qu'il est question de déléguer des pouvoirs de l'assemblée d'agglomération à un syndic qui peut aussi bien être un fonctionnaire.

La technocratie de l'Etat s'est fort bien accommodée des assemblées régionales et départementales, dont elle guide trop facilement les décisions. Il y a fort à parier qu'elle saura aussi s'emparer des leviers des assemblées communautaires conçues sur ces bases.

Velléitaire

Plus grave paraît à nos yeux ce qu'a de velléitaire la partie du rapport qui traite de la vieille société. L'influence des membres de la commission les plus réticents à l'égard des institutions, les plus craintifs d'une politisation accrue des problèmes locaux a été déterminante ; mais comme la sensibilité de la population a bien dû être prise en compte, le rapport noie le poisson dans un flot d'analyses sans conclusions pratiques.

En matière de finances locales, nous restons entièrement sur notre soif, une fois de plus, nous risquons d'être engagés dans une réforme bâtarde sans évolution adéquate du système financier.

Les socialistes profiteront de ce débat pour développer leurs propositions. François Mitterrand a déjà annoncé à Poitiers que les mesures de décentralisation seraient adoptées en priorité par le gouvernement de la gauche et soumises au Parlement dès la première session. Le manifeste municipal rappelle notre attachement à l'élection des assemblées communales et d'agglomération au suffrage universel en permettant aux minorités d'être représentées par le truchement de la représentation proportionnelle.

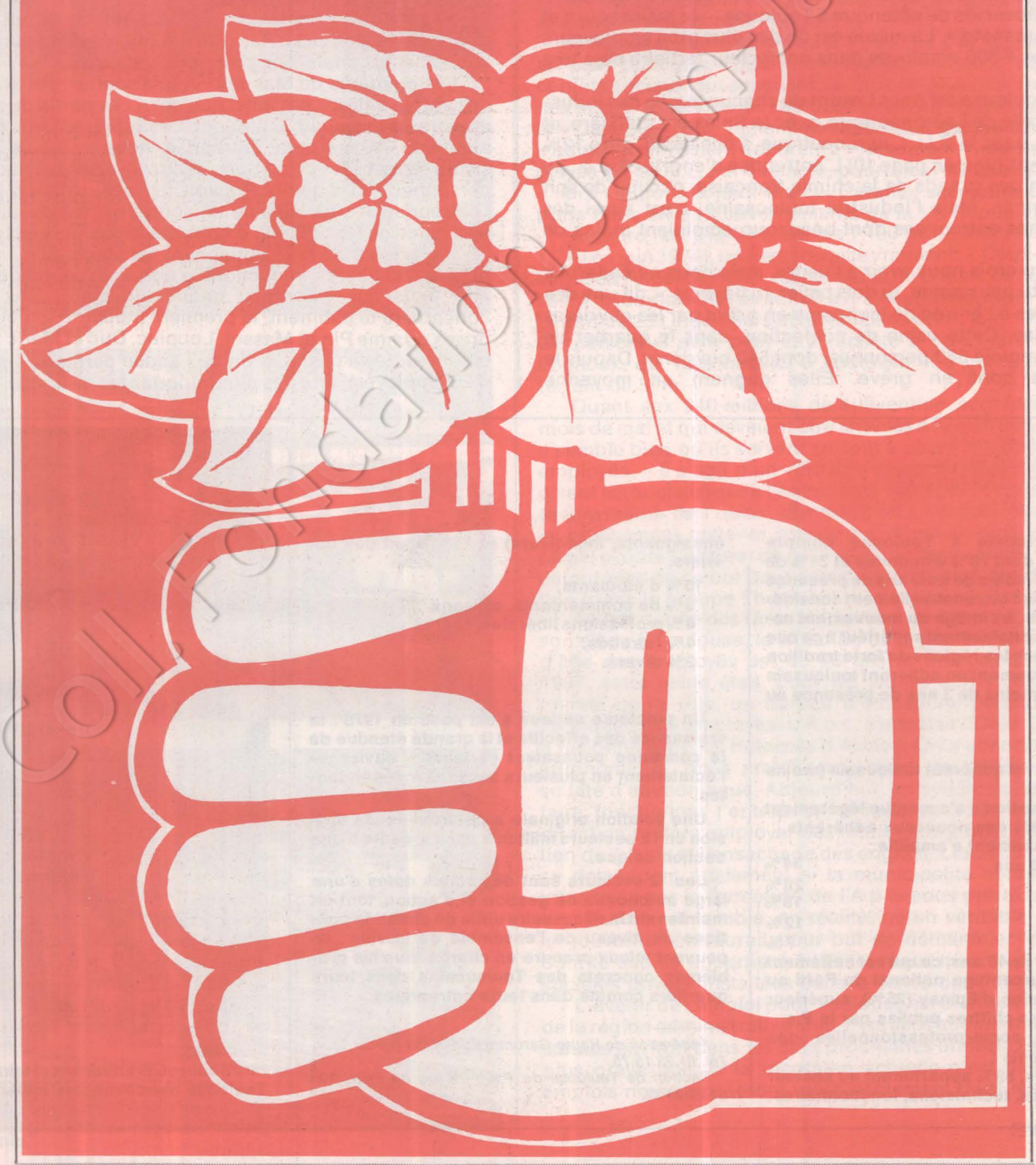
En 20 ans, le régime actuel n'aura pu venir à bout d'une réforme partielle des impôts locaux engagée par l'ordonnance du 6 janvier 1959 ! Olivier Guichard a raison d'affirmer que ces propositions ne pourront être mises en pratique que dans un long délai : il connaît bien sa majorité et sait ce dont elle est capable ! Nous n'avons rien de bon à attendre de ces propositions : le rapport Guichard — comme le rapport Sudreau pour la réforme de l'entreprise — ne peut que servir d'alibi à l'immobilisme gouvernemental.

Le développement de la démocratie à tous les niveaux locaux dépend de la victoire de la gauche, c'est évident : à nous de nous y préparer.

L'unité

L'hebdomadaire du Parti socialiste 5 novembre 1976

SPECIAL TOULOUSE



Coll. Fondation Jaurès

DES INDUSTRIES DE POINTE... A LA POINTE DU CHÔMAGE

On constate depuis plusieurs années une croissance régulière du chômage : l'aggravation s'inscrit dans une tendance à long terme brutalement accélérée par les effets de la crise. La Haute-Garonne détient un des taux de chômage les plus élevés de France. Et sur 690 000 Haut-Garonnais, 530 000 sont Toulousains, dit Claude Joecker, secrétaire aux luttes sociales de la section toulousaine du Parti socialiste. En septembre 1975, on comptait 18 662 demandes d'emploi non satisfaites ; en septembre 1976, il y en avait 19 340. Pierre Baudis, maire de la grande cité occitane après la victoire de la droite en 1971, convient lui aussi que l'activité de sa ville stagne ou régresse.

Devant cette situation, le maire tente de sécuriser. On le voit partout. D'inauguration de foyer pour vieillards en concours de boules — on compte 7 000 licenciés de pétanque à Toulouse — le maire sourit et pratique le « tocomaneto ». La mairie est un des plus gros employeurs de la ville avec ses 4 500 employés dans un secteur tertiaire déjà très gonflé.

Et pourtant, Toulouse est dans l'esprit de chacun la ville des industries de pointe : celle de l'aéronautique, avec la Snias et Latecoere, et de l'informatique, avec la C.i.i. L'aéronautique, à elle seule, offre 12% de l'emploi régional. (voir en page 10) L'entreprise d'engrais A.p.c., du groupe E.m.c., un des grands de la chimie française, occupe de son côté 1 700 personnes. Mais l'industrie toulousaine, c'est aussi des petites et moyennes entreprises dont beaucoup emploient moins de cinq personnes.

« Fauconier, tu crois nous avoir à l'usure, mais nous ne cèderons pas au chantage, tu peux payer, tu dois payer, tu payeras », dit une des affiches placardées à l'entrée de leur usine en grève par les ouvrières de l'entreprise Mas. Cette usine de confection, dans le quartier de Croix-Daurade, emploie 680 personnes, dont 540 ouvrières. Depuis le 15 octobre, elles sont en grève. Elles gagnent en moyenne 1 500 F bruts par mois. Elles demandent 90 centimes d'augmentation de l'heure. Mal payées, elles sont aussi inquiètes pour leur avenir : des bruits de licenciement ont circulé. La direction annonce une compression de personnel : « les personnes incompétentes, pas assez rentables » seraient renvoyées.

L'insécurité s'est ajouté aux bas salaires et aux brimades. Une ouvrière, déléguée de la C.f.d.t., raconte : « Les cadences n'ont pas cessé d'augmenter. Le chronomètre est de plus en plus insupportable. Tous les jours, il y a des crises de nerfs. Dans tous les ateliers, on a mis en place des « petits chefs » qu'on a installés sur une estrade pour qu'ils nous surveillent mieux. Il y a cinq ans que je suis dans l'entreprise. Je venais de la campagne, je n'avais jamais vu une usine et, la nuit, je rêvais au rendement.

« Une autre gréviste dit : « Seuls les chefs ont le droit de fumer, ainsi que les hommes. Pas nous. Alors, nous nous réfugions dans les W.c. Mais les chefs viennent nous y chercher. »

Les ouvrières de Mas ont reçu le soutien des sections syndicales des autres entreprises ainsi que celui des partis de gauche. Collectes et lettres de sympathie affluent. Les représentants du Parti socialiste ajoutent : « Dans cette entreprise, nous avons déjà dénoncé à plusieurs reprises les conditions de travail et les brimades que connaît le personnel. Alors que le Pouvoir fait des discours sur la réforme de l'entreprise, les travailleurs en sont encore à devoir exiger la reconnaissance de leur dignité d'hommes. Nous devons tout faire pour que les travailleurs de Mas obtiennent satisfaction. »

Licenciements, réductions d'horaires, chômage, dépôts de bilan... Des mots qui reviennent quotidiennement dans les informations concernant le bâtiment, la première industrie toulousaine. Des entreprises comme Pin et Massol, Loupiac, Duc et Méric ferment. Car ici le bâtiment ne va pas. A la fin de l'année dernière, l'entreprise Bastiani (228 employés), une des plus importantes de la ville, dépose son bilan.

LE POIDS DU P.S.

Le Parti socialiste à Toulouse compte 1 600 adhérents, dont 79% d'hommes et 21% de femmes. 48% ont moins de trois ans de présence au Parti : c'est donc un renouvellement considérable des effectifs, à l'image du mouvement national, mais très certainement supérieur à ce que l'on peut noter dans les régions de forte tradition socialiste. Pratiquement un adhérent toulousain sur deux a donc moins de 3 ans de présence au parti.

Portrait du nouvel adhérent toulousain (moins de 3 ans de P.s.) :

▶ La « féminisation » s'accentue légèrement pour atteindre 25% des nouveaux adhérents.

▶ Le rajeunissement s'amplifie :

— Moins de 30 ans	**34%**
— 30 à 40	**29%**
— 40 à 50	**18%**
— 50 à 60	**12%**
— Plus de 60	**7%**

63% ont moins de 40 ans, ce qui est nettement supérieur au pourcentage national du Parti au moment de la fusion d'Epinay (25%), supérieur aussi aux derniers chiffres publiés par le P.S.

▶ Catégories socio-professionnelles des nouveaux adhérents :

75% de salariés, 59% appartenant au secteur tertiaire (employés, techniciens, fonctionnaires, enseignants, ingénieurs) et 16% étant des ouvriers,

10% d'étudiants,
5% de commerçants, artisans
4% professions libérales, cadres supérieurs,
4% retraités,
2% divers.

Un problème sérieux s'est posé en 1975 : la croissance des effectifs et la grande étendue de la commune poussaient certains à envisager l'éclatement en plusieurs sections indépendantes.

Une solution originale a été trouvée : la division en 12 secteurs militants dans le cadre d'une section unique.

Les 12 secteurs sont désormais dotés d'une large autonomie de gestion et d'action, tout en maintenant la nécessaire unité de direction politique au niveau de l'ensemble de la ville ; ils peuvent mieux prendre en charge tous les problèmes concrets des Toulousains dans leurs quartiers comme dans leurs entreprises.

Fédération de Haute-Garonne du P.s. 69 rue du Taur, Tél. 61.23.15.75.

Section de Toulouse du P.s. : 69 rue du Taur, Tél. 61.21.24.32.



Luc Soubret, premier secrétaire de la section de Toulouse avec François Mitterrand.



Le complexe aérospatial.



Manifestations à Sud Aviation.



La C.I.I.



Les usines A.p.c.-Onia.

La totalité des ouvriers est licenciée. Mais les travailleurs réagissent en occupant l'usine. Il s'avère que le carnet de commandes était bien garni, mais que les méthodes de gestion et les pratiques dispendieuses du chef d'entreprise ont grevé le budget.

Les experts assurent que l'entreprise est cependant viable, mais les banques refusent le crédit. On parle d'offres d'achat ; cependant, du côté de la préfecture, on fait la sourde oreille. « On a l'impression, dit un syndicaliste, que les pouvoirs publics refusent systématiquement d'intervenir pour sauver une entreprise. Dans l'affaire Bastiani, par exemple, rien n'a jamais été fait du côté de la préfecture pour examiner les possibilités de relance. Quant à la municipalité, elle se désintéresse complètement des conflits sociaux. Le maire refuse de recevoir les grévistes, sauf quand les gars vont occuper la mairie, comme en mai dernier, lors du conflit Peugeot ».

C'est sans doute parce qu'il « ne situe pas son action municipale au plan politique » que Pierre Baudis refuse d'intervenir dans les conflits sociaux qui secouent de plus en plus gravement sa ville. « Je fais passer le service de Toulouse avant les querelles partisanes », dit le « Capitoul », qui, également député, est apparenté au groupe R.i. — « administrativement apparenté », précise-t-il. Mais comment les employés de la C.i.i., par exemple, pourraient-ils oublier que cet homme « libre » a pour adjoint Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux Transports dans divers gouvernements de la Ve République ?

Aujourd'hui, à la C.i.i., sur les 1 400 travailleurs restant (il y en avait 1 740 en juin 1974), un tiers travaille vraiment. « Ceux-là finissent Iris et Mitra, dit Roger Soriano, responsable du G.s.e. Les autres bricolent ou lisent le journal ». La direction a d'ailleurs informé le personnel que le départ de 250 ingénieurs et techniciens avant juin 1977 était impératif. Ce personnel sera peut-être racheté à bon marché par la société Logabax, qui va s'installer à Toulouse et à qui la mairie a offert un terrain de 5 ha.

Quant aux 240 millions de subvention accordés à Thomson au mois de mai et qui devaient être affectés à la restructuration de l'usine, il semble bien qu'ils servent surtout à payer les primes de départ des employés. « Il s'agit d'un véritable détournement de fonds publics », disent les socialistes de l'entreprise. Ces subventions, prévues pour la reconversion de l'usine, devraient être normalement affectées à un investissement matériel (machines) et intellectuel (formation, recyclage) propre à assurer de nouvelles charges ; or ces subventions sont détournées de ce but pour servir d'incitation à des départs par mutation (dans le groupe Thomson) ou démission plus ou moins forcée.

A l'A.p.c., une des rares entreprises de dimension nationale à avoir son siège à Toulouse, la situation est à peine meilleure. La moyenne d'âge des employés est de 48 ans et on n'embauche plus. Avant 1967, cette usine était, pour les jeunes sortis des deux écoles de chimie de la ville, un bureau d'embauche permanent. Il y avait à l'époque 3 500 employés. L'A.p.c. s'appelait l'Onia. C'est alors qu'elle a fusionné avec les Potasses d'Alsace. On a abandonné la recherche agronomique, on a arrêté les ateliers de l'acide sulfurique et du sulfate d'ammoniaque. Aujourd'hui, les syndicats assurent que, pour faire fonctionner l'entreprise, il faudrait 2 000 employés ; mais la direction préfère employer des intérimaires, notamment pour l'entretien de l'usine et l'ensachage des engrais. Les syndicalistes de l'A.p.c. se demandent également si la municipalité actuelle ne serait pas intéressée par la fermeture de l'A.p.c. sous prétexte de lutter contre la pollution... Il semble, en réalité, qu'un véritable plan préparé par le gouvernement aurait pour but de démanteler le groupe E.m.c. ; dont le capital appartient à l'Etat... pour mieux en faire profiter des sociétés privées installées dans la vallée du Rhône.

L'avenir de l'emploi pour Toulouse est bien sombre : la population de la région administrative Midi-Pyrénées augmentera de 110 000 personnes environ dans les cinq prochaines années. Et cela est d'autant plus grave que, si la récession actuelle n'est pas enrayée, 16 000 emplois nouveaux seront créés seulement dans le même temps...

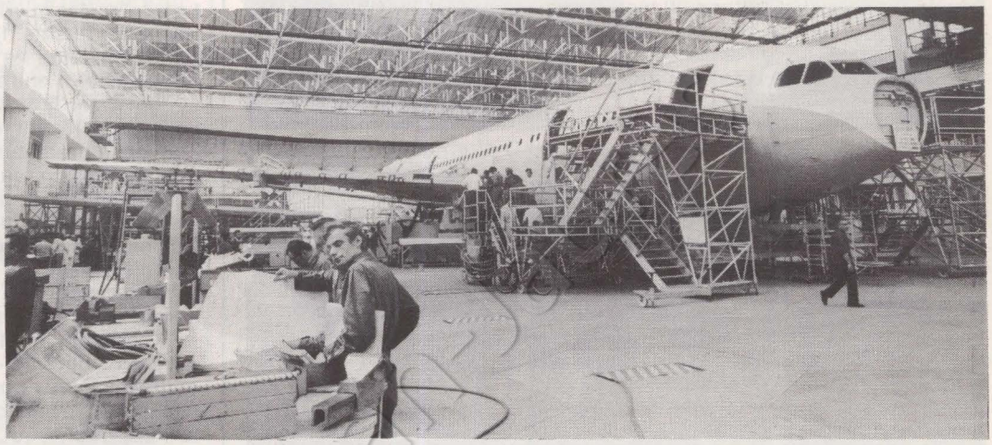
EMMANUELE PLAS



SABORDAGE ET BRADAGE

L'aéronautique française : plus de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1975, près de 60 000 salariés, un passé prestigieux, un présent « honorable », un avenir plus qu'incertain. Signe particulier : à force de « traitement », est sur le point de passer la main. Et cela au moment où le marché des avions civils va retrouver le souffle qui depuis longtemps lui fait défaut **(voir l'encadré ci-dessous).**

Car si en France l'affaire Dassault semble occulter les vraies questions, depuis plusieurs mois tous les avionneurs du monde occidental se préparent aux batailles industrielles qui vont avoir lieu au cours des dix prochaines années. L'enjeu ? Un marché de 45 milliards de dollars entre 1980 et 1985 et de 45 autres entre 1985 et 1990. Et cela au moment où les besoins militaires vont marquer une pause relative. C'est pour se préparer à ces échéances que les constructeurs américains, qui « approvisionnent » 90 % du marché mondial, ont commencé leurs grandes manœuvres. Depuis plusieurs mois, les bureaux d'études et les ordinateurs des trois grands — Boeing, Lockheed, Mc Donnel, Douglas, travaillent d'arrache-pied à définir les familles d'appareils leur permettant de maintenir leur hégémonie. Mais sachant que la qualité d'un appareil n'est pas suffisante, à cette approche technique s'ajoute l'approche « politique » : empêcher l'Europe d'apparaître sur le marché, de produire des appareils pouvant couvrir ses propres besoins (24 % du marché) et, ainsi, faire une percée sur le marché mondial. Et l'opération a réussi : depuis 1970, la percée américaine en Europe se précise : 75 % des appareils achetés en 1975 sont américains. En 1970, 66 % seulement des achats l'étaient.



On comprend mieux pourquoi les Américains ont tout fait pour que Concorde ne trouve pas de débouchés — ils n'avaient pas de concurrent à lui opposer — et pourquoi, jouant sur les divisions politiques et sur les intérêts divergents des constructeurs privés, ils tentent aujourd'hui de passer avec eux des accords permettant de transformer les concurrents en sous-traitants. Vu sous cet aspect, l'affaire Dassault prend une coloration nouvelle.

En France deux constructeurs peuvent prétendre produire pour le marché mondial. L'Aérospatiale et Dassault. Maltraitée, manquant de moyens financiers, souffrant des « hésitations » de l'Etat, du manque de stratégie et de volonté politique — donc commerciale — des gouvernements successifs, la firme nationalisée, malgré d'incontestables succès techniques, est plus qu'un « canard boiteux ». Dassault, en revanche, en bénéficiant des commandes et des subventions de l'Etat, en utilisant la diplomatie et les militaires français comme voyageurs de commerce, a pu, durant de longues années, « prouver » sa vitalité. Pourtant, se profilaient pour la firme de difficiles échanges :

▶ La modification du marché, la pause relative des besoins militaires, la reprise par les Etats-Unis d'une politique commerciale « agressive » après la fin de la guerre du Vietnam posaient en filigrane le problème de la reconversion. Ce fut l'aventure du Mercure 100. Qui se termina par un fiasco : 10 appareils furent vendus. Et ils ne le furent que grâce au gouvernement, qui imposa leur achat.

▶ La succession de Marcel Dassault, envisageable à court terme, pose elle aussi de délicats problèmes. Où l'on se perd entre les intérêts familiaux, les exigences de l'Etat... et le poids du passé.

L'offre de « nationalisation » faite par l'intermédiaire du directeur de « l'Express » — drôle de manière pour un député de la « ma-

BON APPETIT MESSIEURS LES AVIONNEURS

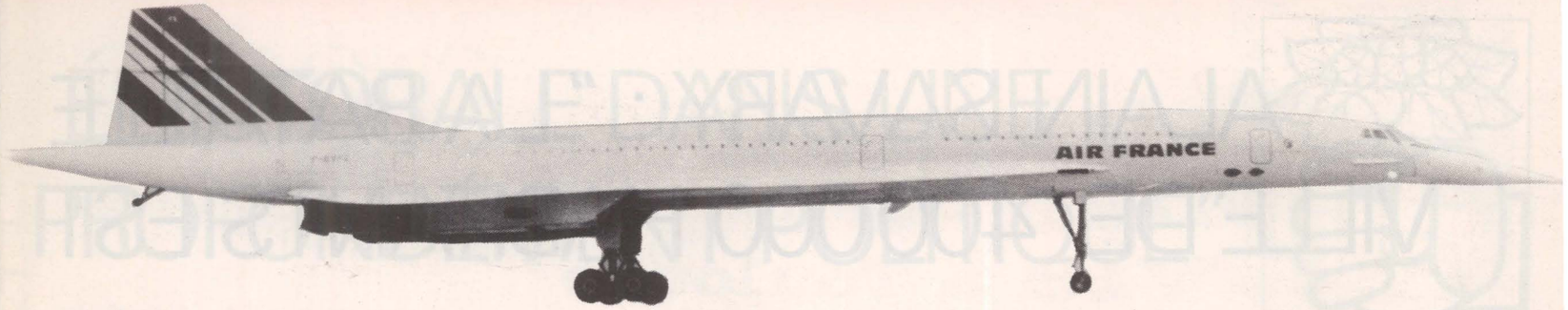
Les compagnies de transports aériens s'apprêtent à renouveler leur flotte. Le coup de frein des années 1974-1975 est oublié. Et la croissance prévue du nombre de passagers transportés vient de rendre le sourire aux avionneurs. Car ce marché va représenter d'ici à 1990 près de 100 milliards de dollars de 1976.

Tout d'abord, le renouvellement. Près de 2 800 appareils, trop vieux, bruyants et gros consommateurs de carburant vont devoir être remplacés. Les Boeing 707, 727, 737, les D.c. 9, les Caravelle vont dans les 15 ans qui viennent partir à la casse. Ce qui est déjà arrivé à quelques Boeing 707 et D.c. 8. Mais surtout de nouveaux besoins vont apparaître, modifiant la structure actuelle des flottes. Toutes les études réalisées prévoient que d'ici à 1985, sur les 45 milliards de dollars d'achat prévus, 23 milliards iront à des moyens-courriers, au rayon d'action compris entre 2 750 et 4 500 km, soit du type de l'Airbus (250-280 passagers) soit à des moyens-courriers plus « légers » (200 passagers). Les courts-courriers — 2 500 km maximum de rayon d'action — pouvant transporter entre 100 et 160 passagers disposeraient d'un marché de 7 milliards de dollars. Quant aux longs-courriers, c'est encore l'inconnu. Certes, les spécialistes admettent qu'un volume d'affaires de 13 milliards de dollars est à envisager pour des avions pouvant couvrir entre 6 400 et 13 700 km sans escale. Mais les passagers — et les équipages — supporteront-ils, Concorde existant, des vols de 12 à 14 heures ?

Face à de tels chiffres les appétits s'aiguisent. D'autant que la répartition des achats pourrait permettre à l'Europe de se dégager de la tutelle américaine. Car non seulement le marché européen a une taille suffisante pour entraîner une industrie, mais surtout parce que les appareils dont il a besoin sont différents de ceux produit aux Etats-Unis. En effet, les étapes européennes sont plus courtes qu'outre-Atlantique (580 km en moyenne contre 980 km) et le trafic étant moins important, il est inutile d'accroître jusqu'aux normes américaines la capacité des appareils. Il suffirait donc de produire, en dehors des longs-courriers, et Concorde existant :

▶ Un moyen courrier de 180 à 250 places. C'est-à-dire l'Airbus et ses dérivés.

▶ Un moyen courrier de 100 à 150 places. La demande est estimée à 400 appareils. Or ce créneau n'est pas couvert. Et ce n'est pas le Mercure 200, de Marcel Dassault, concurrent direct de l'Airbus B 10 avec ses 175 places, qui pourra satisfaire les éventuels clients : Air-France, British Airways, Lufthansa. Et c'est ce marché que l'on va perdre !



jorité » d'avertir son gouvernement — semble donc venir à point pour résoudre de douloureuses contradictions. Dont certaines n'ont rien à voir avec l'aéronautique.

Reprenons. Juillet 1976 : un comptable disparaît. Avec un dossier que l'on qualifie un peu plus tard de « compromettant ». Août 1976 : avec une précipitation que rien n'explique, le gouvernement français donne le feu vert à une opération Douglas-Dassault-Aérospatiale. Il s'agirait de construire pour le marché mondial un Mercure 200. Détail révélateur : rien n'est publié sur le contenu de l'accord. On ne sait ni qui paiera ni qui fera les bénéfices. Seule chose sûre : Douglas, qui n'a pas de prototype disponible dans ce créneau, s'occupera de la vente. Ce qui est inquiétant. Car Douglas devait s'occuper de la commercialisation de Caravelle aux Etats-Unis : un seul exemplaire fut vendu !

Septembre 1976 : on est passé du comptable au patron. Dans la presse — et « l'Unité » y a contribué — on commence à voir les vraies questions posées, car la « fraude » ne suffit pas à expliquer l'intérêt montré ici et là au dossier constitué par de Vathaire.

Octobre 1976 : l'U.d.r., dans un grand mouvement lyrique demande — un mois après le P.s. — qu'une commission d'enquête parlementaire voie le jour. Mais, joli tour de passe-passe, c'est sur l'ensemble de l'industrie aéronautique que les parlementaires devront enquêter ! Dassault n'est plus qu'un cas parmi d'autres...

Voilà pour les faits. Reste à les interpréter. Et, dans les milieux aéronautiques, les hypothèses vont toutes dans le même sens. Tout d'abord, idée de base, le gouvernement a décidé de tirer un trait sur l'aéronautique. Tout comme sur l'informatique. Mais les problèmes d'emploi étant ce qu'ils sont, autant passer par la sous-traitance : l'aviation française n'existera plus, mais elle mettra plusieurs années à mourir. Ainsi demeurera l'illusion.

Pour cela, il faut « concentrer ». C'est-à-dire trouver une solution au cas Dassault. D'une manière ou d'une autre. Et parler de « nationalisation » — ou en faire parler — a quelques avantages. A peu de frais, on se donne un aspect social. Puis, s'il fallait en venir là, on pourrait nationaliser ce que l'on veut, c'est-à-dire le secteur avion, laissant l'électronique, l'immobilier, la presse, et la finance, les fleurons de l'empire Dassault bien au chaud. Ce qui règlerait en partie les problèmes de succession...

Dans le cerveau de quelques conseillers du président de la République, il n'est pas exclu qu'une telle idée ait germé. En « concentrant » la Snias et Dassault, on se donnerait les moyens d'offrir une gamme d'appareils, du Mercure 100 au Concorde en passant par le Mercure 200 et l'Airbus, ce qui permettrait de vendre. Non pas de vendre des appareils, mais une industrie, avec ses brevets, ses circuits commerciaux, ses succès. Contre d'éventuelles charges de travail qui aideraient à éponger les difficultés actuelles. Et si cela ne marchait pas on pourrait toujours dire que c'est la faute des autres, des Européens tout d'abord, qui ont choisi Boeing, ou de Douglas, qui n'aura pas réussi à doubler Boeing, lequel semble bien parti pour absorber l'essentiel du marché.

Au passage, par la grâce d'une commission d'enquête, on aura fait la preuve que l'Aérospatiale s'est soumise, elle aussi, à des pratiques condamnables. Par exemple, que, pour vendre ses hélicoptères, elle a fait comme tout le monde : versé des commissions. Ce qui prouvera que, nationalisées ou non, les firmes font toutes la même chose. Et que Dassault n'a rien fait de plus... La faiblesse d'une telle opération, c'est qu'elle n'apportera pas plus de travail aux usines de l'Aérospatiale et qu'un regroupement réalisé dans de telles conditions risque de sonner le glas du bureau d'études de Toulouse. Ce qui n'est pas, si cela peut se faire en douceur, pour gêner le gouvernement.

Au total, les manœuvres actuelles — il est difficile de les qualifier de grandes — vont toutes dans le même sens : sacrifier l'industrie française et, au passage, l'indépendance nationale. Et régler les problèmes que pose l'empire Dassault en faisant payer l'opération par les Français et en poussant au chômage des milliers de travailleurs.

GUY PERRIMOND

LE " GAY SAVOIR " BLOQUÉ

Toulouse bénéficie d'un budget culturel que bien d'autres villes pourraient lui envier, bien que certaines municipalités de gauche fassent beaucoup mieux. Avec plus de 21 millions de francs sur un budget global de 750 millions, Toulouse consacre plus de 3 % de ses ressources à la culture.

Et pourtant, il semble que la ville perde peu à peu de son animation. Car ce budget souffre d'abord d'un choix axé sur la politique de prestige. A lui seul, le Théâtre du Capitole, l'Opéra toulousain, engloutit chaque année plus de 20 millions. Les subventions octroyées à l'action culturelle sont donc très limitées : 1,2 millions environ se répartissant entre le centre de la rue Croix-Baragnon, le centre socio-culturel du Mirail et un saupoudrage pour les autres quartiers.

Dans un pays où le bel canto était autrefois partagé par tous, où paysans et ouvriers allaient à l'opéra au moins une fois par an, connaissant certains airs par cœur, il est d'autant plus triste de constater que le Théâtre du Capitole ne touche plus que la bourgeoisie régionale. Les prix ne sont pas en cause, mais les horaires et les programmes ne correspondent plus aux goûts populaires.

D'autres établissements, comme le centre culturel de la rue Croix-Baragnon, situé dans le centre, se limite à quelques initiés. Ici, quelques ateliers de création cinématographiques et une salle de théâtre dont le programme est maintenant décidé par l'adjoint au maire et quelques collaborateurs, un programme devenu très « sage » et classique d'où les pièces trop « politiques » sont systématiquement écartées.

En matière d'animation, on retrouve les mêmes choix, que certains animateurs critiquent comme des choix de classes. « Comme la municipalité n'a pas de politique culturelle, on fait du culturel-gadget », explique l'un d'eux. En somme, on consomme du culturel, on propose des prestations de service.

Au Mirail, dans un quartier regroupant 75 % de H.l.m. on ne propose même pas un atelier bricolage, mais on cherche surtout à satisfaire les besoins des jeunes bourgeois avec des ateliers d'artisanat. Le centre socio-culturel, dans ces conditions a du mal à remplir son rôle. D'autant plus que toutes les tentatives de démocratisation esquissées par les animateurs ont été écartées par la municipalité.

Un débat public avait été organisé sur l'animation au Mirail pour demander une modification du réglement du centre, peu adapté à une véritable maison de quartier dans la mesure où les habitants et les animateurs n'avaient pas la possibilité de participer au conseil d'administration du centre. La municipalité a effectivement « pondu » un nouveau réglement, mais qui ne tenait aucun compte des propositions de la population.

Dans le domaine culturel, la mairie utilise les mêmes techniques que dans les autres secteurs : pas de refus délibéré, mais, sitôt que des occasions apparaissent où la volonté de tous pourrait s'exprimer, c'est le blocage. Et la municipalisation des animateurs n'arrange rien, puisque leur dépendance vis-à-vis de la Ville les empêche de s'opposer aux décisions du Pouvoir... Une situation bloquée, en somme.

F. de G.

ALAIN SAVARY : "LA BATAILLE VILLE DE 400 000 HABITANTS EST

Alain Savary, 58 ans, conduira en mars prochain les trois listes d'union de la gauche à Toulouse, lui même se présentant dans le secteur Nord. Elu en 1973 député de la Haute-Garonne, puis président du Conseil régional l'année suivante, il est membre de la commission des Finances au Parlement. En tant que socialiste et en affirmant clairement le choix d'union de la gauche, Alain Savary aborde la « bataille » pour le Capitole dont il dit : « Cette « bataille » est un point de départ et non un aboutissement. Elle s'inscrit dans la perspective de conquête du pouvoir national par la gauche ».

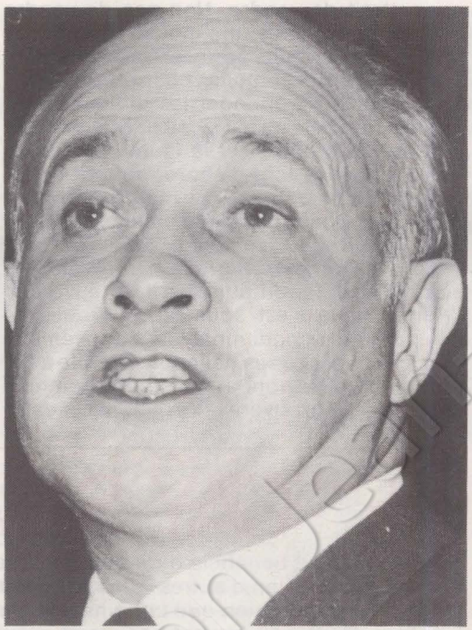
« L'UNITE » : Que représente Toulouse pour le socialiste et l'homme politique que vous êtes ?

ALAIN SAVARY : Toulouse a, pour moi, une double valeur. Historique, d'abord, car c'est une ville où les forces de gauche et socialistes ont joué de façon constante un rôle important. C'est aussi la ville où Jaurès a exercé une partie de son activité politique et professionnelle. Ce qui me passionne, ensuite, c'est l'évolution de cette ville au riche passé culturel devenue un centre de la technologie la plus avancée.

Je suis venu à Toulouse à la demande de mes amis du Parti socialiste pour être le « challenger » d'Alexandre Sanguinetti, en 1973, à une époque où le succès ne paraissait pas évident. Mes camarades avaient jugé, alors, que je pouvais tenter cette bataille. Dès fin 1971-début 1972, je suis allé régulièrement à Toulouse et j'y vis, évidemment, depuis 1973, date à laquelle j'ai été élu député. D'autre part, après avoir exercé des responsabilités tant parlementaires qu'au sein du Parti socialiste, j'ai éprouvé la nécessité de me fixer de façon définitive afin d'aborder ces problèmes locaux d'une grande dimension que sont ceux de Toulouse et de sa région. Je suis originaire d'Algérie, j'avais le droit de chercher une nouvelle ville pour y poursuivre et y terminer ma vie politique et ma vie tout court.

— Dans le cadre de la préparation du VIIe Plan (national), le Conseil régional de Midi-Pyrénées que vous présidez, et dont la majorité est socialiste, a élaboré un plan régional. Pouvez-vous nous dire quelle est la place réservée aux problèmes spécifiquement toulousains dans ce plan ?

— En élaborant ce plan, qui sera soumis au Conseil régional le 15 novembre, nous avons cherché à rendre possible la progression de l'ensemble de la région Midi-Pyrénées, à y maintenir le rôle de Toulouse, métropole régionale, à assurer sur Toulouse développement et emploi en luttant contre le déséquilibre qui est en train de s'instaurer entre la ville et l'ensemble de la région. Nous avons donc cherché, étant partisans de la décentralisation, à affirmer dans le cadre d'une politique générale ce que la décentralisation doit être, comment elle doit permettre d'avoir davantage de responsabilités et de pouvoirs de décision. Mais, en même temps, nous n'avons pas voulu répéter au niveau de la région les défauts que nous contestons ou que nous combattons au niveau national. Nous avons donc recherché l'harmonie entre Toulouse et la région.



— Mais n'y a-t-il pas d'intérêts concurrents entre Toulouse et cette région ?

—Je ne le pense pas. Je pense qu'il est d'intérêt commun de se développer ensemble et c'est cela le propre de la planification. C'est pourquoi lorsque nous disons : maîtriser la croissance de Toulouse, ce n'est pas pour la ralentir, mais c'est pour l'harmoniser. Et il est clair que tout ce qui concerne le développement de l'emploi, les communications, soit infrarégionales soit avec les autres régions, soit avec l'ensemble du pays par exemple, concernent et Toulouse et la région et que l'on ne peut pas dissocier l'une de l'autre. Il faut préserver ce qui existe. Il faut aussi diversifier entre grande industrie et petites et moyennes entreprises. Et faire en sorte que ne soient pas concentrées uniquement sur Toulouse les créations d'emploi à déterminer pour l'avenir ; car on ne peut concevoir Toulouse prospère — ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle, mais qui est notre ambition — dans une région appauvrie.

Pour parvenir à ce résultat, il faut évidemment une politique volontariste et faire en sorte que l'environnement des services permette des activités industrielles à très haute technicité. Les services, cela signifie non seulement la liaison avec l'Université, mais aussi le développement des conseils de gestion et des entreprises pour lesquelles les centres de décision seraient à Toulouse et non plus — comme c'est le cas — pour leur très grande majorité à l'extérieur de Toulouse. C'est encore de meilleures communications et le développement des télécommunications. Mais je ne pense pas que ces questions puissent être résolues par l'actuelle politique d'aménagement du territoire. Cet aménagement est à l'heure actuelle conçu dans des termes que je conteste formellement. Nous nous trouvons, en effet, dans une situation où la recherche du profit, qui est le propre du système capitaliste,



Alain Savary avec les grévistes du Cnes.

ÉLECTORALE DANS UNE PROFONDÉMENT POLITIQUE"



conduit à pénaliser dans l'immédiat l'ensemble du grand Sud-Ouest et, particulièrement, la région Midi-Pyrénées. Le gouvernement et sa majorité peuvent-ils résoudre ces problèmes ? Je ne le crois pas.

— Vous avez déjà annoncé que vous vous présenteriez dans le secteur Nord de Toulouse aux prochaines élections municipales. Pourquoi cette candidature ?

— S'il est clair qu'on ne changera pas les défauts de la politique actuelle de la majorité par de simples victoires ponctuelles dans des villes, elles sont cependant nécessaires. Et à cet égard une gestion socialiste et de l'Union de la gauche à Toulouse peut témoigner d'un état d'esprit différent. Des progrès considérables peuvent même, dans le système actuel, être accomplis dans la recherche d'entreprises nouvelles et, surtout, d'une meilleure planification du développement.

Il faut dans la bataille pour la municipalité, faire d'abord en sorte que les problèmes locaux soient mieux traités. Lutter, par exemple, contre la spéculation foncière car cette question est à la base de tout l'aménagement de Toulouse, de la rénovation, de la création de nouveaux logements et ensembles, d'espaces verts. Déjà, dans ce domaine, une action importante est possible. Il faut concilier l'aménagement esthétique avec le droit au travail, sans avoir à accomplir une trop grande distance. On ne doit pas, bien au contraire, vider Toulouse de toute activité industrielle et artisanale, mais les développer. En revanche, il est important qu'à travers un combat municipal la population sache qu'en ce qui concerne les très grands problèmes, tels que l'emploi, qui sont vitaux pour nous, c'est seulement par un changement général dans le pays qu'on pourra envisager un redressement. Il y a donc liaison entre le combat pour des changements locaux et le combat à une autre dimension : au niveau de la France.

— Les hommes de la majorité affirment volontiers que les élections municipales ne sont pas une consultation politique, mais de seul intérêt local. Qu'en pensez-vous ?

— Ma candidature est une candidature politique. Nous pensons, en effet, qu'une bataille électorale dans une ville de 400 000 habitants est profondément politique. Non seulement en ce qui concerne les options nationales que je vous décrivais et dont dépend le sort des travailleurs, dont dépend l'ensemble de l'activité économique et sociale ; mais même à travers les problèmes qu'on qualifie d'intérêt local et qui sont très importants, il y a des options finalement très différentes entre la gauche et la droite même si la droite affirme qu'une gestion municipale est apolitique. Ce qui est important et qui donne une très grande richesse à ce combat municipal, c'est qu'il est l'occasion à la fois d'exposer, de déterminer, de proposer les grandes options socialistes pour le changement national, mais d'appréhender et d'inclure dans un programme municipal plus précis les problèmes importants des hommes et des femmes de Toulouse, que ce soit en ce qui concerne l'habitat, les espaces verts, les problèmes de la santé, les crèches, l'enseignement, l'emploi et tous les problèmes culturels. Il faut donc que les propositions que nous ferons à la population toulousaine répondent à toutes ces préoccupations. Il n'y a pas de petites questions. Cependant, on ne règle pas les affaires d'une ville seulement depuis sa mairie et, c'est en ce sens qu'on n'a pas le droit de dire que la gestion d'une grande ville est neutre.

Propos recueillis par EMMANUELLE PLAS

CHARCUTAGE ELECTORAL

LES TROIS "SECTEURS" DE PONIATOWSKI

Le partage de Toulouse en trois secteurs électoraux pour les municipales de 1977 est une opération de charcutage électoral pour essayer d'empêcher la gauche unie de remporter ces élections.

En effet, avec près de 15% de voix d'avance sur la droite lors des dernières cantonales, la gauche dispose d'une marge d'environ 20 000 voix sur l'ensemble de la commune. Le problème de Michel Poniatowski était donc simple :

1°) Trouver un système bloquant toute cette avance dans un seul secteur jugé perdu par la droite, où la différence en faveur de la gauche serait considérable, mais en raison du scrutin de liste majoritaire par secteurs, sans effet sur les deux autres secteurs. On a donc « entassé » dans le secteur 2 (Ouest-Sud) tous les bureaux des quartiers populaires de la rive gauche de la Garonne (Saint-Cyprien), des grands ensembles de Bagatelle et du Mirail... auxquels on a ajouté d'autres quartiers populaires, ceux des cités Empalot-Daste, que rien ne rattache aux quartiers précédents, si ce n'est de voter massivement à gauche.

2°) L'emporter lors d'un scrutin très serré dans les deux autres secteurs où les forces politiques sont beaucoup plus équilibrées. C'est-à-dire le secteur 1 (Sud et Centre) : malgré un recul constant, la droite y disposait encore de 250 voix d'avance (sur 30 000 suffrages exprimés) ; et le secteur 3 (Nord et Centre) : Savary y a battu Sanguinetti en 1973 ; la gauche y est depuis légèrement majoritaire, au niveau urbain, avec plus de 900 voix sur 25 000 suffrages exprimés (dernières cantonales).

La démocratie à la Poniatowski-Baudis-Cavaillé, c'est donc vouloir conserver une municipalité alors qu'on a 20 000 voix de moins que la gauche ! Les socialistes dénoncent partout à Toulouse ce scandale.



Pierre Baudis pratiquant le « tocomaneto ».



changer la vie à Toulouse

LE LUSTRE DE BAUDIS

Tout pour la galerie. La rénovation du théâtre du Capitole aura coûté 12 millions de francs, alors que 7 seulement étaient prévus au départ. Il est vrai que le directeur des services techniques avait publiquement déclaré : « Peu importe combien cela coûtera, pourvu que ce soit fini à temps ». Les promoteurs ne se le sont pas fait dire deux fois.

Le grotesque ne s'arrête pas là. Le luxe de la salle, du hall et de l'escalier n'empêche pas que les acteurs et les techniciens travaillent toujours dans de piètres conditions. Et Pierre Baudis a tenu absolument à accrocher au plafond un énorme lustre qui a irrémédiablement compromis la qualité de l'acoustique. Si bien que les concerts se donnent maintenant à la Halle aux grains.

1 PLACE POUR 20 DIPLOMÉS

Le Centre pédagogique et technique régional de Toulouse a commencé à fonctionner en 1973 dans le cadre de l'Association pour la formation professionnelle des adultes, sur des crédits du ministère du Travail. Ce C.p.t.r. forme notamment des techniciens du deuxième degré, spécialisés dans l'informatique. 120 étudiants par an sortent de ce centre, mais seulement 5 ou 6 d'entre eux trouvent une place à Toulouse et dans sa région. Rien d'étonnant quand on sait que la C.i.i. licencierait plutôt qu'elle n'embauche. « Mais c'est nous qui leur apprenons qu'ils ne trouveront pas de travail dans la région », dit un des professeurs du centre.

Ce centre, construit à grands frais, a par ailleurs un budget de fonctionnement des plus réduits, puisqu'on ne peut même pas réparer le matériel en panne. Dans l'optique actuelle du ministère du Travail qui a, paraît-il, longtemps ignoré la situation, ce centre servirait à absorber de jeunes chômeurs faisant passer l'effectif des groupes d'étudiants de 16 à 25. Et qu'il formerait pour... ?

MON BEAU GRENIER, MA DECHIRURE

Il y a 30 ans naissait le Grenier de Toulouse, créé par Maurice Sarrazin. Après bien des péripéties et autant de difficultés, la doyenne des troupes de décentralisation théâtrale finissait par obtenir des statuts et des subventions décentes : le Grenier de Toulouse devint Centre national dramatique. Ce n'était que justice. L'avenir semblait assuré. Mais en 1975, le secrétaire d'Etat à la Culture, Michel Guy, décida d'adjoindre un co-directeur à Sarrazin à la tête du Centre dramatique : Bruno Bayen.

Jeune metteur en scène, responsable du Théâtre de la Fabrique, une troupe désargentée, (affiliée à l'Association pour le Jeune Théâtre), Bayen n'avait aucune raison de refuser cette nomination : elle allait lui permettre de ne plus travailler dans la misère et de s'implanter enfin. Bayen partit donc s'installer à Toulouse avec son équipe. La vérité s'avéra moins mirifique que les belles paroles ministérielles : il fallait désormais partager en deux le budget du Centre national dramatique ; il fallait se débrouiller pour que deux équipes de théâtre puissent créer, une fois dépensés en commun les frais de fonctionnement et d'administration. De quoi frustrer aussi bien Sarrazin que Bayen, de quoi les opposer et les diviser.

Après un an de désaccord dont les personnels et le public ont fait les frais, Bayen refuse aujourd'hui de jouer ce petit jeu de la division : « C'est l'Etat, dit-il, qui est responsable, puisqu'il a conduit deux troupes travaillant selon des méthodes opposées à vivre sur le budget d'une seule. » Là est bien le vrai problème : Toulouse fut la première ville de France à disposer, à la Libération, d'une troupe de théâtre permanente. Aujourd'hui, parce qu'un ministre a cherché à économiser 4 sous et à « diviser pour mieux régner », Toulouse se retrouve avec deux troupes sans moyens qui se déchirent entre elles. C'est, en raccourci, l'absurdité et la faillite de la politique culturelle de la Ve République qui se trouvent illustrées à travers ce seul cas.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

LE BIEN-MANGER

A Toulouse, on aime la bonne chère, on se proclame « socialiste et gourmet ». Au-delà du toujours succulent cassoulet, dont les Toulousains n'ignorent aucun secret, notons deux adresses plus cachées. La truffe du Quercy, rue Croix-Baragnon, est tenue par deux Espagnols socialistes qui proposent par exemple une belle paella (25 F), l'escalope Trocadéro (35 F), qui est tout un poème en forme de surprise, et le « riz divin trésor », sorte de paella à base de charcuterie, une exclusivité en France (25 F).

Le menu à 28 F n'a rien à envier aux plus grands : avocat aux crevettes ou charcuterie, dorade « à la plancha » ou friture, steak au poivre, caille au four ou cassoulet et dessert.

La table d'Aline, quai Saint-Pierre, offre dans une ambiance très décontractée et un cadre « kitch » des salades composées, un plat familial très copieux du genre lapin à la mode, pot-au-feu, blanquette, daube ou grillade. Et des tartes maison, des glaces superbes, le vin de campagne à volonté.... pour moins de 50 F à deux.

LA PETITE LEGUME

Toulouse était naguère entourée d'une ceinture verte exploitée par des maraîchers. Les promoteurs ont peu à peu grignoté ces terrains et, aujourd'hui, seule la partie nord de cette zone est encore cultivée par 200 producteurs de légumes et de fleurs qui exploitent en moyenne 50 à 80 ares chacun. Comme ces exploitations sont de dimensions réduites, ils intensifient leur production en pratiquant des cultures sous abri plastique. On trouve aussi quelques serres chauffées. Le travail n'est mécanisé qu'à 30 %. La main-d'œuvre essentiellement familiale comprend deux ou trois personnes par exploitation. Mais les jeunes quittent ces exploitations trop exiguës sans espoir de s'installer ailleurs, puisque la municipalité ne leur a pas réservé de terrains à l'extérieur de la ville. Quant aux terrains domaniaux en bordure de la Garonne, on constate qu'ils sont loués aux notables toulousains, qui les transforment en peupleraies.

UNIVERSITE OUVERTE

L'université Paul-Sabatier, qui regroupe la moitié des 40 000 étudiants toulousains, est par la taille la première université de province. Son crédit de fonctionnement annuel (salaires compris) tourne autour de 200 millions de francs. Elle emploie 3 000 personnes et occupe la 7e place parmi les entreprises de la région Midi-Pyrénées.

Cette université, issue du regroupement, après 1968, des facultés de médecine, de pharmacie, des sciences, de l'Ecole dentaire, de l'Institut universitaire de technologie, a élu récemment comme président Jean-Claude Martin, professeur titulaire d'électronique, membre du Parti socialiste. A 39 ans, Jean-Claude Martin est un des plus jeunes présidents d'université de France. Le nouveau président, qui considère son université comme un service public, assure que son problème majeur est celui des débouchés pour les étudiants en science. « Il est parfaitement injuste, dit Martin, que nos étudiants qui ont un niveau au moins aussi bon que celui des écoles d'ingénieurs se les voient préférer sur le marché du travail ».

Martin met actuellement en place une restructuration de l'université Paul-Sabatier en évitant tout licenciement des contractuels de recherche Parmi ses projets, celui qui lui tient le plus à cœur est « l'Université ouverte ». Il veut en effet offrir à tous les non-étudiants des cours et des conférences qui auraient lieu le soir et le samedi.

TOULOUSE, LA ROSE OU LA GRISE



Une politique qui cherche la voie du bonheur, c'est un peu de politique et beaucoup de poésie ». Ainsi Pierre Baudis a-t-il présenté son programme à ses concitoyens. Féru d'humanisme, le député-maire de Toulouse déclare s'inspirer d'une philosophie « faite de mesure et d'équilibre, orientée fondamentalement vers le respect de la qualité de la vie ». On croirait entendre Giscard d'Estaing.

Depuis son élection, en 1971, Baudis a plus ou moins tenté d'humaniser une ville en proie à une croissance démesurée, mais en refusant toujours de « faire de la politique ». Si bien que sa politique de cadre de vie se limite pour l'essentiel à un aménagement de plates-bandes, avec pour objectif avoué de faire des choses qui se voient : bacs de fleurs sur les trottoirs, fontaines lumineuses — « une façon d'offrir aux plus modestes un spectacle gratuit ». Pour le changement de l'éclairage, pas moins d'une dizaine de séances du conseil municipal ont été consacrées au choix de lanternes en fer forgé « façon ancien ».

Baudis ne craint d'ailleurs pas le gaspillage, puisque l'aménagement des berges du canal du Midi devant la gare a été décidé et exécuté alors que l'élargissement de l'écluse allait prochainement nécessiter de casser les talus...

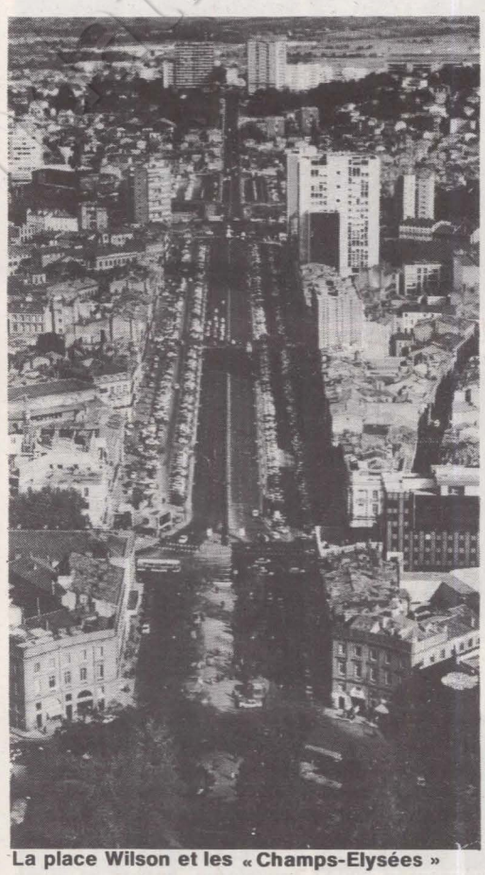
Pelouses et fontaines ne sont certes pas négligeables au plaisir des Toulousains, mais ces hochets se révèlent tout à fait insuffisants pour régler les problèmes d'une ville qui a perdu sa cohérence au cours de son expansion accélérée. L'agglomération a largement dépassé le demi-million, Toulouse comptant aujourd'hui près de 400 000 habitants pour 330 000 en 1962, soit la deuxième croissance de France après Grenoble.

La ville, construite comme un village moyenâgeux, s'est développée sans plan d'urbanisme, livrée au « laisser faire », dévorée par l'automobile. Après cinq ans de discussions, elle a réussi cette année à se doter d'un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme qui, de l'avis des socialistes, « a le mérite d'exister, mais est bon à refaire ».

Ce document, aussi, parle de valorisation de la vie urbaine, d'échelle humaine et de qualité de la vie. Mais il entérine les tentatives désordonnées de l'urbanisme local. Tout en prenant quelque distance avec l'objectif classique du million d'habitants pour l'an 2000, il propose toujours des choix dans l'optique du doublement de la population pour la fin du siècle. Le schéma directeur reprend le zonage qui dissocie la ville en « fonctions », habitat, travail, loisirs...

Le centre de Toulouse, défini comme un secteur délimité, coupé du reste du tissu urbain, devient un « hyper-centre », une ville dans la ville, où se retrouveraient centralisées toutes les activités commerciales, administratives, culturelles. Le mouvement plus ou moins spontané de centralisation, le schéma directeur a choisi de l'accentuer en le planifiant, sans pour autant prévoir de solution à l'engorgement déjà évident d'un quartier construit à la dimension du piéton, mais où ce même piéton circule avec autant de difficultés que les automobiles. Le schéma directeur accepte également de voir le centre se vider de sa population traditionnelle pour devenir le lieu de résidence des riches.





La place Wilson et les « Champs-Elysées »

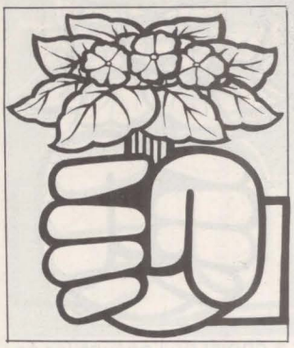
Cette ségrégation est déjà nettement entamée. A Saint-Georges, par exemple, on a rasé un îlot insalubre pour mener une grande opération de rénovation. A quelques pas du square Wilson et de la place du Capitol s'érige « un quartier neuf, dynamique et attrayant » selon les termes des documents publicitaires. En fait, les études ont commencé il y a 20 ans, la dalle n'est pas encore terminée et les ministres qui descendent à l'hôtel de l'ensemble pataugent dans la boue. Autrefois îlot surpeuplé, aux conditions d'hygiène lamentables, Saint-Georges est en passe de devenir un centre d'affaires où pullulent les cabinets d'architectes. Les appartements s'y vendent à 4 500 F le m2 et l'opération ne comporte qu'un seul immeuble d'H.L.m., initialement prévu pour le relogement des expulsés.

Peu à peu, le centre de Toulouse où se cachent au détour de chaque rue des hôtels particuliers Renaissance, des églises et des monuments splendides, devient un quartier luxueux. La rénovation y est essentiellement privée si l'on excepte une opération à Saint-Aubin menée par la ville en collaboration avec les propriétaires, les locataires ayant droit à l'allocation-logement. Pour le reste, la municipalité Baudis tient surtout à « embellir » la ville, c'est-à-dire à restaurer les fontaines et les monuments.

Le schéma directeur prévoit, à côté de cet « hypercentre », des centres secondaires dont plusieurs restent à créer. L'un d'eux, le Mirail, est directement relié au cœur de Toulouse puisqu'il s'agit non pas d'une banlieue, mais d'un nouveau quartier. Créé par le maire précédent, le Mirail a été une des raisons de l'échec électoral de Louis Bazerque en 1971. Le projet dessiné par l'architecte Candilis à l'époque du béton triomphant s'est révélé à l'usage difficile à vivre, d'autant que Baudis en a défiguré les objectifs.

Alors que la municipalité précédente avait construit des logements sociaux, le nouveau programme du quartier La Reynerie a érigé des résidences privées autour du lac creusé aux frais de la collectivité. André Turcat, pilote du Concorde et conseiller municipal délégué aux problèmes de logement, avait été très net : « Il est urgent de rentabiliser le Mirail... Il faut vouloir ce que veulent les gens et notre politique ne se limitera donc pas aux H.L.m.... En somme, il faut construire heu-

→



reux ». Thème repris par Baudis pour annoncer que le Mirail allait former « une osmose entre Aubervilliers et Neuilly » !

A La Reynerie, l'occasion a fait les larrons, les promoteurs réalisant de croustillantes plus-values grâce aux équipements, au lac et aux espaces verts, réalisés par la commune. Ainsi, Masson avait du abandonner un projet très dense dans une Zup privée à Rangueil, après une forte campagne de protestation. Pour le consoler, Baudis vient de lui accorder un permis de construire au bord du lac.

Le Mirail était une grande idée, mais il nécessitait une volonté politique qui a fait défaut à la mairie. Des murs ont été construits entre H.l.m. et immeubles privés ; une grande surface s'est installée de l'autre côté de la route ; la dalle qui devait faire le lien entre les différents quartiers n'a toujours pas été prolongée parce que les habitants des résidences du lac s'y opposent ; les administrations centrales ont refusé de s'implanter ici, si bien que le Mirail est encore loin de devenir un second centre de Toulouse.

Pendant ce temps, Baudis continue à aménager les berges du canal et de la Garonne. Il fait le compte des arbres plantés sur son ordre : 2 000, dit-il. En fait, sa seule réalisation personnelle d'une certaine envergure porte sur les espaces verts. Quatre zones de loisirs ont été aménagées aux points cardinaux, aux limites de la ville. Au total, 460 hectares très fréquentés, mais que les Toulousains gagnent par leurs propres moyens, puisqu'ils ne sont desservis par aucun transport en commun, fermés donc aux « captifs », enfants, vieillards et femmes sans voiture.

La démarche reste donc celle qu'on connaît ailleurs, excentrer ce qui n'est pas rentable, H.l.m. et espaces verts, à la périphérie. Toulouse bénéficiait pourtant d'un espace central : une partie de l'île du Ramier où sont installés le stadium et des équipements sportifs. Baudis a préféré louer ces deux hectares à la foire de Toulouse. Voici l'île recouverte d'affreux hangars en tôle, alors que la précédente municipalité avait prévu l'extension de la foire sur le terrain de la Ramée, un des quatre espaces verts équipés par la mairie actuelle.

Car si Toulouse bénéficie maintenant d'un schéma d'aménagement, elle manque d'une affectation précise des sols. En refusant d'aborder de front le problème foncier, Baudis laisse le champ libre aux promoteurs privés. De nombreuses zones non bâties existent encore, mais aucune mesure conservatoire n'a été prise qui permette à la collectivité de maîtriser ses terrains.

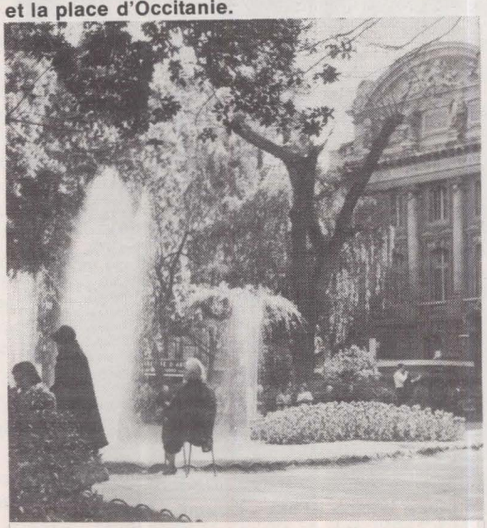
Ainsi Baudis a-t-il préféré garder au frigidaire, dans l'attente des élections, un plan d'occupation des sols, pourtant très nécessaire. Dans le schéma directeur, l'agriculture a été complètement oubliée et les espaces classés urbanisables sont supérieurs à la demande estimée, ce qui semble indiquer que l'urbanisation se développera au hasard des opportunités foncières.



Le Mirail.



Le quartier Saint-Georges et la place d'Occitanie.



Certains terrains et immeubles se libèrent, comme le Grand Hôtel ou les casernes, mais personne n'a idée de la façon dont ils vont être utilisés. Depuis 1972, le quartier Marengo est destiné à un brillant avenir. On a même parlé d'en faire une nouvelle Défense, à l'heure où Toulouse succombait aux tentations de parisianisme. A cet effet, les allées Jean-Jaurès ont perdu leurs platanes, l'école vétérinaire a été démolie pour laisser place au boulevard Pompidou, offrant une magnifique perspective « champs-élyséenne » sur les tours de Jolimont, pur produit de la triste architecture des années soixante...

Quant à Marengo, la situation reste gelée. Toute initiative est bloquée, les commerçants s'en vont et les prix des terrains baissent. Ainsi, un promoteur a acheté à une vieille dame un terrain de 2 hectares, sans débourser un centime puisqu'il attend un avis favorable de permis de construire.

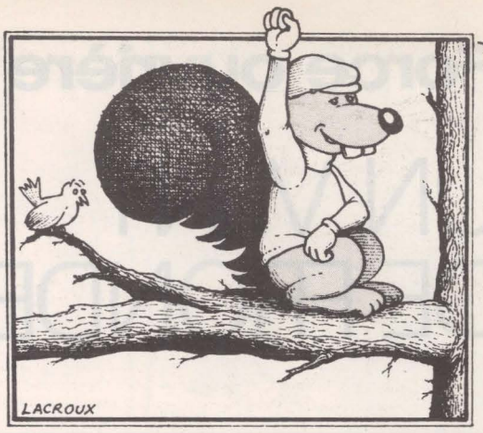
C'est le règne de l'indécision. L'ambition qu'il n'a pas eue pour lui-même, Baudis ne l'a pas non plus pour sa ville. On ne peut donc le taxer d'être l'homme des promoteurs. Peu entreprenant, il ne propose pas les projets d'envergure que demandent les hommes de l'art. Mais le maire ne les empêche pas pour autant de réaliser de fructueuses opérations spéculatives...

En attendant, la ville rose, la patrie du « bien manger » et du « gay savoir », éclate et se vide de sa légendaire joie de vivre.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

Caisse d'Epargne

L'ECUREUIL NE VEUT PAS ETRE GRIGNOTÉ



Une journée de vacances supplémentaire payée pour l'ensemble du personnel parisien de la Caisse d'épargne en grève depuis 25 jours : c'est la dernière subtilité de la direction de cet organisme pour que, le 2 novembre, l'assemblée quotidienne des grévistes n'ait pas lieu. Ce jour-là, en effet, les trois porches du siège social, en face de la poste centrale, rue du Louvre à Paris, sont restés fermés à clé. Même les délégués du syndicat unifié et de la C.f.d.t. n'ont pas eu le droit d'accéder à leurs locaux syndicaux.

Cette naïveté patronale, qui, visiblement, misait sur ce « pont » prolongé pour désorganiser le mouvement, a provoqué une franche hilarité dans les rangs des grévistes. L'essoufflement, ils n'y croient pas. Et ils donnent des chiffres pour appuyer leurs dires : depuis le 6 octobre, 80 % des 1 389 salariés parisiens ont cessé le travail. Sur 148 agences (réparties sur l'étendue de l'ancien département de la Seine), à peine une trentaine fonctionnent, parfois au détriment des règles de sécurité en vigueur dans l'entreprise. Pour se rendre compte de la participation massive à ce mouvement revendicatif, il suffit en fait de se trouver rue du Louvre vers 11 heures à la fin de l'assemblée générale des grévistes. Entassés sur les bancs, les chaises, les tables, ils tiennent à peine dans la grande salle. Les résultats des votes à bulletin secret sont là pour le confirmer : le 29 octobre dernier encore, la grève était reconduite à une majorité quasi-absolue (912 voix contre 11 et 6 bulletins nuls).

Et mercredi matin, histoire de contredire les fins stratèges de la direction, tout le monde, à nouveau, était au rendez-vous de la rue du Louvre. Avec autant de détermination et un peu plus de bonne humeur. Un jour de vacances payé quand on est en grève, non seulement ça repose, mais surtout, ça fait rire !

Fortune personnelle

Cette unanimité dans le mécontentement ne devrait pourtant pas échapper aux responsables patronaux. Les salariés de la Caisse d'épargne ne réclament aucune augmentation de salaire ; leurs revendications ne portent sur aucune innovation sociale ou syndicale. Ils ne demandent qu'une chose : que soient maintenus en l'état leurs traitements et les avantages acquis par la combativité du personnel depuis la création de la Caisse d'épargne en 1818. Cette flambée de colère qui paralyse la Caisse parisienne et complique ainsi la vie de nombreux usagers qui ont du mal à percevoir pensions ou retraites, la direction en a pris l'entière responsabilité le jour d'octobre où elle a annoncé que le personnel ne toucherait pas la totalité de la prime de fin d'année instituée depuis 1950 : 12 % du salaire pour les débutants et 8 % pour les cadres.

Des raisons pour justifier cette restriction, le conseil d'administration en a des quantités. L'exercice 1976 de l'exploitation principale — qui gère les comptes de tous les épargnants — serait, parait-il, déficitaire si l'intégralité de la prime était versée. « C'est oublier un peu vite la fortune personnelle de la Caisse d'épargne », rétorque Yves Van der Eeckem, délégué du personnel au siège social. Très florissant, ce deuxième secteur d'activité des Caisses a pour mission de faire fructifier les boni réalisés par l'exploitation principale. Grâce à lui, pour la seule année 1976, 30 millions de francs de bénéfices sont prévus. Alors ? « Alors, qu'on ne nous raconte pas qu'au nom de je ne sais quel règlement, on ne peut pas nous verser notre prime », s'indigne l'un des adhérents de la section socialiste d'entreprise du P.s. De toute façon, sur ce point, le syndicat unifié comme la C.f.d.t. estiment qu'ils n'ont pas à entrer dans les explications de la direction. « Cette prime fait partie intégrante du salaire, affirment les syndicalistes. Ne pas la payer en entier équivaut à nous imposer une diminution salariale. C'est inacceptable ».



En se mobilisant aussi nombreux, les employés parisiens ont tout de suite fait savoir leur refus d'un tel procédé. D'abord pour défendre leur pouvoir d'achat : pas question de le voir baisser. Mais surtout pour le principe, parce que accepter une telle régression serait ouvrir une brèche des plus encourageantes pour la kyrielle des restrictions en tout genre dont rêvent direction générale et conseil d'administration.

A ce titre, le cahier revendicatif des grévistes parisiens est instructif. On y apprend, par exemple, qu'une tentative de démantèlement du potentiel de la Caisse d'épargne est amorcée : la gestion des 1 500 logements de la Caisse ne vient-elle pas d'être confiée à un cabinet privé ? On y apprend aussi qu'en matière de recrutement, sur les 80 embauches estimées nécessaires par les syndicats pour 1976 compte tenu de l'accroissement du volume de travail, aucune n'a été réalisée. D'où une détérioration évidente du service rendu aux épargnants. Autant de situations inacceptables pour les salariés. Sans compter les atteintes au droit syndical et au fonctionnement du comité d'établissement

Grève nationale

De fait, ils font tous la même analyse : en dernier ressort, ils savent bien que le but de la direction, c'est de transformer le statut de tout le personnel. Car, avec ses 480 Caisses réparties dans toute la France, employant 17 000 personnes dont 80 % sont syndiquées, la Caisse d'épargne représente un véritable bastion syndical. Au fil des années, la combativité de ces travailleurs leur a valu un statut, des salaires et des avantages que bien des professions pourraient leur envier. Depuis 1967, ils ont dû s'opposer à plusieurs tentatives plus ou moins avouées de tout remettre en question. Un exemple parmi d'autres : la création, en mars dernier, d'un syndicat « bidon » des directeurs et cadres de l'entreprise. Chaque fois, grâce à la vigilance des syndicats, ces projets ont échoué.

Mais la direction n'en est pas à un échec près. Le 13 octobre, elle a récidivé, en employant cette fois les grands moyens. Elle a ni plus ni moins décidé d'enlever leur mandat aux représentants patronaux qui siègent à la commission paritaire nationale. Autrement dit, les représentants du personnel n'ont plus de partenaires pour discuter de tous les problèmes qui se posent au sein de l'entreprise, aussi bien en matière de conditions de travail que de salaires, d'embauche ou d'avancement. Le rêve avoué des instances dirigeantes : remplacer le statut en vigueur, qui a valeur de règlement administratif et ne peut donc être dénoncé unilatéralement, par une convention collective. On comprend l'intérêt que retirerait la direction de ce nouveau système : il suffirait, en effet, qu'une seule organisation syndicale, pas forcément majoritaire, accepte un compromis et signe pour que les mesures adoptées s'appliquent à l'ensemble du personnel...

Conscients du danger, déjà le 21 octobre, le personnel, dans la France entière, a répondu au mot d'ordre d'une journée d'action pour le maintien du statut. Là encore, il serait vain de compter sur le temps pour calmer les esprits. Mercredi dernier, le syndicat unifié et la C.f.d.t. ont appelé à une grève nationale pour les 25 et 26 novembre qui, à n'en pas douter, sera largement suivie. Et risque de se renouveler tant que la direction générale s'oppose à toute négociation.

A la Caisse d'épargne, la dureté n'a jamais payé. On le sait à Paris où, chaque jour, des salariés rejoignent les grévistes, écœurés par cette mauvaise volonté patronale.

CHRISTINE COTTIN

Force ouvrière

UN VENT DE FRONDE



« Nous jugions valable la politique de concertation du gouvernement. Ce n'est plus le cas aujourd'hui ». Ce jugement, prononcé par André Giauque, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires Force ouvrière est aussi celui de beaucoup d'adhérents de la centrale de l'avenue du Maine. En particulier dans le secteur public et nationalisé — les trois quarts environ des effectifs de F.o. — un vent de fronde souffle. André Bergeron lui-même doit se mettre au diapason et il prépare sa prochaine entrevue avec Raymond Barre en prévenant le Premier ministre : son organisation appellera à la grève si la politique contractuelle est remise en cause.

Pourtant, l'annonce du plan Barre n'avait pas suscité de violentes réactions de la direction confédérale qui avait affiché, à l'époque, une attitude réservée, mais non hostile. C'était méconnaître l'attachement des militants F.o. à la politique contractuelle. La base renâcla, trouvant trop molle la réaction de ses dirigeants. Bergeron l'a reconnu publiquement : « Les réactions de nos militants au plan Barre sont très dures, et plus vives même que nous ne l'avions imaginé ».

Durcissement le 27 septembre : la Commission exécutive de F.o. met en garde le gouvernement contre toute atteinte à la liberté de négociation des salaires. Ce n'est pas encore la menace de grève, qu'on ne brandit à F.o. qu'en toute dernière extrémité. Mais, depuis, d'autres remous à la base sont apparus, notamment à l'occasion de la journée nationale de grève du 7 octobre. Journée jugée « politique » par F.o., qui refusa de s'y associer. Ce n'était pas l'avis de plusieurs organisations, E.d.f., Impôts, **(voir notre encadré),** Houillères de Lorraine, certains secteurs des P.t.t., de la Banque, de la Santé — qui transgressèrent les consignes confédérales et participèrent aux manifestations. Autant d'éléments qui poussent Bergeron à « durcir» ses positions jusqu'à agiter l'arme de la grève...

Une éventualité à laquelle le secteur public et nationalisé est en train de se préparer. Car l'échéance des négociations salariales approche. Et André Giauque, commentant les déclarations de Barre, souligne le « malaise» des fonctionnaires. Certes, le Premier ministre garantit le respect des accords déjà signés. Mais la réforme sur le statut des non-titulaires s'enlise et aucune discussion n'a eu lieu depuis la nomination du nouveau gouvernement. Des mesures prévues pour 1976 (la promotion de certaines catégories d'agents, par exemple) ne sont pas encore appliquées.

Bref, estime Giauque, « on est en train de vider la politique contractuelle de sa substance ». En mettant comme préalable à des négociations la nécessité de se limiter au seul maintien du pouvoir d'achat, Barre enlève à F.o. son principal cheval de bataille : la politique contractuelle. « Nous ne pouvons négocier avec un gouvernement qui ne modifie pas son attitude. Et comme nous ne nous faisons pas d'illusion, nous sommes obligés de préparer la mobilisation ». Les fonctionnaires, avec le secteur public et nationalisé, comptent d'ailleurs annoncer la semaine prochaine une campagne d'action contre le plan Barre et des mouvements de grève, courant janvier, période habituelle des négociations.

A cette initiative, Bergeron a dû aussi donner son aval. Car la grogne générale, même si elle émane souvent d'organisations approuvant la ligne confédérale, a un effet certain : les syndicats opposants restent minoritaires, certes, mais ils sont moins isolés que par le passé. Sept mois avant le congrès, cet élément n'est pas sans importance. Un militant constate : « La direction confédérale, qui a toujours préféré une négociation, même médiocre, à une grève, risque, si Raymond Barre ne cède pas, de se retrouver, faute de négociation possible, contrainte à la grève ».

MICHELE KESPI-BACKMANN

Les "impôts" en avant-garde

« Seul l'avènement d'une société socialiste, laïque, universelle et fraternelle, composée d'hommes libres et solidaires, pourra mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme et permettre d'assurer la gestion démocratique des moyens de production avec l'accès de tous aux responsabilités ». Tel est le projet de société qui figure dans la motion d'orientation adoptée par le Syndicat général des impôts-Force ouvrière (S.g.i.-F.o.), à l'issue de son 8e congrès, les 27 et 28 octobre dernier. Congrès intéressant à plus d'un titre, tant par sa volonté de critique constructive envers F.o. et son secrétaire André Bergeron, que par la vitalité dont témoignaient ses 380 délégués, dont beaucoup de jeunes et de femmes. Le nouveau secrétaire général du S.g.i., André Poulet, âgé de 33 ans et son adjoint, Bernard Vasquez, 30 ans, reflètent bien l'évolution de ce syndicat considéré comme en pointe à F.o. Et de fait, le S.g.i. a réaffirmé son attachement à la lutte des classes comme moyen privilégié d'« émancipation intégrale des salariés qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, ce qui implique un choix très net de société ». De même, ce syndicat a-t-il émis de sérieuses réserves sur « la politique contractuelle, simple moyen de l'action syndicale qui ne vaut que par les résultats qu'elle est à même de procurer ». Cette attitude est à rapprocher du jugement émis par le S.g.i. sur le plan Barre, « agression caractérisée contre le pouvoir d'achat des travailleurs en général et des fonctionnaires en particulier, qui aura pour résultat une rupture unilatérale et injustifiée de la politique contractuelle. » Face à ce plan, les congressistes ont demandé à F.o. « de définir une position plus ferme et plus déterminée et d'organiser à court terme une riposte, n'excluant pas l'unité d'action intersyndicale, à la hauteur de la gravité de l'atteinte portée aux intérêts des travailleurs ».

De nombreuses interventions ont permis, tout au long du congrès, de mesurer l'insatisfaction des délégués devant l'attitude de leur confédération qui leur paraît beaucoup plus disposée à s'entretenir avec le gouvernement qu'à réaliser l'unité syndicale avec la C.g.t. et la C.f.d.t. sur des objectifs précis. Enfin, les analyses développées sur l'injustice fiscale et les atteintes aux libertés publiques, notamment contre les fonctionnaires, ont été adoptées à l'unanimité du congrès.

Sans doute le S.g.i. ne représente-t-il que 11 500 des 40 000 adhérents de la fédération des Finances F o. Mais son influence sur l'ensemble des fédérations F.o. de la Fonction Publique est tout de même suffisamment forte pour que Bergeron soit tenu de prendre en compte les « trublions» des impôts.

JEAN-LOUP REVERIER

changer la vie sociale et économique

GREVE POUR LA LIBERTE

Voilà un an que les métallurgistes de la Simax, entreprise de Rupt-sur-Moselle, sont en grève : contre la répression syndicale et pour la réintégration de leur délégué C.f.d.t. C'est la première fois, note la Fédération générale de la Métallurgie C.f.d.t., que des travailleurs mènent un conflit aussi long et avec autant de conviction pour la liberté syndicale et les libertés publiques.

Procédés que l'on aurait pu croire révolus : dernièrement sous la houlette du préfet des Vosges, ces travailleurs en grève illimitée ont fait l'objet d'une procédure de licenciement. Quant au délégué qui devrait être réintégré par décision de l'inspection du Travail et des tribunaux compétents, il ne peut toujours pas rentrer dans l'entreprise.

L'IMAGE DES SYNDICATS

L'image des syndicats aujourd'hui, tel est le thème d'un sondage réalisé, entre le 1er et le 8 octobre, par la Sofres, pour le quotidien « Sud-Ouest ».

Qui traduit le mieux les intérêts des travailleurs ? Si la C.g.t. vient en tête (28 % des réponses), elle est suivie de près par F.o. (24 %) dont l'image de marque s'est considérablement améliorée depuis mai 1973. A cette époque, 13 % seulement des personnes interrogées lui reconnaissaient cette qualité. 17 % en revanche lui préféraient la C.f.d.t. : aujourd'hui seulement une personne sur 10 met cette centrale en tête. Parmi ceux qui placent F.o. en premier, on trouve en particulier les Républicains indépendants (à 47 %) et l'U.d.r. (à 35 %). La gauche socialiste met toujours sa confiance en la C.g.t. — 37 % de cette couche politique lui donne la première place — mais une bonne partie partage ses préférences entre la C.f.d.t. (19 %) et F.o. (18 %).

Une fois constaté ce recul des deux principales centrales ouvrières, les syndicats n'ont pas mauvaise presse : 65 % des réponses leur accordent un rôle positif ; c'est l'opinion de 8 salariés du secteur public sur 10. Les retraités, les agriculteurs, les petits commerçants et les artisans en sont moins convaincus — avec une certaine indifférence. Ils préféreraient, en outre, contrairement à la majorité des réponses, « un seul syndicat, pour montrer l'unité des travailleurs ».

LA C.F.D.T. CONTRE L'ENTRISME

Les deux courants les plus dangereux pour la C.f.d.t. à l'heure actuelle : le gauchisme et le « basisme ». Le dernier Conseil national cédétiste, réuni du 28 au 30 octobre, a précisé à nouveau, et énergiquement, les orientations du congrès d'Annecy : pas question de laisser l'extrême gauche utiliser à son profit les structures syndicales. Déjà, le Bureau national de juin, tirant les conclusions du congrès, avait estimé que le danger principal résidait « dans le développement d'un courant contribuant à la destructuration de la confédération par des pratiques basistes, spontanéistes ou entristes. » Aujourd'hui, la C.f.d.t. est encore plus explicite : toutes les opinions politiques restent admises, à condition de respecter la démocratie syndicale et l'autonomie du syndicat. « Quand des militants ne respectent pas ces deux règles, ils n'ont pas leur place dans ta C.f.d.t., a déclaré Edmond Maire. La faiblesse n'est pas permise. Nous sommes heureux de constater que, dans un certain nombre d'organisations, on prend les moyens pour qu'il en soit ainsi. » Et le Conseil national « appelle les fédérations et les unions régionales à se saisir franchement des problèmes posés au fonctionnement démocratique des organisations. »

Certaines n'ont pas attendu cet appel pour agir. Le syndicat de la Métallurgie de Charente et l'Union interprofessionnelle d'Angoulême ont enlevé, à la fin juillet, tout mandat syndical à la plupart des responsables C.f.d.t. de l'usine Leroy-Sommer à Angoulême. La dissolution de cette section (à l'exception d'un secteur) a provoqué la distribution récente d'un tract signé simplement : « Des ouvriers ». On y fustige pêle-mêle les « misérables marchandages dans lesquels se complaisent les syndicats» et « toutes ces choses que les syndicats appellent acquis ouvriers, et qui ne sont en réalité que le butin de leur collaboration passée et présente avec la classe exploiteuse. » On y apprend que, depuis longtemps, « les syndicats ne luttent plus contre le capitalisme», qu'ils encadrent et surveillent les travailleurs « au profit de l'ordre social dominant »... Sic.

LES PATRONS NE RENVOIENT PAS L'ASCENSEUR

Les réparateurs d'ascenseurs alertent les usagers. Et s'expliquent : si la clientèle peut se plaindre, de plus en plus, des pannes d'ascenseur, ils n'y sont pour rien. « Voilà seulement 5 ou 6 ans, explique un syndicaliste C.g.t. des entreprises d'ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques, deux travailleurs assuraient les petites réparations, entretenaient et dépannaient 80 à 100 appareils ». Aujourd'hui, ce travail doit être assuré sur 220 à 250 appareils par 3 personnes. Trois en théorie, car malades, accidentés et vacanciers ne sont pas remplacés. C'est-à-dire que la charge de travail a pratiquement triplé.

En outre, les directions ont réussi à faire passer une loi autorisant une seule visite par mois sur les ascenseurs « non publics» (habitations). Et ces visites — au nombre de deux dans les établissements publics — restent formelles : un seul ouvrier, pas toujours qualifié, dispose de 12 à 18 minutes, temps de transport compris, pour effectuer une visite dite de sécurité !

FLICAGE DES CHOMEURS

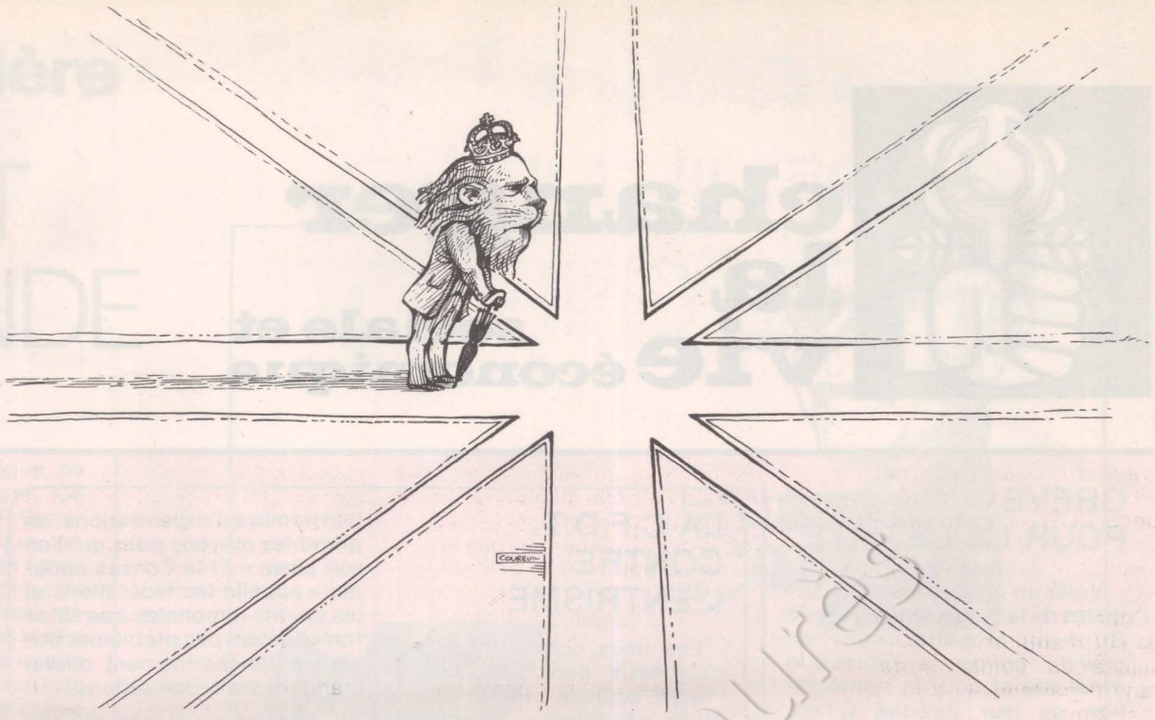
Une nouvelle police : celle du chômage. Officiellement, il s'agit, pour la direction de l'Agence nationale pour l'emploi, de dépister les fraudeurs. A cet effet — et malgré les protestations des syndicats — elle vient de créer un corps d'« enquêteurs mobiles assermentés ». Leur mission, telle qu'elle est définie dans la fiche de fonction publiée il y a une quinzaine de jours : « Contrôler la situation des demandeurs d'emploi, notamment celle des bénéficiaires d'une indemnité réglementaire ou contractuelle... »

Pour cela, ils disposent des moyens d'investigation suivants : « visites de vérification chez les travailleurs privés d'emploi... visites chez des tiers éventuels... visites chez les employeurs antérieurs ou présumés... Eventuellement, l'enquête peut donner lieu à la filature».

MUTUALISTES : LE BLOCUS CONTINUE

Le ministère de la Santé est-il au-dessus des lois républicaines ? Il semblerait que oui, puisqu'il refuse d'obtempérer devant les arrêts rendus par le Conseil d'Etat, la juridiction administrative suprême. Il est vrai qu'il s'agit de protéger des situations solidement acquises, en l'occurrence les intérêts des pharmaciens d'officine, en empêchant la création de pharmacies mutualistes : quatre pharmacies « interdites » en un an par le ministère. A Libourne, à Clermont-Ferrand, à Paris et tout récemment à Brest, quatre fois le Conseil d'Etat a « cassé» les décisions ministérielles incriminées — le dernier arrêt rendu dans ce sens date du 20 octobre. Et l'on attend toujours que les services du ministère de la Santé veuillent bien appliquer la loi...

La gauche et le pouvoir en Europe



Après l'Allemagne fédérale, l'Italie et le Portugal, (voir les trois précédents numéros de « l'Unité »), le quatrième chapitre de notre grande enquête « La gauche et le pouvoir en Europe » est consacré cette semaine à la Grande-Bretagne.

Exercer le pouvoir aujourd'hui en Grande-Bretagne c'est d'abord faire face à la chute brutale de la livre (plus de 20 % depuis le début de 1976) et à ses conséquences sur la politique économique, sur la balance des paiements, sur les prix, sur les investissements. Mais c'est aussi répondre à des questions spécifiques liées à la fois aux différences de classes sociales, plus tranchées en Angleterre que dans d'autres pays européens, et à la nature particulière des rapports entre le Labour party au pouvoir et les syndicats dont il est issu. Francis Pisani est allé y voir de plus près.

IV. - GRANDE-BRETAGNE : LES SYNDICATS AU POUVOIR

De notre envoyé spécial

A deux heures de train, au nord de Londres, à la pointe sud du bassin charbonnier des Midlands qui a fait la fortune de l'Angleterre au début de ce siècle, Nottingham est chère au cœur des Anglais. Pour être à la fois la patrie de Robin des Bois et celle des plus jolies filles du Royaume-Uni. Dès la descente du train, on est prévenu. Des affiches annoncent que les plus belles travaillent dans les grands magasins Copp ! Quant à Robin, sa forêt de Sherwood n'est plus qu'une garenne. Croissance oblige. On laisse même entendre que tel Shakespeare, il n'aurait jamais véritablement existé. J'ai préféré garder mes rêves.

A Nottingham, l'alternance, cette invention de la démocratie anglaise, est un fait. Mieux : une vieille habitude. Conservateurs et travaillistes se succèdent à la tête de la municipalité, chacun laissant une empreinte différente, suivant un rythme qui n'est pas loin de rappeler ce qui fut, jusqu'à aujourd'hui, une constante : quand le gouvernement est travailliste, beaucoup de municipalités deviennent conservatrices et vice versa. Cette alternance était d'autant mieux acceptée que, souvent, les différences entre partis pouvaient sembler minimes. Mais, ici comme ailleurs, les temps changent...

John Caroll, ancien conducteur d'autobus, est le leader du Parti travailliste à la municipalité. « Quand nous avons battu les conservateurs, en 1970, explique-t-il, ils voulaient construire deux autoroutes qui traversaient le centre ville. Nous avons, pour notre part, proposé de maintenir la circulation hors de Nottingham ». Il est un fait que la ville est merveilleusement calme, que l'on s'y promène avec plaisir et que l'on s'y repose en paix. « Pour cela, nous avons développé les parkings à la périphérie, créé des lignes d'autobus gratuites qui transportent 100 000 passagers chaque semaine (pour une ville de 300 000 habitants) et nous avons créé un système compliqué de sens uniques qui rend la traversée de la ville impossible à une voiture privée ».

La municipalité travailliste se proposait également de reconstruire le vieux Théâtre royal et d'en faire un grand centre culturel et de réunions. Elle avait à son actif la liquidation de 7 000 taudis, faisant de Nottingham la ville de Grande-Bretagne qui, en chiffres absolus, construisait le plus.

Et pourtant, en mai dernier, le Labour a perdu les élections. Les conservateurs avaient proposé de tempérer l'ardeur « piétonnisante » des travaillistes, qui coûtait cher aux commerçants du centre. Ils ont arrêté, dès leur arrivée au pouvoir, la construction des nouvelles salles de concerts et de réunions. Ils ont cessé de construire des maisons municipales et les ont mises en vente au plus offrant. Enfin, ils ont augmenté les loyers et le prix des places dans



Coll. Fondation Gabriel Péri

les autobus. Rien n'a été fait par surprise, tout était prévu, annoncé. Et ils ont gagné les élections haut la main. C'est, semble-t-il, à n'y rien comprendre.

Pour Dick Wilkinson, ancien pasteur méthodiste, leader travailliste du comté (sorte de grand département : un million d'habitants), l'explication la plus importante ne réside ni dans le programme des conservateurs ni dans un jeu de balance subtil voulu par les électeurs. Mais, plus simplement, dans le fait que pour la première fois le « ronron centriste » qui liait les deux partis a été brisé par les nouveaux cadres travaillistes.

Un couplet sur « les rouges »

Jack Green, le leader conservateur victorieux, a un point de vue différent. Il tient d'abord à préciser qu'il diffère des travaillistes non pas sur les objectifs, mais sur les moyens. Et sur le calendrier. Par exemple, il espère reconstruire un jour le grand Théâtre royal, mais « la crise » oblige à réduire les dépenses... Pour lui la question centrale est une question de méthode : « Le Labour au pouvoir était « tenu » comme si Caroll était un dictateur. Dans beaucoup de négociations, il était le seul présent. Peu de gens participaient à la détermination de la politique. Nous avons, au contraire, pensé qu'à 8 ou 10 nous ne pourrions pas faire un programme. Nous avons donc créé de petits groupes de travail et près de 300 personnes ont participé à son élaboration. Nous avons vu le maximum de gens et leur avons demandé ce qu'ils voulaient que nous fassions ».

Jack Green parle de démocratie, mais cela ne l'empêche nullement d'y aller de son couplet contre les « extrémistes » et les « syndicats contrôlés par les rouges ». Qu'une nouvelle génération de militants au langage plus tranché n'ait pas toujours su coller à la population, ce n'est pas spécifique à Nottingham. L'essentiel pourtant ne semble pas là, mais dans la différence entre deux programmes. Ici une ville « bonne à vivre », là les lois du marché. Ici le collectif, là le privé. C'est entre ces deux orientations que les électeurs ont choisi. A moins qu'ils n'aient choisi la démocratie. Mais, bien que vainqueur, Green a sans doute tort d'ajouter : « Le pays est social-démocrate et doit être gouverné au centre ».

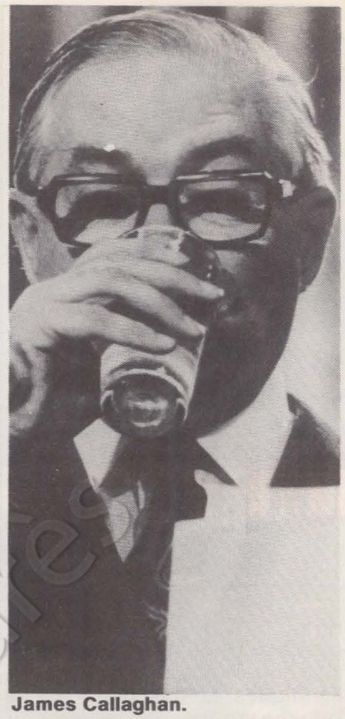
« Les études de scrutins montrent que les défaites électorales du Parti travailliste ne dépendent pas du glissement de quelques voix vers le Parti conservateur, mais qu'elles sont une question d'abstention... » Nous sommes dans une réunion du Parti travailliste de la circonscription électorale de Rushcliffe, à côté de Nottingham. Pour la majorité des présents, le Parti devrait pratiquer une politique plus nettement favorable aux travailleurs pour gagner les déçus qui, le jour des élections, préfèrent regarder la télévision. La discussion est engagée sur l'attitude à prendre lors de la prochaine campagne électorale — qui peut, en Grande-Bretagne, avoir lieu à n'importe quel moment — sur la question des nationalisations et la réduction des impôts demandée par les conservateurs. Il y a là 18 personnes, représentant les sections locales. Le débat est animé, mais le président l'organise à la baguette. Chaque orateur dit « Monsieur le président », avant de prendre la parole. Mais on s'appelle « camarade » et chacun a devant soi une pinte de bière de la taille de nos « formidables ». Trois femmes sont présentes et deux hommes seulement ne portent pas de cravate. Le temps de deux heures fixé pour chaque réunion est toujours respecté. Certains militants regrettent que le Parti ne soutienne pas plus le gouvernement dans la situation difficile qu'il traverse. D'autres se plaignent de voir la « politique dictée par des hommes bien payés et assis dans de confortables fauteuils syndicaux ».

Mais deux questions : nationalisation, réduction des impôts, polarisent le débat. Les différences de ton montrent une opposition nette entre ceux qui disent : « En démocratie, il faut gagner les indécis avec des propositions concrètes, montrer que nous n'avons jamais nationalisé pour des raisons de dogme socialiste, mais en fonction des besoins. » Et ceux pour qui « la meilleure façon de réduire les impôts est de faire payer à chacun ce qu'il doit vraiment payer ». Tous se demandent comment faire « pour que les gens votent travailliste ». Dans ce pays où moins de 70 % des électeurs participent aux scrutins nationaux et 30 % seulement aux scrutins locaux, la question des abstentions est centrale. Faut-il chercher des voix dans les classes moyennes, qui votent, ou chez les travailleurs qui s'abstiennent ?

La base du Parti semble avoir fait son choix. Mélange de retour aux sources et d'une nouvelle vision de la politique industrielle, les militants de base se retournent vers « les travailleurs ». Mais au sommet, à Londres, l'équilibre difficile entre la direction du Parti et le gouvernement rend les choses moins évidentes. Un exemple : la taxation des fortunes, un meilleur contrôle fiscal permettraient de réduire les inégalités et donneraient à l'Etat un volant de ressources supplémentaire. Seulement, cela risquerait de faire peur à certaines couches, de laminer un peu plus la marge de manœuvre du gouvernement. Alors, on attend...

Entre « ceux d'en haut » et « ceux d'en bas » pèse aussi le poids du passé. Si certains militants regrettent que « la direction du Parti ne rende pas plus souvent compte de sa politique à la base », très vite le débat va en venir aux relations existant entre le groupe parlementaire et le Parti. Peter Jenkins, chroniqueur politique du quotidien « The Guardian » explique : «La Reine choisit comme Premier ministre l'homme qui peut obtenir la majorité aux Communes. Si le Premier ministre n'était pas élu par les parlementaires, il ne serait pas assuré de trouver cette majorité ».

Cet état de choses est de moins en moins accepté par la base du Parti et, lors de la réunion à Rushcliffe on a décidé d'étudier de nouvelles formules pour faire au Comité exécutif du Parti, des propositions de chan- →



James Callaghan.



Jack Jones et le dernier congrès des Tuc, à Blackpool.



Margaret Thatcher leader conservateur.





La gauche et le pouvoir en Europe

gement. Une enquête sera menée auprès des autres partis britanniques et des partis de la gauche européenne pour savoir comment ils procèdent.

Qu'il s'agisse des décisions politiques « conjoncturelles » ou des rapports entre la base et le sommet, James Callaghan, l'actuel Premier ministre travailliste, a quelques difficultés. Et elles ne sont pas toutes passagères. Comme on suppose que ses relations avec le monde des affaires ne sont pas des meilleures, la question se pose de savoir d'où il tire sa force.

Tout simplement des syndicats. La réponse ne surprendra pas ceux qui savent que l'histoire des Trade Unions et celle du Labour Party sont intimement mêlées. Sur 6 millions de votes représentés au dernier congrès du Parti, 5 millions venaient des travailleurs syndiqués. Pourtant, l'actuelle situation économique rend ces liens privilégiés encore plus importants.

Car tout problème concernant la Grande-Bretagne d'aujourd'hui doit, pour être compris, être rapporté à la crise économique. La chute de la livre, l'inflation qui atteignait 25 % l'année dernière et qui est de 12,5 % cette année posent des problèmes qui dépassent la simple conjoncture. A long terme, c'est toute la structure industrielle qui est en question. Une structure archaïque qui souffre d'un manque d'investissements d'autant plus critique que l'entrée dans le Marché commun met l'ex-splendide Albion sur le même pied que les industries plus dynamiques du continent. Avec les handicaps que cela comporte.

Voici quelques années, le Parti conservateur était considéré comme le « parti naturel du gouvernement ». Il est encore fréquent d'entendre dire : « Je ne fais pas de politique, je vote tory ». Mais la crise économique a modifié ces habitudes.

« Nous, Britanniques, votons pour le parti qui peut résoudre les problèmes concrets du moment et non pas en pensant que le gouvernement va changer le pays », explique James Fenton, chargé de la politique intérieure au « New Statesman », journal indépendant proche de la gauche travailliste. C'est ce qui s'est passé en 1974 : Edward Heath, leader des conservateurs, a dû abandonner le pouvoir dans une situation catastrophique. Simplement parce que le Parti travailliste, en parfait accord avec les syndicats, se proposait de mettre un terme à l'inflation, alors que les conservateurs étaient à couteaux tirés avec le monde du travail. Harold Wilson pouvait offrir à la Grande-Bretagne la perspective d'une pause dans les revendications salariales, en échange d'un certain nombre de mesures politique « de gauche » demandées par les syndicats (augmentation des dépenses publiques, stratégie de réduction du chômage, contrôle des prix, etc.).

L'année 1974 fut satisfaisante. Mais dès les premiers mois de 1975 la dégradation de la situation amène le gouvernement à passer avec le comité économique des Tuc un accord devenu fameux : le « contrat social ». Les bases de ce contrat datent de février 1973. Le comité de liaison syndicats - Parti travailliste, instauré en 1972 et qui montre bien l'amélioration des liens entre les deux formations, avait alors fait une déclaration soulignant que « le problème de l'inflation n'a de chance d'être résolu que dans le cadre d'une

Tony Benn, ministre de l'Energie : "Le milieu de la route est devenu impraticable"

« L'UNITE » : Les difficultés actuelles entre la base du mouvement travailliste et le gouvernement sont-elles dangereuses pour la survie de ce dernier ?

TONY BENN : La législation adoptée par le gouvernement durant ces deux ans et demi a énormément aidé le mouvement syndical et quand on écrira l'histoire de cette période, c'est surtout les liens entre le gouvernement et les Trade-Unions qui seront soulignés. Je pense qu'ils deviennent l'ingrédient clef du futur de la Grande-Bretagne. Personne ne veut la fin du gouvernement. Le mouvement travailliste n'envisage que de discuter très âprement avec lui pour voir sa politique appliquée.

— Vous vous faites l'avocat de la démocratie « industrielle ». Quel contenu donnez-vous à cette expression ?

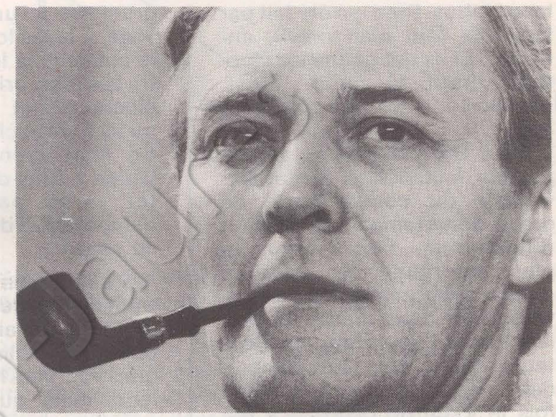
— De même que la démocratie politique a été l'extension du pouvoir du monarque aux citoyens dans leur ensemble, la démocratie industrielle est l'extension du pouvoir de ceux qui possèdent l'industrie à ceux qui y investissent leur vie. C'est sur cela quand le moment viendra que sera construite la prochaine étape du socialisme démocratique en Grande-Bretagne.

— L'organisation actuelle du mouvement syndical n'est-elle pas un frein à la démocratie ?

— Si on compare notre démocratie syndicale à celle du capital, elle est exemplaire, mais ce n'est pas suffisant. Quand on parle des permanents syndicaux, on parle de fonctionnaires. Il ne faut pas oublier les congrès lors desquels la politique est déterminée et les shop-stewards dans les usines qui sont toujours élus. Il est vrai que des réformes sont nécessaires. Plus les syndicats sont puissants, plus la démocratie est importante. Mais la question se pose également pour le parti travailliste qui n'est démocratique que jusqu'à un certain point. Des réformes sont nécessaires et sont à l'étude concernant le choix des candidats au Parlement, celui des ministres, celui du leader. Faute de les entreprendre, nous risquerions d'arriver à une sorte d'Etat corporatif, contre lequel je m'élève violemment.

— Qu'est-ce qui est en question dans l'alternative conservateurs-travaillistes chaque fois qu'il y a des élections ?

— Il y a beaucoup de différence à tous les niveaux concrets (santé, éducation, etc.). Ils sont surtout importants dans le domaine de la politique industrielle et économique. Mais pour la première fois une discussion fondamentale a lieu sur le type de société dans lequel nous voulons vivre. Le vrai choix est de savoir si nous allons diminuer la démocratie et attaquer les droits syndicaux pour que le capitalisme fonctionne ou si nous allons développer la démocratie industrielle et les syndicats pour trouver d'autres façons d'avoir des investissements. Même si cela a l'air un peu philosophique pour un socialiste anglais dont on suppose qu'il est pragmatique, c'est là toute la question.



— L'alternance travaillistes-conservateurs semble bien acceptée. Peut-on en conclure que vous ne combattez pas très violemment les patrons ?

— Le Parti travailliste est une coalition. Il ne pourrait pas être si important sans cela. Il n'y a pas une uniformité idéologique. Après la guerre, en raison de la bonne santé du capitalisme britannique, il n'y avait pas de différences fondamentales. Le choix était une question individuelle. Ces dernières années au contraire, le milieu de la route est devenu impraticable. Les conservateurs se sont orientés plus à droite et les travaillistes sont revenus à leurs origines. C'est un changement essentiel. Croire que nous n'avons pas plus de différence qu'il n'y en a entre démocrates et républicains aux Etats-Unis, c'est ne pas comprendre la rupture qui s'est introduite au niveau du pouvoir. C'est également ne pas comprendre que notre économie ne peut pas se supporter sans se diriger soit vers un strict capitalisme, soit vers un socialisme démocratique. L'Histoire nous met en face de ce choix et je n'ai aucun doute que le parti travailliste et le mouvement syndical veulent que nous empruntions la voie du socialisme démocratique.

stratégie à la fois économique et sociale cohérente. » En 1975, la stratégie se précise : les syndicats acceptent une limitation des augmentations de salaires à 6 livres par semaine jusqu'en juillet 1976, contre des mesures concernant les personnes âgées, le contrôle des prix, etc. L'inflation dans les six premiers mois de 1976 est la moitié de ce qu'elle était en 1975, mais demeure encore trop élevée. L'accord est reconduit : les salaires augmenteront au maximum de 5 % jusqu'en juillet 1977, avec l'espoir de faire descendre le taux d'inflation au-dessous de 10 %.

Cela veut dire, en clair, que depuis trois ans les syndicats britanniques collaborent avec le gouvernement travailliste et que, en échange d'une stratégie sociale et économique globale, ils acceptent même une diminution du pouvoir d'achat des travailleurs. Cette nouvelle « règle du jeu » intervenant dans une période que l'on pourrait presque qualifier de structurellement inflationniste, permet de se demander si le Parti travailliste, grâce à ses liens avec les Trade Unions, n'est pas devenu à son tour le parti naturel du pouvoir ?

Assemblée à l'usine

Tout repose donc sur les Trade Unions, qui apparaissent comme charnière essentielle. Qui sont-ils ? Comment fonctionnent-ils ? Il est indispensable de se pencher sur ces deux questions dans la mesure où leur réalité est fondamentalement différente de celle de nos syndicats. Retournons dans la région de Nottingham.

« Je suis permanent de ce syndicat depuis 1958. Durant toute la durée de mes fonctions, il n'y a eu aucune grève, et j'en suis fier. » Les syndicalistes britanniques réservent bien des surprises. Dans la cantine de l'usine de ciment de Stanton et Steveley, un homme à cigare, trois ouvriers en bleu et trois permanents syndicaux parlent. « Je ne crois pas aux grèves dit l'un des ouvriers. Quand ils y ont recours, les travailleurs perdent leur pouvoir de vivre ». Pour tous, il s'agit de « l'arme ultime ». Une arme à laquelle ils n'ont jamais recours, car « le patron a compris que les syndicalistes connaissaient bien les problèmes de l'usine. Qu'ils ont une attitude responsable en ce qui concerne les relations industrielles et qu'ils ne revendiquent que ce qui est indispensable. Alors, quand nous parlons de grève, ils font attention ». Il est certain que les meilleures armes ne sont pas celles que l'on utilise le plus souvent. Mais de là à être fier de ne pas faire grève...

A Stanton et Steveley, comme dans presque toutes les usines de Grande-Bretagne, les ouvriers élisent des délégués plus connus sous le nom de shop-stewards. « Nous traitons de toutes les questions, dit l'un d'entre eux, depuis le divorce d'Untel jusqu'aux augmentations de salaires ». Ces délégués ont assez peu de relations avec les sections locales des Trade Unions. Ils demeurent à leur poste de travail, mais disposent d'autant d'heures qu'ils le veulent pour les questions syndicales. « Les assemblées sont limitées aux syndiqués et ont lieu le dimanche matin presque toujours hors de l'usine, dit l'un d'entre eux, on en abuse vite. Ça restreint le débat, à cause des limites de temps, et ça permet aux espions du patron de lui rapporter plus facilement ce que nous disons. »

Le plus surprenant dans cette rencontre est l'homme au cigare. Costume gris fer, chemise bleue, cravate, il se présente comme « workers director » (directeur des travailleurs). Une des tentatives de la « participation » en Grande-Bretagne a été l'installation de directeurs représentant les travailleurs. Ils assistent aux réunions de la direction de l'entreprise, mais n'ont pas le droit d'informer les travailleurs sur tout ce qu'ils entendent. Ils touchent en outre un supplément de salaire. On ne s'étonnera donc pas si la majorité des travailleurs et des syndicalistes rencontrés s'opposent à cette « parodie de participation ».

Il est difficile de se faire une idée exacte du fonctionnement des Trade Unions. Presque tous →



Un faubourg minier, près de Nottingham.









La gauche et le pouvoir en Europe

Albert Booth, ministre de l'Emploi : "Notre souci principal reste le chômage"

« L'UNITE » : Au centre du contrat social figure la promesse de la part du gouvernement de réduire le chômage. Quelles mesures avez-vous pris dans ce sens ?

ALBERT BOOTH : La Grande-Bretagne compte actuellement un million de chômeurs, c'est beaucoup trop. Notre objectif est d'en réduire le nombre à 700 000 en 1979. A une époque où la crise et la lutte contre l'inflation impliquent une réduction des dépenses publiques, nos moyens d'action se sont trouvés limités mais les mesures prises sont importantes. Nous avons sauvé des emplois en accordant des subsides temporaires à certaines usines qui sans cela auraient licencié. Cette mesure porte sur 120 000 travailleurs. Nous avons créé des emplois temporaires, dont 70 000 personnes environ ont bénéficié. Nous avons en troisième lieu donné une priorité absolue au développement de la formation, notamment chez les jeunes. 110 000 personnes ont ainsi amélioré leurs connaissances. Enfin, à partir de janvier 1977, nous allons permettre à environ 70 000 travailleurs âgés de se retirer un an avant la retraite, ce qui créera autant d'emplois nouveaux.

— En quoi cette politique est-elle différente de celle des conservateurs ?

— C'est difficile à dire. Ils me critiquent mais ne disent pas clairement ce qu'ils feraient. Ils ont appuyé la création des emplois nouveaux, mais ils disent qu'il faut limiter les dépenses publiques sans préciser où ils feraient les coupes. Ils se contentent de dire qu'ils ne réduiraient pas le budget de la défense. En fait, nous ne savons pas s'ils essaieraient d'avoir de vraies relations avec le monde du travail ou s'ils chercheraient à imposer leur politique.

— La majorité des travailleurs, préoccupée par l'augmentation des prix, semble attendre une amélioration radicale de la situation de l'emploi...

— Je partage cette préoccupation. Nos camarades travailleurs ne peuvent accepter de limiter leurs revendications salariales que s'il est manifeste que le gouvernement, autant que le permette la situation mondiale, contrôle les prix, maintient les bénéfices sociaux et réduit le niveau du chômage.

→

les « systèmes » sont possibles et ce qui s'applique à l'un peut être parfaitement combattu dans l'autre. Apparemment, les relations entre syndicats et directions sont très souvent bonnes. A l'usine de tabac Players, j'ai discuté pendant trois heures avec une shop-steward et un permanent syndical dans le bureau du patron et en sa présence. Si l'anglais le permettait, le permanent et le directeur se seraient sans doute tutoyés. Aucun de mes trois interlocuteurs n'a pensé une seule seconde que j'aurais pu souhaiter mener une enquête sur le monde du travail ailleurs que dans un tel endroit. Le syndicaliste, bien plus élégamment habillé que le patron, a d'ailleurs cru résumer la situation en disant : « Nous avons le pouvoir ».

La force des syndicats

Ce « pouvoir », c'est au nom des travailleurs qu'ils l'exercent. Mais quels sont leurs rapports avec ces derniers ? Dans les usines, les délégués sont élus, le plus souvent chaque année. Ça, c'est le principe : mais dans le syndicat des Tabacs, par exemple, l'élu est reconduit automatiquement dans ses fonctions si personne ne s'oppose à lui. Pourtant, la grande surprise vient du monde des permanents syndicaux. Ils sont, dans leur immense majorité, recrutés par petites annonces et nommés. S'ils sont élus, c'est pour la vie. Le statut du syndicat des employés municipaux, le troisième du pays en importance, — et connu pour être un syndicat de « famille » où les successions sont assurées par des mariages — prévoit que les permanents, jusqu'au poste de secrétaire général, « ne seront pas déplacés sauf pour incapacité à réaliser leur tâche, ou pour faute grave, mauvaise conduite, ou autre raison suffisante ».

Parallèlement aux permanents, il y a des travailleurs élus (présidents, conseil régional, conseil national, etc.) mais, s'ils déterminent la politique du syndicat, ils ne se réunissent qu'une fois par trimestre ou une fois par an et, dans l'intervalle, ce sont les permanents qui appliquent cette politique. Surpris par la qualité de la voiture de l'un de ces « officiers », je lui demandai combien il gagnait. « La voiture n'est pas à moi, m'a-t-il répondu, elle est mise à ma disposition par le syndicat. Je n'ai pas le droit de dire combien je gagne, parce que les travailleurs qui gagnent moins que moi risqueraient d'être jaloux. » Quand un peu plus tard nous avons parlé des organisations syndicales où des élections ont lieu il a répondu : « Cela existe et c'est une pagaille invraisemblable. Les élections encouragent les jeux de pouvoir. N'ayant pas à nous en préoccuper, nous ne sommes pas tentés par la démagogie ».

S'ils ne sont pas tentés par « la démagogie » leurs rapports avec le pouvoir d'Etat sont complexes.

Car la puissance des syndicats britanniques est considérable. 12,5 millions de syndiqués, une centrale unique, des liens privilégiés avec le principal parti de la gauche : ils sont effectivement « au pouvoir ». Ils versent de l'argent au Parti, ce qui leur donne « une certaine influence ». Mais le système va plus loin. Chaque syndicat important a « ses députés ». Il les paie. Ainsi au syndicat des employés municipaux — qui recouvre aussi une partie de l'industrie de l'acier, bizarrerie bien britannique — on m'a montré une liste officielle de 14 députés travaillistes qui défendent les couleurs de ce syndicat et une liste officieuse de 8 noms, parmi lesquels Wilson, l'ancien Premier ministre, Callaghan, actuel Premier ministre, et Tony Crossland, ministre des Affaires étrangères. Autre exemple : sur les 28 membres du Comité exécutif du Parti travailliste, 12 sont élus par les Tuc (auxquels s'ajoutent 5 femmes, elles aussi nommées par les syndicats).

Etrange mélange des genres, pour un Français ! Près de 50 % de la population active syndiquée, un syndicat installé, mais pourtant efficace, un parti partagé, une « démocratie anglaise » réelle, mais souvent ambiguë. Voilà qui explique peut-être cette phrase d'un jeune employé des chemins de fer rencontré dans un pub du Parti travailliste — chaque parti a les siens : « Le contrat social, je suis pour à cause de la crise, mais je suisincapable d'expliquer ce que vela veut dire et ce à quoi ça sert, parce que on ne me l'a jamais dit. » Heureusement, tous les syndicalistes britanniques ne sont pas de la même trempe, comme le montre Fred Croone, délégué à la mine de Calverton, à une demi-heure de Nottingham.

A son directeur qui lui disait : « Vous êtes à la tête de tous les combats », Croone a répondu : « Je plaide coupable et j'en suis fier ». Le ton est bien différent. « Si on ne se bat pas pour ses droits on finit par accepter les choses telles qu'elles sont. Si on n'est pas prêt à aller jusqu'au bout, on n'obtient pas tout ce qu'on veut. Je suis fier d'avoir mené deux grèves victorieuses, je recommencerai s'il le faut ». Les grèves auxquelles Croone fait allusion ont eu lieu en 1971 et 1972. A Calverton, les mineurs — qui sont tous syndiqués — ont fait preuve d'originalité : ils ont « mis les femmes dans le coup » car, sans elles, impossible de tenir longtemps. Ils ont organisé une véritable coopéra-

LE PART

De son origine syndicale, le socialisme anglais a gardé un caractère pragmatique. Il refuse la lutte des classes. Il écarte toute idéologie. En 1945, Herbert Morrison déclarait devant un congrès du Labour Party : « Dans notre campagne électorale, il est mauvais de dire que nous allons nationaliser l'électricité, le pétrole, l'énergie ou les transports parce que c'est dans la ligne des principes du Parti travailliste. Les électeurs attendent de nous un exposé des motifs et un aperçu des avantages qu'y trouvera l'intérêt public... L'esprit anglais est ainsi fait. Il ne fonctionne pas dans le vide ou l'abstrait. »

La Conférence annuelle du Labour Party élit le Comité exécutif national, mais c'est le groupe parlementaire du Parti qui, dans l'opposition, nomme le leader c'est-à-dire le futur Premier ministre lorsqu'un parti est au pouvoir. Les candidats aux élections lé-

tive faisant venir du poisson des ports voisins. Ils ont même obtenu des baisses de la part des commerçants de la ville

Les œufs du syndicat

Cette combativité, cette organisation continuent de porter leurs fruits. La direction menaçant de fermer le puits, le syndicat a obtenu que de nouvelles études soient faites... Les réserves se sont révélées considérables. Les grévistes d'un hôtel, ceux d'une usine de jeans sont venus leur demander de l'aide. Quant à la coopérative, elle continue. Pendant que j'étais dans son bureau, Croone a vendu un anorak. La veille, il avait vendu une télévision, une couverture et six anoraks. Sa table était encombrée par des œufs qu'il vend moins cher que les commerçants de la ville. Le syndicat des mineurs est lui aussi très puissant. Plus démocratique que celui des employés municipaux, il a consulté tous ses membres sur le contrat social (qui a été accepté). Mais des progrès restent à faire, les permanents sont élus à vie et Fred Croone se bat pour qu'ils soient élus pour une période de 5 ans.

Dans toutes les discussions avec les travailleurs, une question revenait sans cesse à propos de leur problème principal : l'augmentation des prix. Il s'agit de la poursuite du contrat social. Plus ou moins discuté à la base, plus ou moins compris, l'accord Tuc-gouvernement avait été d'abord accepté parce qu'il se traduisait par une augmentation immédiate des salaires (surtout pour les moins favorisés), mais aussi parce que les travailleurs anglais étaient conscients qu'ils devaient payer une partie de la crise. Deux conditions pourtant étaient implicitement posées : une réduction de l'inflation au-dessous de 10 %, un « train de mesures de gauche ». Or la situation n'est pas aussi rose qu'ils pouvaient l'espérer il y a quelques mois. Les prix continuent d'augmenter et le retour « au libre marchandage collectif des salaires » promis pour juin 1977 risque d'être repoussé à plus tard. Quant aux mesures prévues elles n'ont été que partiellement appliquées.

Le Premier ministre ne semble pas vouloir aller beaucoup plus loin, puisque l'ordre du jour de la prochaine session des Communes sera presque entièrement occupé par la discussion du budget. Les travailleurs attendent toujours une diminution substantielle du chômage, le contrôle des importations, la taxation des profits, etc.

Interrogés, ils répondent presque tous de la même façon : « Pour le moment ça va, mais si les prix continuent d'augmenter nous n'aurons plus de quoi manger ».

A terme, c'est la survie du gouvernement travailliste qui est en cause. Un syndicaliste m'a dit nettement : « Si nous ne pouvons pas défendre les travailleurs avec ce gouvernement, nous le ferons avec un autre ». Mais la marge de manœuvre est très étroite. La dernière expérience conservatrice date de 1974, elle a laissé un amer souvenir d'affrontements et de diminution des libertés des travailleurs.

A plus long terme, c'est le choix d'une nouvelle démocratie industrielle qui est posé. Si on n'a plus d'argent à donner aux travailleurs, il faudra envisager de les laisser accéder aux pouvoirs.

FRANCIS PISANI

ET LE GOUVERNEMENT

gislatives sont désignés par de petits groupes de personnes au sein de structures souvent formelles. Dans un pays où les deux tiers des circonscriptions sont considérées comme sûres pour l'un ou l'autre des deux grands partis, il faut obtenir l'investiture, et la cooptation est presque de règle.

Il résulte de ce système violemment critiqué par la base militante qu'un décalage très net existe entre le gouvernement responsable devant le pays et confronté à des réalités très difficiles et le Parti travailliste traversé d'influences contradictoires.

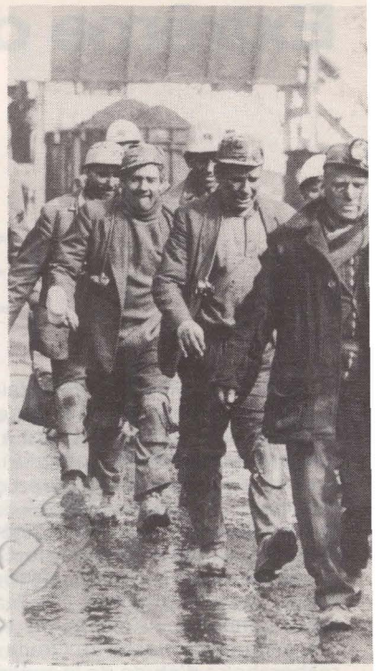
Le Comité exécutif national est actuellement contrôlé par la gauche du Parti. La gauche politique s'intéresse aux grands problèmes internationaux. En consultant les motions déposées par les sections, on constate qu'elles demandent des sanctions contre l'Afrique du Sud raciste, la dissolution des pactes, la création d'une Agence internationale de l'alimentation, etc. La gauche syndicale revendique de nouvelles nationalisations dans les banques et dans les compagnies d'assurances, un plus grand interventionnisme de l'Etat dans l'économie et des améliorations sociales.

La combativité de la gauche, fortement accrue par l'action antisyndicale de Heath en 1972-73, avait bénéficié aux travaillistes. Devenu Premier ministre, Wilson lui avait fait place au gouvernement et avait concédé une accentuation du dirigisme. Il en avait obtenu une sorte de contrat social, de « consensus », facilitant son action gouvernementale.

Le récent congrès travailliste de Blackpool, au cours duquel la gauche a consolidé ses positions à la direction du Parti, a montré que ce consensus est désormais fortement remis en question, non seulement en ce qui concerne la politique économique et sociale ou l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais aussi sur des problèmes plus délicats comme ceux posés par la progression des nationalismes gallois et écossais et par le drame irlandais.

Cependant, au-delà des fluctuations du rapport des forces à l'intérieur du Parti, le gouvernement peut compter sur le maintien de relations favorables avec les Trade Unions. James Callaghan est toujours appuyé par Jack Jones, le plus puissant des dirigeants syndicaux. Cela réduit l'importance des votes hostiles des sections à une politique que, de toute manière, dans la tradition britannique, reste uniquement dépendante du corps parlementaire. Mais leader du parti majoritaire, le Premier ministre a le souci de préserver l'unité de son parti afin que l'un et l'autre demeurent au pouvoir.

PHILIPPE MACHEFER



Affiche placardée pendant la grève d 1973 : un mineur porte sa lampe, sc casque, sa pioche... il ne peut pas e porter plus.



Vote d'une grève à main levée.



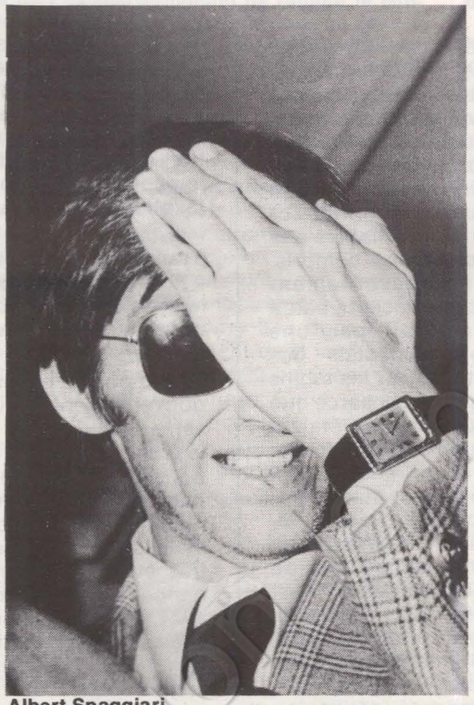
LE "TOUT A L'ÉGOUT" DU RÉGIME

Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au Tourisme et maire de Nice, n'a pas de chance. Tout d'abord il a feint de ne pas connaître Albert Spaggiari, ce photographe d'extrême droite que l'on présente comme le cerveau du « casse» commis dans la salle des coffres de la Société générale, à Nice. Puis il est apparu que Spaggiari se rendait souvent à la mairie de Nice où, entre autres, il photographiait des mariages. Selon « Libération », Spaggiari serait également un militant actif du Grece (Groupe de recherche et d'étude de la civilisation européenne). Les membres et sympathisants de ce mouvement, au sein duquel les idées de gauche n'ont pas leur place, se réunissent dans des cercles. Le cercle de Nice, dit « cercle Jean-Médecin » a été inauguré par Jacques Médecin lui-même. Comme par hasard...

Autre sujet d'étonnement : Spaggiari et sa femme étaient du voyage officiel récemment effectué au Japon par une délégation française conduite par Médecin. Enfin, le gang des égouts tenait son quartier général dans une maison prêtée par un transporteur niçois, Ciordano, dont l'appartenance aux équipes électorales de Médecin n'est un secret pour personne. Les sympathies notoires du secrétaire d'Etat pour l'extrême droite, dont Spaggiari était un élément des plus actifs, suffit probablement à expliquer ce désagréable chassé-croisé entre les deux hommes. Mais le communiqué embarrassé de Médecin n'est pas convaincant : « Il serait hâtif de déduire que Spaggiari avait de fait ses entrées à la mairie », dit Médecin, qui a précisé que Spaggiari « ne résidait pas dans les mêmes hôtels que la délégation officielle» au Japon et « qu'il n'avait même pas eu l'occasion de l'apercevoir dans l'appareil d'Air France qui les avait conduits dans ce pays ». Ce Spaggiari semble décidément un photographe d'une discrétion exemplaire !

Et généreux, en plus. Il n'hésite pas à couvrir ses complices politiques. Sur les dix-huit auteurs du casse de Nice, il est le seul « politique » détenu. Sur neuf de ses comparses actuellement écroués avec lui sous l'inculpation de vol qualifié, complicité et recel, huit proviennent du milieu. Le neuvième, Dominique Paggi, ami des Guérini à Marseille et mêlé à de nombreuses « affaires» dans le Midi, avait des liens avec le milieu, mais aussi avec le Sac. Son ami Gaetano Zampa, successeur des Guerini et proche du Parti des forces nouvelles (P.f.n.), est toujours recherché. De même que Gaby Anglade, ex-O.a.s. qui a participé à l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle en 1962, dont le rôle dans le « coup » niçois serait très important.

Quant à la « Catena », cette organisation regroupant des néo-nazis européens et des phalangistes libanais pour le compte de laquelle Spaggiari prétend avoir agi, on peut s'interroger sur son existence réelle. S'il apparaît que le photographe entretenait bien des relations suivies avec l'activisme d'extrême droite international, rien n'indique que le produit du hold-up lui était destiné.



Albert Spaggiari.



A ce niveau, il paraît nécessaire de rapprocher l'affaire de Nice de quelques autres qui ont défrayé la chronique au cours des dernières années. Sans même remonter au « casse » de la poste de Strasbourg, sur lequel beaucoup de choses ont été dites, en particulier à propos des liens de ses auteurs avec le milieu lyonnais et les barbouzes, l'extrême droite apparaît souvent très liée au milieu — rappelons, simplement pour mémoire, les nombreux hold-up commis par Jean-Jacques Susini, ancien responsable O.a.s.

En janvier 1976, Louis Hazan, P.d.g. de Phonogram, était enlevé et rendu contre une rançon de 15 millions de francs. Bientôt arrêtés, les auteurs de l'enlèvement étaient Jacques Prévost, ex-O.a.s., et des militants notoires du P.f.n., parti néo-fasciste. En les recherchant, la police a trouvé dans le Cantal des armes et du matériel, notamment des canots pneumatiques, pour entraîner des commandos. L'été dernier, un hold-up à la poste centrale de Courbevoie a échoué devant la résistance du caissier qui a abattu l'un des bandits. Ce dernier, Bernard Lescrainier, ex-O.a.s., avait également été mêlé à l'attentat du Petit-Clamart. Le complice de Hervé de Vathaire, Jean Kay, l'homme qui détiendrait les 8 millions de francs soustraits à Dassault et le dossier constitué par le comptable sur ses malversations, est aussi un activiste d'extrême droite. Il a déjà eu affaire à la Justice.

La question qui vient immédiatement à l'esprit porte sur l'utilisation réservée aux importantes sommes volées. Une telle série ne permet pas d'invoquer le hasard. Tous ces coups, longuement et minutieusement préparés, ont été réalisés de main de maître. Quels liens existent entre eux et à quoi l'extrême droite destinait-elle ce magot ? Telle est la question que la Justice et la police devraient élucider.

Enfin, comment ne pas se scandaliser devant le silence d'une certaine presse et celui du gouvernement face à cette « série » ? Pourquoi ceux qui n'ont cessé de dénoncer l'existence d'un chef d'orchestre clandestin et la subversion rampante ces dernières années sont-ils aujourd'hui muets ? Le ministre de l'Intérieur demeure étrangement sur la réserve, contrairement à son habitude dès lors que la gauche, dans la plus stricte légalité, revendique ses droits.

Ces comportements ne doivent pas surprendre. Le libéralisme souriant, devenu crispé, entend conserver plusieurs fers au feu. La présence massive de militants d'extrême droite dans le service d'ordre de Valéry Giscard d'Estaing et dans ses feuilles électorales pendant la campagne présidentielle en était déjà un indice. Par son silence, le gouvernement semble avoir le souci de ménager l'extrême droite des truands. Comme s'il comptait bientôt s'appuyer sur elle encore un peu plus.

JEAN-LOUP REVERIER

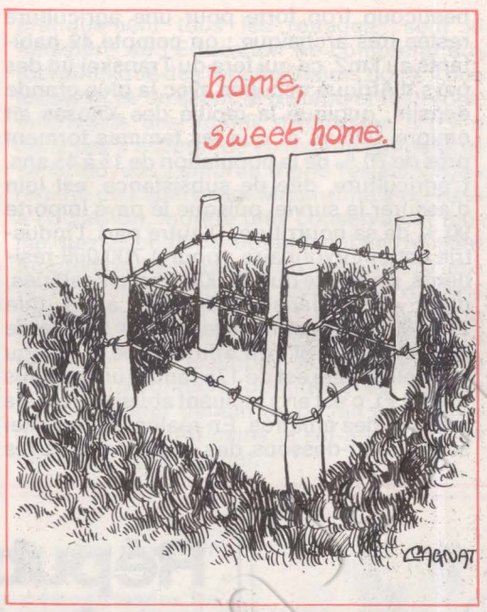
L'ESCROQUERIE A L'INDÉPENDANCE

L'Afrique compte depuis quelques jours un nouvel Etat indépendant : le Transkei, détaché de la République d'Afrique du Sud. Un succès dans la marche de l'Afrique vers sa libération totale ? Certes pas. Le jour de l'indépendance fut marqué par de nombreuses manifestations contre la politique d'apartheid en Afrique du Sud et, comme beaucoup d'autres partis de gauche, le Parti socialiste s'oppose à l'indépendance du Transkei.

Qu'est-ce que le Transkei ? Un fragment (36.250 km2) des anciennes réserves bantoues, établies par les colonisateurs boers et britanniques pour y entasser la majeure partie des populations africaines et aujourd'hui rebaptisées Bantoustans (Etats bantous). Définies en 1913, les réserves furent plus sévèrement délimitées en 1935. Environ 13 % de la superficie du pays est supposée être la terre natale de plus de 16 millions d'Africains, 71 % de la population de l'Afrique du Sud. Formés de morceaux épars, les territoires des Bantoustans dessinent une sorte de fer à cheval depuis les confins du Botswana, au nord-ouest, jusqu'à la plaine du Natal, au sud-est le Transkei, partie du Natal, formé d'une plaine côtière et de collines accidentées qui précèdent les hautes montagnes du Drakensberg, est situé à l'extrême sud du demi-cercle des réserves noires. Des Bantoustans sont évidemment exclus les régions minières les plus riches, les ports, les grandes voies de communication. Leur morcellement suffirait déjà à lui seul à souligner le caractère artificiel de la division territoriale ; pourtant, la carte actuelle des Bantoustans est déjà le résultat de regroupements, menés de manière brutale, par lesquels furent éliminées de nombreuses « taches noires » (terres exploitées par des Africains) au milieu de régions considérées comme « blanches ».

Profits fantastiques

Deux principes sont à la base de cette division du territoire, comme ils fondent toute la politique intérieure du gouvernement sud-africain : on considère d'abord que les Africains n'occupaient pas l'ensemble du pays à l'arrivée des Blancs et qu'ils ont des droits seulement sur les terres qu'ils mettaient anciennement en valeur ; on estime, d'autre part, qu'il existe des nations bantoues absolument distinctes, selon des critères linguistiques, et on se refuse à admettre qu'il ait pu naître une nation sud-africaine noire (1). Conception qui nous reporte cent cinquante ans en arrière, et semble faire fi de tout le développement industriel et urbain du pays, et des grands déplacements de population qu'il a provoqués. Conception qui par une injustice fondamentale, permet l'expansion industrielle grâce au surprofit extorqué à une main-d'œuvre sous-payée.





Kaiser Matanzima, chef du gouvernement du Transkei.

Les Bantoustans sont, en effet, bien incapables, vu leur faible surface, de nourrir une population qui croît rapidement. Force a donc été, pour les hommes, d'aller s'employer sur les terres et dans les villes des Blancs : une réglementation de plus en plus sévère a peu à peu empêché les familles de suivre les travailleurs, qui sont traités comme une simple main-d'œuvre temporaire, facilement sous-payée, puisque les familles sont supposées se nourrir sur les terres du pays. Les emplois bien rémunérés sont évidemment réservés aux Blancs. D'où des profits fantastiques pour les firmes établies en Afrique du Sud. N'en prenons que deux exemples : la firme automobile Leyland avait en 1970, pour sa filiale sud-africaine, des profits supérieurs à ceux de l'ensemble de la société, établie dans le monde entier ; Dunlop, dont le chiffre d'affaires en Afrique du Sud ne représentait la même année que 9 % du chiffre d'affaires total, contre 43 % en Grande Bretagne, tirait des deux pays exactement la même part de bénéfices (17 %).

Economiquement efficace pour les privilégiés, le système avait cependant à leurs yeux un certain nombre d'inconvénients. Dans les premières décennies du XXe siècle, avant l'organisation géographique stricte de l'apartheid, beaucoup de Noirs s'étaient définitivement établis en ville, y fondant des familles : 8 millions d'entre eux n'ont pas d'attache sérieuse dans les réserves et constituent une masse menaçante pour les maîtres blancs. De manière plus générale, la concentration des industries dans les régions blanches impose la présence autour des villes d'un nombre très élevé de travailleurs noirs et crée donc un fort danger potentiel. Enfin, le refus de tout droit politique aux Noirs, nécessaire au maintien d'une domination économique totale, nuit à l'image de marque de l'Afrique du Sud dans le monde.

Satellites soumis

D'où une nouvelle orientation de la politique à l'égard des Bantoustans. D'une part, le gouvernement sud-africain s'est efforcé de favoriser le déplacement de nombre d'industries en bordure de ces réserves de main-d'œuvre, sous forme d'« industries de frontière », situées encore en territoire blanc, mais où les Noirs se rendent pour travailler avec des salaires plus bas de 25 à 50 % que dans les régions industrielles blanches, ou encore — plus rarement — en créant des usines à l'intérieur des réserves elles-mêmes. D'autre part, Prétoria a mis au point la mascarade que constitue l'accession des Bantoustans à « l'indépendance ». De la sorte, tous les Noirs d'Afrique du Sud, même s'ils n'y ont aucune attache, se verront dotés d'une patrie, définie tribalement. Leur situation économique n'en sera nullement changée, mais on ne pourra plus dire que les Noirs n'ont pas de droits politiques : citoyens d'un Etat étranger, ils seront dans l'Afrique du Sud blanche des travailleurs encore plus menacés qu'avant. Et l'Etat dont ils dépendront ne pourra jamais être autre

→

1) **Les métis (plus de 2 millions) et les Indiens (650 000) sont aussi considérés comme des nations, mais ils n'ont même pas de territoire propre.**

L'ESCROQUERIE A L'INDÉPENDANCE

→

chose qu'un satellite soumis au pouvoir blanc.

Le cas du Transkei, pays des Xhosas, est d'autant plus exemplaire que ce Bantoustan est sans conteste le plus « présentable » à l'opinion internationale. Il a au moins sur les autres l'avantage d'être pratiquement d'un seul tenant, ouvert sur la mer, pourvu même d'un port et adossé à un pays enclavé déjà indépendant, le Lesotho. Mais ce n'est qu'une terre désolée, incapable de nourrir ses habitants. Les conditions climatiques ne sont pas mauvaises — les pluies sont bien réparties et assez abondantes — mais la plaine littorale est étroite et, dans l'intérieur, c'est un océan de petites montagnes d'exploitation difficile. Surtout, la densité est beaucoup trop forte pour une agriculture restée très archaïque : on compte 49 habitants au km2, ce qui fera du Transkei un des pays d'Afrique occupés avec la plus grande densité, quoique la moitié des Xhosas ait émigré ailleurs et que les femmes forment près de 70 % de la population de 15 à 45 ans. L'agriculture, dite de subsistance, est loin d'assurer la survie, puisque le pays importe 90 % de sa nourriture. D'autre part, l'industrie est embryonnaire : pour 1 700 000 résidents, il n'existe que 50 000 emplois salariés, dont 4 050 dans l'industrie, alors que 275 000 émigrés travaillent dans l'industrie sud-africaine. Si l'on affirme que le revenu annuel par tête est de 175 rands (un peu plus de 600 F), c'est en y incluant abusivement les revenus des émigrés. En réalité, le Transkei se situe au-dessous des pays africains les plus pauvres. Financièrement, l'Etat du Transkei n'a pas les moyens de subsister : la création de nombreux postes de fonctionnaires l'a rendu plus dépendant encore : En 1972-73, il couvrait 32,5 % de ses dépenses sur ses ressources propres et 14,2 % seulement en 1974-75, le reste étant fourni par l'Afrique du Sud. Or, aucun développement sérieux n'est amorcé : financé par Prétoria, l'Office de Développement du pays Xhosa n'a créé en dix ans que 16 000 emplois, soit moins que le nombre de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Sa fonction essentielle a été de racheter, à bon prix, commerces et immeubles appartenant à des Blancs pour les revendre à quelques Noirs, amorce d'une bourgeoisie liée au pouvoir blanc, notamment par les prêts qu'on lui a consentis.



République sud-africaine

DES "GOULAG" PAR DIZAINES

Ils sont fous ou ils ne le sont pas. Mais ils sont Noirs et plus de 10 000 à être enfermés dans des camps psychiatriques en Afrique du Sud. Jusqu'en 1970, l'opinion publique mondiale, et même sud-africaine l'ignorait. Le 19 août de cette année-là, un jeune automobiliste s'arrête à Randwest Milsite près de Randfountain, pour demander la route de Johannesburg. Il est intrigué par une sinistre bâtisse appelée sanatorium. Membre de l'Eglise de Scientologie, le jeune homme, avec d'autres membres de la secte, mène une enquête minutieuse. Les enquêteurs découvrent que le sanatorium de Randwest cache un « camp psychiatrique » et que le Goulag sud-africain compte 13 autres semblables.

Cette année la presse anglophone d'Afrique australe publie des extraits de l'enquête de l'Eglise de Scientologie, qui révèle cet énorme scandale raciste. Puis c'est le tour de la presse européenne, alertée par l'Eglise de Scientologie, d'ébruiter l'affaire. Le 2 août dernier, l'A.c.p. en rendait compte dans une dépêche titrée « Afrique du Sud : Plusieurs milliers de « malades mentaux » noirs seraient exploités par une compagnie privée ».

Il s'avère que ces camps existent depuis 13 ans. Leur population est actuellement composée de plus de 11 000 noirs et de 760 blancs. La police est presque l'unique pourvoyeur de ces asiles psychiatriques, à qui elle adresse 15 à 20 « malades » par jour parmi les gens qu'elle arrête. Ils ont souvent été pris un samedi soir dans leurs taudis pour cause de tapage, parce qu'ils ont insulté le régime, parce qu'ils étaient ivres, ou plus simplement qu'ils avaient un comportement « anormal »... « Il est suffisant, dit le rapport de l'Eglise de Scientologie, qu'un policier et un médecin déclarent ensemble que ce Noir semble déséquilibré pour que le Noir en question soit envoyé dans ces camps ».

Le traitement dans ces « sanatoriums » consiste essentiellement en ergothérapie — comprendre : travail forcé. Les patients fabriquent des ceintures, des papiers d'emballage, des cintres. Ils sont également obligés de travailler aux champs, à construire des hangars de stockage et des barques

Coll. Fondation Res Publica

Totalement dépendant économiquement, le Transkei ne peut avoir qu'un régime politique répressif, étroitement fonction de la politique de Prétoria. Jusqu'en 1976, l'Assemblée comprenait une majorité de membres nommés, des chefs mis en place par les Blancs ; la parité entre membres nommés et élus vient seulement d'être acquise. Mais les élections sont de toute manière notoirement truquées : le chef du gouvernement, Matanzima, pouvant, en vertu de lois d'exception qui remontent pour la plupart à 1960 — année où une importante révolte paysanne s'étendit dans une partie du Transkei, le Pondoland — emprisonner sans jugement tout opposant politique. Au demeurant, le vrai pouvoir politique demeure dans les ministères, où les Blancs, par l'entremise de 300 assistants techniques, contrôlent pratiquement tous les rouages : seul le ministère de l'Education ne comprend aujourd'hui que des fonctionnaires noirs. Tous les services de sécurité restent, et resteront, aux mains des agents de Vorster. Il n'y a donc pas à espérer de ce régime fantoche et sans moyens l'amorce d'une résistance au régime de l'apartheid. Matanzima s'est déjà à l'occasion, montré plus conservateur même que ses maîtres, notamment en refusant longtemps l'augmentation du nombre des députés élus. Même ses démarches d'allure plus progressiste sont en fait viciées à la base, en raison de sa position : lorsqu'il demanda, par exemple, la libération des Xhosas prisonniers politiques en Afrique du Sud, il leur déniait de ce fait leur nationalité de Sud-Africains, c'est-à-dire l'objet même de leur combat.

Certes, Matanzima est un cas limite. D'autres dirigeants de Bantoustans, comme le Zoulou Buthelezi, font montre de plus de courage et d'honnêteté politiques et prouvent que les présidents de ces futurs Etats pourraient prendre des positions fermes. Le problème n'est pas dans les intentions, les vertus ou les vices de chacun : c'est une question de structures, de rapports de forces politiques et économiques. Il est vain d'espérer que des Etats sans ressources puissent se dresser contre Prétoria. Et il est scandaleux de voir ravalée la vieille façade du tribalisme au moment où, dans les luttes urbaines, se forge une nation sud-africaine où les métis, longtemps méprisants vis-à-vis des Noirs, se joignent à leur combat.

JACQUES DELEPINE

dans lesquelles ils vivent. A Randfountain, 1 500 femmes noires travaillent dans des mines abandonnées.

Ils dorment sur le sol ou sur des nattes qu'ils ont eux-mêmes tressées. De 20 à 200 patients vivent dans la même salle au milieu de laquelle se trouve une cuvette de W.c. à la turque. Un aide soignant de Ranwest où sont enfermés 3 200 personne ne craint pas de déclarer : « Les Africians veulent vivre entassés et, comme ils ont des difficultés à rester propres, ce n'est pas la peine d'améliorer l'endroit où ils dorment ».

La nourriture est souvent insuffisante : du soja, des patates, des choux-fleurs, quelquefois de la viande hâchée, du thé sans sucre. Le café est servi dans les poubelles dans lesquelles il plongent leurs tasses. Le traitement médical proprement dit consiste à administrer aux patients du librium, du valium et de l'opium. Les électrochocs sont donnés sans anesthésiques. On compte dans ces camps un mort tous les deux jours. « Quelques patients, convient un infirmier — on compte un infirmier pour 300 malades — ont dû subir une lobotomie préfrontale à cause de leur nature violente ». Les prisonniers restent dans les camps jusqu'à leur mort. Très souvent, on inscrit sur les registres du « sanatorium » que des malades se sont enfuis alors qu'ils y sont morts.

L'Etat sud-africain est évidemment au courant de l'existence de ces camps qui appartiennent à la Smith Mitchell Company, une importante compagnie commerciale liée à la Standard Bank d'Afrique du Sud et à la Chase Manhattan Bank de New York. Il paie en effet à cette compagnie la somme de 70 kroner par an pour chaque Noir interné, le prisonnier n'étant pas rémunéré pour son travail. « Car le but de ce travail est uniquement de prévenir les névroses. Si on les payait, leur état s'agraverait », dit un aide soignant du camp de Rand West. Grâce à ce système esclavagiste la Smith Mitchell a réalisé un profit se montant à 3 millions de dollars pour l'année 1974-1975. Pour l'Etat sud-africain, c'est la solution rêvée aux problèmes d'hygiène mentale pour les Noirs. En effet, dans ce pays de 22 millions d'habitants, on ne compte que 160 psychiatres et psychologues. La majorité d'entre eux exercent dans le privé. A cela il faut ajouter que les Noirs n'ont pas le droit de devenir psychiatres ou psychologues.

Le gouvernement sud-africian trouve à ce système un autre avantage non négligeable : celui de pouvoir faire enfermer sous un prétexte médical tout opposant à son régime d'apartheid.

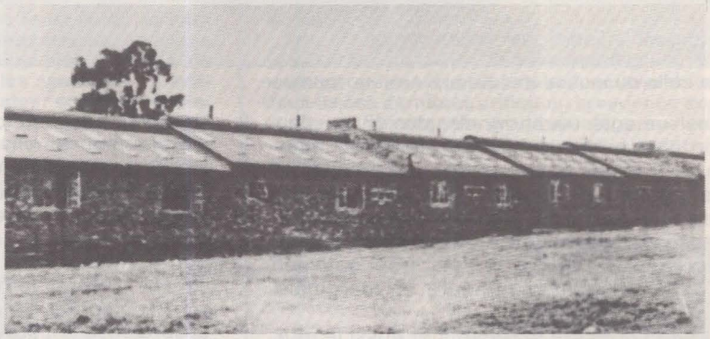
Gêné cependant par les divulgations de l'Eglise de Scientologie, le gouvernement Vorster a introduit auprès du Sénat un amendement à la loi sur la santé mentale interdisant la publication de photographies sur les institutions psychiatriques sans l'approbation du département de la Santé. Il a par ailleurs invité l'Organisation mondiale de la Santé et la Croix-Rouge à venir visiter ces camps. Mais ces deux organismes seraient encore en pourparlers avec le gouvernement raciste pour obtenir des garanties en ce qui concerne les conditions d'enquête.

Quant à la Smith Mitchell, elle s'est contentée de faire publier une série d'articles par les journaux les plus influents d'Afrique australe où sont vantées les « méthodes psychiatriques avancées » pratiquées dans ses camps !

Le travail, c'est la santé, en somme...

EMMANUELE PLAS

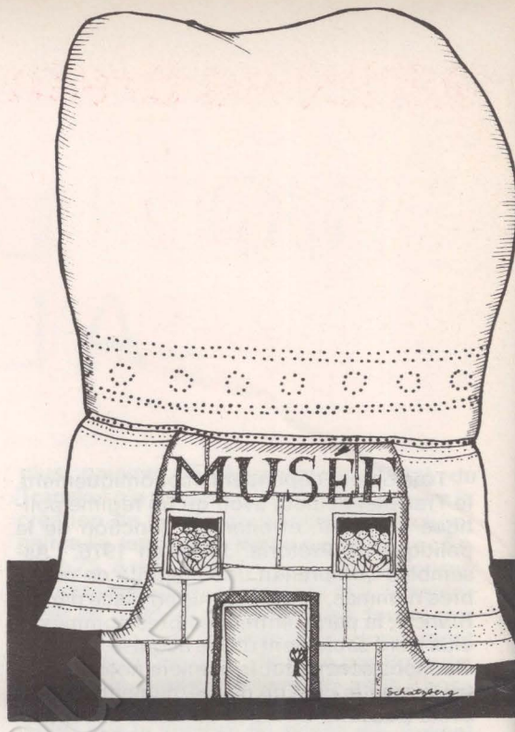






Les « sanatoriums » du gouvernement sud africain.

QUIMPER : UNE MERVEILLE POUR LE PASSÉ ET L'AVENIR



De notre envoyée spéciale

La culture était à l'honneur cet été dans la capitale du sud Finistère. Le 5 juillet le musée des Beaux-Arts ouvrait ses portes restées fermées depuis 1972 pour cause de restauration et le 22 juillet la ville célébrait officiellement le centième anniversaire de la naissance du poète Max Jacob. Sans parler des célèbres fêtes de Cornouaille : comme chaque année, en effet, 1 000 sonneurs et 3 000 costumes, des concerts



Une salle du musée des Beaux-Arts de Quimper.

d'instruments traditionnels, des films, des montages audiovisuels, des pièces de théâtre en français et en breton, une animation des quartiers de la ville « font connaître, dit Pierre-Jakez Hélias, ce patrimoine aux nombreux visiteurs de l'été et réhabilitent à leurs yeux une culture à la fois trop souvent considérée comme mineure et marginale dans l'hexagone ».

Faire connaître et réhabiliter aussi le musée des Beaux-Arts, c'est bien ce que se propose de faire la municipalité socialiste de Quimper. « Quand j'étais enfant et que j'entrais dans ce musée, j'avais l'impression d'accomplir un rite, de faire une visite imposée », dit André Vazel, premier adjoint.

Ce musée possède, en effet, une des plus riches collections de tableaux et de dessins que l'on puisse voir en province. Tout cela parce qu'un amateur d'art du siècle dernier, le comte de Silguy, légua en 1864 à la ville sa galerie personnelle.

La collection de Silguy, qui constitue encore aujourd'hui les neuf dixièmes du fonds du musée, comprend plus d'un millier de tableaux, une quantité considérable de dessins et d'estampes et une bibliothèque ne comptant pas moins de 7 000 volumes. De Carrache à Chassériau, en passant par Callot et Rubens, sans oublier les nombreuses pièces de l'école de Pont-Aven, le musée, aujourd'hui restauré, est un des plus beaux de France. Son conservateur, Pierre Quiniou, parle d'ailleurs avec plaisir de cette habile restauration qui a su tirer partie d'un immeuble ancien en y faisant entrer les techniques les plus sophistiquées de la conservation contemporaine : « Nous n'avons pas voulu faire de l'esthétisme de grands couturiers, dit le conservateur, mais simplement servir cette collection avec beaucoup d'humilité. »

Des arcades néoromanes sauvegardées et restaurées, les sols en travertin, la climatisation, le mobilier « design » : l'opération a coûté 5 millions. La première estimation, il y a 6 ans, chiffrait les travaux à la moitié environ, le secrétariat aux Affaires culturelles accordant une subvention de 40 %. En bout de course, l'Etat n'aura subventionné cette restauration que pour 22,6 % de la somme totale, le reste étant aux frais de la municipalité quimpéroise. Cette dotation du secrétariat aux Affaires culturelles était, d'ailleurs, la plus importante de celles attribuées à la Bretagne pour le VIe Plan.

Pluie et pénombre

A ce propos, les langues vont, ici, bon train : « Pourquoi Quimper, dont la municipalité est socialiste, a-t-elle profité de cette manne alors que Vannes, la ville de Raymond Marcellin, ou Carnac, dont Christian Bonnet est maire, aurait aimé se la voir attribuer ? » Vazel, quant à lui, pense qu'on n'a pas donné cette subvention à sa ville sans une arrière-pensée électorale : « On a craint en haut lieu que le sud Finistère bascule à gauche », dit le premier adjoint. Et d'ajouter que c'est la même préoccupation qui a motivé l'agrément du dossier Quimper « ville moyenne ».

« De toute façon il fallait faire quelque chose, dit Quiniou. Il pleuvait dans le musée, les planchers étaient pourris, l'éclairage était tellement mauvais qu'on ne faisait qu'entrevoir les tableaux, dont la plupart devaient être restaurés. » Un musée, un beau musée qui a coûté très cher, mais un musée pour quoi faire et pour qui ? « Le problème, convient Pierre-Jakez Hélias, c'est bien maintenant de faire venir les gens au musée. » Et l'auteur du « Cheval d'orgueil », qui a soutenu depuis 10 ans le dossier restauration préparé par Quiniou et la municipalité, compte bien que ce musée entrera « dans la vie de la ville et dans celle de la Cornouaille ». « Il faut tout faire, dit l'écrivain bigouden, pour que les lieux comme les musées et les théâtres cessent d'être des endroits embourgeoisés où la majorité des gens n'osent pas entrer. Et il rappelle les distributions des prix du temps de son adolescence qui se déroulaient au théâtre : « Ma mère restait à l'extérieur avec les autres paysannes, tout simplement parce qu'elles n'osaient pas entrer ».

« La restauration de ce musée est pour nous un acte antidémagogique, dit Vazel. C'était un tombeau appartenant à la culture bourgeoise et nous avons cherché à créer un outil d'éducation populaire. Le gros investissement que nous avons fait est un choix délibéré dans le sens d'une culture populaire ». Quiniou, Vazel et leurs collaborateurs ont décidé de travailler d'abord en direction des enfants. Se référant à l'expérience du musée Cantini, à Marseille, Quiniou ne veut pas que le service éducatif qui va bientôt être mis en place se contente d'organiser des visites guidées pour les enfants des écoles : « Il faut leur réapprendre le mécanisme de l'image pour qu'ils ne soient plus piégés par cette image. Il ne s'agit pas de faire des discours édifiants, mais leur montrer que l'image a toujours été un véhicule de l'idéologie dominante. Van der Meulen, par exemple, est un reporter de guerre partial, à la gloire de Louis XIV. L'image est un langage comme un autre avec sa syntaxe, son voca-

Musées bretons

bulaire et il faut apprendre à le décoder. »

Quiniou et la municipalité quimpéroise voient aussi le service éducatif comme un moyen de pallier la carence de l'enseignement en matière artistique. » Et pourquoi ne pas envisager de sortir les objets de la vitrine, pouvoir les toucher ? Et d'imaginer tout un travail en collaboration avec le Musée départemental breton, la bibliothèque municipale ? Et pourquoi ne pas organiser, comme à Marseille, un atelier de création ? » demande le conservateur.

« Pour attirer les adultes et même si les parents risquent de suivre leurs enfants, il nous faut, dit Vazel, la collaboration des associations culturelles et socio-culturelles, très nombreuses à Quimper et qui sont les véritables courroies de transmission. Elles ont droit de regard sur ce musée, il faut les inviter à participer et à réfléchir avec nous pour savoir ce qu'on peut faire d'un musée de ce type. Il faut aussi que nous en discutions avec les syndicats. Nous offrons à tous ces gens avec la grande salle des expositions temporaires un lieu et aussi un outil. Nous ne savons pas encore très bien où nous allons. Nous n'en sommes encore qu'à la période de l'étude et de l'inventaire, le personnel du musée va d'ailleurs faire une tournée dans les autres villes de France pour voir ce qui s'y fait. Car s'il ne faut pas que ce musée soit un rendez-vous d'initiés, il ne faut pas non plus que ce soit une farce : on ne distribue pas la culture comme des croissants chauds. »

EMMANUELE PLAS

RENNES: L'ACTUALITE DANS UN CAMION

« Le musée d'Histoire devrait, pour nous, être un lieu où l'homme d'aujourd'hui trouve la possibilité de former son sens critique ; formant son sens critique, il en tirerait une capacité plus grande d'appréhender le monde dans lequel il vit. A la limite, la finalité d'un musée d'Histoire est politique, en donnant à ce mot son premier sens, relatif à la cité. Le but d'un musée d'Histoire n'est pas seulement l'acquisition de connaissances pour une meilleure mise en question du monde qui l'entoure », écrivait, en 1972, dans la très sérieuse revue « Museum » Jean-Yves Veillard, le jeune conservateur du Musée de Bretagne, à Rennes.

Le Musée de Bretagne, créé après guerre dans le Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, est unique en France grâce à sa section d'Histoire contemporaine. Cette section, ouverte depuis un an à peine, est l'œuvre de Jean-Yves Veillard. Elle a été faite pour toucher ceux qui ne viennent pas d'habitude au musée.

Les statistiques prouvent que, pour l'année scolaire 1975-1976, le Musée de Bretagne a reçu 8 000 visiteurs alors que le Musée des Beaux-Arts n'en recevait que 2 700.

La section d'Histoire contemporaine du Musée de Bretagne est la suite logique des autres sections qui racontent à l'aide d'objets, de textes et de costumes l'Histoire de l'Armorique depuis les temps préhistoriques jusqu'à la fin du XIXe siècle. Et c'est un remarquable montage audio-visuel sur grand écran : « La Bretagne de la fin du XIXe siècle à nos jours », qui fait une sorte de liaison entre le reste de l'exposition permanente et l'exposition des problèmes culturels mais aussi économiques et politiques contemporains.

« Devons-nous arrêter le circuit d'exposition permanente du musée de Bretagne à la fin du XIXe siècle ? » s'est interrogé Veillard. Et il a répondu que « le limiter à une association de musée archéologique et de musée ethnographique, c'était croire ou faire croire que la vie d'un peuple, d'un groupe humain s'arrêtait au port de la dernière coiffe, chacun étant prêt à témoigner, suivant ses critères, qu'il avait vu le dernier des « vrais... Mohicans ».

Une vitrine qui change tous les 6 mois présente un dossier d'actualité. Par exemple, le premier de ces dossiers avait pour sujet « La presse quotidienne régionale » ; aujourd'hui, c'est « La lutte bretonne ». Toute la vitrine tient dans une camionnette et peut ainsi circuler dans les établissements scolaires, les Maisons de jeunes en attendant que les syndicats s'y intéressent aussi. Le conservateur et ses collaborateurs pensent déjà à un « dossier » sur le nucléaire. Un texte d'explication avec des reproductions de documents accompagne la vitrine.

Des diapositives : « La poussée socialiste entre les deux guerres », « Les voix de François Mitterrand aux élections présidentielles de 1965 et 1974 » ; des films : « Non à l'exode », « Le remembrement », « La femme agricultrice » ; un auditorium où sont diffusés, grâce à des écouteurs individuels, des montages en langue bretonne ou de la musique bretonne et celtique ; des maquettes, des cartes, le tout continuellement tenu à jour, rendent compte de la vie des Bretons d'aujourd'hui et des problèmes qui se posent à la région.

« Nous ne fournissons pas assez vite, les visiteurs désireraient que nous abordions encore plus de sujets », dit Veillard, qui fait de plus en plus appel au public pour lui fournir des documents et des films. Il fait aussi appel à ce public pour améliorer ses propres montages. C'est ainsi que celui sur la pêche ayant été jugé insuffisant par des professeurs et des élèves d'une école libre, ces derniers ont apporté les éléments d'un autre montage, le musée fournissant seulement son technicien.

Sur 47 appréciations de visiteurs inscrites dans le livre du musée et concernant la section contemporaine, on en compte 3 défavorables. Deux de ces dernières critiquent la cadence trop rapide du passage du grand montage audiovisuel. « Trop dans l'optique française », assure la dernière.

E.P.





Théâtre

SHAKESPEARE N'EST PAS UN BARBARE

En l'espace d'un an, Beno Besson a monté trois fois « Comme il vous plaira » de Shakespeare : à Berlin, à Sofia et à Avignon pour le dernier festival. Le Théâtre de l'Est parisien met à son affiche la mise en scène française de l'été dernier (jusqu'au 28 novembre). Beno Besson s'explique pour « l'Unité » sur son travail théâtral et sur l'intérêt qu'il y a à monter des classiques aujourd'hui.

Voltaire a écrit de « Hamlet » : « C'est une pièce grossière et barbare qui ne serait pas supportée par la plus vile populace de la France et de l'Italie... » Le malentendu persiste. En France, la légende est tenace : Shakespeare ne serait qu'un barbare. Barbare pour qui ? Pour Voltaire et ceux qu'il a influencés, pour le peuple français qu'il a marqués idéologiquement. Le discours de Voltaire n'est rien d'autre que le reflet exact de ce « bon goût » français dont la bourgeoisie fixa les règles au XVIIIe siècle. Un « bon goût » qui revenait uniquement à séparer l'art de la vie. Pour Voltaire, pour la bourgeoisie française du XVIIIe siècle, pas question qu'on mît sur le théâtre des rapports sociaux réels, des personnages vrais coincés dans leurs contradictions. Il fallait de l'ornement, du décor, du factice, un point c'est tout. Pour les bourgeois d'alors pas question que l'art soit autre chose qu'un meuble agréable de plus dans leur confort matériel ! Le « supplément d'âme », vous connaissez ?

Cette mentalité s'est perpétuée. A travers les siècles, en France, on a tenté de réduire le barbare Shakespeare à un homme de salon. On est resté à la surface du théâtre shakespearien. Ses pièces ont été traités sur le mode de l'aimable divertissement. Et Shakespeare est devenu anodin. Edulcoré, aseptisé, policé, il a bientôt été totalement incompréhensible pour le peuple. Un spectacle signé Shakespeare est devenu synonyme d'événement sans importance, de ron-ron pour beaux esprits, de mélodie pour quelques-uns. Ses personnages explosifs sont devenus des fantoches. Ses symphonies fantastiques sont devenues des gammes sans couleur.

PAR BENO BESSON

Pas important, Shakespeare ? Barbare, Shakespeare ? Rien de tout cela. En vérité, il fut, sans le savoir sans doute, un matérialiste avant la lettre. Bien avant que Marx ne le théorise et l'écrive, Shakespeare avait compris cette évidence : « l'être précède toujours la conscience ». Le théâtre de Shakespeare est peuplé d'êtres vrais, donc contradictoires, donc irréductibles à des schémas préfabriqués, à des stéréotypes utiles pour la classe sociale au pouvoir, les conflits qui éclatent sur la scène shakespearienne, le type de rapports de forces entre les hommes qu'il décrit sont d'une actualité certaine. Nous sommes peut-être à une période de l'Histoire où nous envisageons de dépasser un jour la société de classes. Le théâtre de Shakespeare n'est peut-être situé qu'à l'amorce, au tout début de la société de classes. Mais c'est cela qui nous concerne et nous atteint au plus profond de nous : il y a déjà dans Shakespeare conflit entre les hommes, conflits pour le pouvoir. Et si notre être rêve de dépasser ces conflits, notre état de conscience est resté très en arrière, empêtré dans les conflits.

Shakespeare n'est pas un libertin ou un anarchiste. Shakespeare n'est pas un homme de « bon goût ». Il n'essaie pas de nier les conflits. Il n'essaie pas de les harmoniser. Il les montre. Et c'est dans ces explosions, dans ces chocs entre les personnages que se situe le ressort même du comique. Qui dit comique dit plaisir qu'on prend à voir un spectacle. Y a-t-il spectacle sans plaisir ? Y a-t-il comique sans situation conflictuelle ?

Mon métier consiste à entretenir le public de choses importantes en le divertissant. C'est ce que j'ai tenté dans « Comme il vous plaira ». J'espère y être parvenu. Une chose est certaine : je n'avais aucune chance de réussir si j'avais léché un spectacle de « bon goût », un spectacle où les rapports et conflits de classes entre les personnages eussent été gommés.

En France, certains ont souvent cru bon d'affirmer : il n'y a rien à comprendre dans Shakespeare. J'ai fait délibérément un autre pari : et si nous essayions enfin de comprendre ce que Shakespeare nous dit ?

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (130 F) **avec en cadeau le livre de Piem** ☐
- ▶ abonnement de six mois (75 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

changer la vie quotidienne

LES LUTTES URBAINES, DE L'ITALIE A LA FRANCE

« En quoi les luttes urbaines peuvent-elles contribuer au changement social et politique ? » Ainsi s'interroge la revue « Autrement » (73, rue de Turbigo, 75003 Paris) dans son dernier numéro : « Contre-pouvoirs dans la ville ». Elle présente un dossier étendu sur les expériences de comités de quartier, de luttes pour le logement, contre la spéculation ou pour les transports collectifs. A Paris et en province, mais aussi en Italie — et dans toute l'Europe de l'Ouest (Angleterre, Portugal, Belgique).

De ces nouvelles luttes qui résultent toujours de la mobilisation conjointe d'ouvriers, d'employés et de cadres moyens, ce dossier cherche à tirer les enseignements politiques. Souvent un peu décalé par rapport à l'actualité, mais complet, le dossier reste un bon instrument de travail pour les militants qui espèrent transformer l'idéologie de la ville pour proposer « autre chose ».

VACANCES VERTES

Pour les classes de nature, les séjours de retraités, les stages et les séminaires, une maison familiale de vacances ouvre ses portes à Maclas, dans la Loire. Créée, gérée et animée par une équipe de ruraux et de citadins de milieu populaire, elle propose des prix de journée de 30 à 33 francs.

POUR FANS DU BIOLOGIQUE

Pour tout savoir sur l'agriculture biologique, deux congrès du 5 au 7 novembre à Paris. Celui de Nature et Progrès se réunit au Palais des sports de Neuilly. Celui de l'Association pour la recherche et l'expérimentation en agriculture biologique se tient à la cité Fleurie (65, bd Arago). Au programme, une défense et illustration de l'agriculture biologique et de la qualité de l'alimentation.

LE RECTEUR INTROUVABLE

Vous souvenez-vous du recteur Albarède ? (voir « l'Unité » n° 207 et 211). Au lycée Evariste-Gallois de Sartrouville (Yvelines) on se plaint amèrement de sa soudaine absence. Non seulement plusieurs redoublants ont appris en juillet dernier qu'ils ne seraient pas repris par l'établissement, mais les classes comptent souvent de 35 à 38 élèves, plusieurs postes d'enseignants ne sont pas pourvus, les crédits sont pratiquement épuisés... Et pendant que parents, enseignants, élèves et élus manifestent leur mécontentement, le recteur reste toujours invisible. Ils s'adressent donc maintenant au ministre pour obtenir une réponse à leurs nombreuses démarches.

REFUS DES CHARGES

La réforme du logement est bien mal accueillie. Critiquée par la Confédération syndicale des familles, elle est rejetée par la Confédération nationale du logement (C.n.l.). La C.n.l. invite ses adhérents à un large mouvement de protestations, avec délégations auprès des parlementaires pour demander des mesures immédiates d'aide aux familles qui doivent faire face à de lourdes augmentations de charges.

La C.n.l. enregistre d'ailleurs que près de 50 000 familles sont d'ores et déjà engagées dans des refus collectifs des hausses.

ECOLE BUISSONNIERE

Si vous n'avez aucun doute sur l'assiduité à l'école de votre progéniture, ceci ne vous concerne pas. Mais si par contre, vous êtes de ceux qu'effleure une certaine inquiétude, s'il ne vous paraît pas invraisemblable que vos garnements aient découvert les joies de l'école buissonnière, mieux vaut en limiter les risques. Car l'assurance scolaire souscrite par les parents en début d'année ne couvre pas tous les écarts de leurs enfants. La prudence conseille donc une garantie extra-scolaire jouant vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Un dossier est disponible à ce sujet au Centre de Documentation et d'information de l'assurance (3, rue de la Chaussée d'Antin, 75009 PARIS, Tél. 824.96.12). A bon entendeur...

L'EPAD ASPHYXIÉ

Les travailleurs et les habitants de la Défense risquent de payer aujourd'hui les carences du Pouvoir. L'Etablissement public pour l'aménagement de la Défense (Epad) a en effet de graves problèmes de trésorerie et il veut licencier avant la fin de l'année 97 employés sur 450 alors que la moitié des travaux prévus reste à exécuter sur un quartier toujours à l'état de chantier.

Tout cela en raison de l'abandon par le gouvernement de toute politique cohérente d'aménagement de la région parisienne. Après l'échec du projet de centre financier prestigieux, la Défense est devenue un simple empilement de bureaux et de logements luxueux qui se vendent mal.

Certains auraient tout intérêt à voir l'Epad se démanteler puisque l'Etablissement public contrôle tous les marchés, empêchant la totale mainmise du secteur privé. Reste donc au gouvernement à prendre ses responsabilités et à fournir à l'Epad les moyens d'achever sa mission...

LA ROUTE DU PROFIT EST DANGEREUSE

« L'Italie malade de la pollution » dit-on après les accidents de Seveso et celui de Bussoleno où deux personnes sont mortes : un camion transportant 25 tonnes de phénol s'était renversé à l'entrée du village ; il suffit d'une brûlure de la surface d'une main pour que ce produit chimique provoque la mort si un traitement au sulfate de magnésie n'est pas effectué dans les minutes qui suivent...

Pauvre Italie ! Mais ce camion venait de l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix, près de Grenoble et un tel accident aurait fort bien pu se produire en France...

Il pose à nouveau le problème du transport des matières dangereuses par la route alors que la voie ferrée offre beaucoup plus de sécurité. Mais profit oblige !

LE RASOIR DU C.R.S.

Un procès intéressant va venir le 24 novembre à Fort-de-France, en Martinique : celui d'un C.r.s. qui s'était montré un peu brutal après une manifestation d'une association de téléspectateurs, l'Alerte — elle protestait contre le vidage par F.r.3-Martinique de deux journalistes sans motif autre que politique. L'immeuble de F.r. 3 avait été, pour l'occasion, mis en état de siège, avec C.r.s. derrière les grilles verrouillées. Une délégation de l'Alerte ayant été néanmoins acceptée, elle pénétra dans les lieux, mais l'un de ses membres sentit soudain sa cuisse tailladée alors qu'il traversait les rangs des C.r.s. et dut être emmené à l'hôpital. Comme le coupable avait été confondu par une photo de presse, il fallut bien que le préfet suspende le C.r.s. au rasoir. Sans doute est-ce le respect de la procédure judiciaire qui l'empêche de commenter cette étrange conception du maintien de la « sécurité républicaine » ?

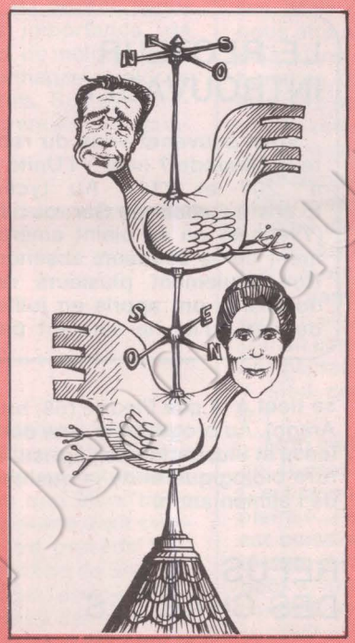
changer la vie politique en France

TAZIEFF SENT LE SOUFRE

Pour des raisons fort peu scientifiques, l'Institut de physique du globe a relevé de ses fonctions Haroun Tazieff, sous prétexte qu'il n'a pas « assuré ses responsabilités » en ne restant pas auprès de la Soufrière, en Guadeloupe. Sanction d'autant plus étonnante que le préfet vient d'autoriser une reprise d'activités dans cette zone de Basse-Terre sur la base d'un rapport de scientifiques... qui reprend exactement celui de Tazieff ! « Cette sanction semble avoir pour objet de déculpabiliser l'administration responsable de l'évacuation de 72 000 Guadeloupéens et de dissimuler le scandale que constitue la non-publication du rapport du Pr Brousse », a déclaré Alain Vivien au nom du Parti socialiste. Le délégué national aux Dom-Tom du P.s. réclame en outre la confirmation officielle que les émissions de radon ne présentent aucun danger. Et, par ailleurs, s'étonne que malgré le « retour général » à Basse-Terre, bon nombre des services administratifs évacués à Pointe-à-Pitre y demeurent, « justifiant les soupçons de certains élus locaux selon lesquels l'ordre d'évacuation aurait eu également pour objet de faire accepter par l'opinion le déplacement de la préfecture ».

BONN : L'ABCES CREVE

Le général Krupinski, commandant en chef des forces aériennes de la République fédérale d'Allemagne, et son adjoint, le général Franke ont été mis en disponibilité le 1er novembre. Georg Leber, ministre ouest-allemand de la Défense, a été amené à prendre cette décision après les déclarations publiques des deux généraux en faveur de l'ancien colonel Rudel, officier allemand le plus décoré pendant la dernière guerre, et militant d'extrême droite notoire, depuis cette époque. Les deux généraux avaient dans le même temps dénoncé le passé de communiste de Herbert Welmer, président du groupe parlementaire social-démocrate. Cette mesure ne s'explique pas seulement par la mise en cause du numéro 3 du



J. J. rouette et Girouette.

S.p.d. Malgré la mise sur pied d'une nouvelle armée en 1955, le passé continue de peser sur la Bundeswehr qui reste marquée par certaines nostalgies équivoques. Il serait cependant faux d'imaginer l'armée allemande profondément attirée par l'extrême droite. Sans doute est-ce la raison pour laquelle Leber a pu et voulu crever un abcès gênant en faisant un exemple au plus haut niveau.

« DE DROITE, MOI ? »

Fâché qu'on l'étiquette « de droite simplement parce que je ne suis pas de gauche », ce dont on se doutait (voir le n° 215 de « l'Unité »), Michel Sardou s'est fait interviewer lundi par « France-Soir» afin de justifier sa dernière petite ignominie, « Je suis pour » : non ! on l'avait calomnié, ce n'est pas de la peine de mort qu'il est partisan, mais de la justice expéditive qu'on se fait soi-même avec son fusil, « sans faire appel au juge». Egaré sans doute par la joie de s'entretenir avec un tel personnage, son interviewer, Paul Giannoli — gendre de Roger Frey dans le civil — écrit ailleurs en commentaire : « Sardou a réussi cet impensable alliage d'être en même temps un chanteur et une chanteuse populaire ». Oh ! monsieur Giannoli...

Affaire Dassault
UN ENTERREMENT DE PREMIERE CLASSE

Les rouages de l'Etat sont bien graissés. Et Marcel Dassault peut sourire, l'air tranquille, en contemplant le spectacle éloquent auquel on assiste depuis qu'un scandale a éclaté sur son nom.

Une fois de plus, la Justice n'a pas manqué de se distinguer. En la personne du procureur Paul-André Sadon, dont la « prudence» a été exemplaire. Le 18 octobre 1976, ce procureur de la République — promu depuis procureur général de la Cour d'appel de Paris — a conseillé à Dassault de porter plainte en diffamation, puis il a transmis le dossier de l'affaire au ministre des Finances « pour lui permettre de faire procéder à une enquête administrative ». Et c'est tout ! On comprend l'étonnement du Syndicat de la magistrature devant cette attitude. Si les révélations de Vathaire étaient vérifiées, les faits incriminés ne constitueraient-ils pas « des délits de droit commun, tels que faux en écritures, corruption de fonctionnaires et abus de biens sociaux » ? Sadon ne devait-il pas, en application du code de procédure pénale, « procéder ou faire procéder à tous les actes nécessaires à la recherche et à la poursuite des infractions à la loi pénale » ? Le Syndicat de la magistrature est donc amené à s'interroger sur « les motivations qui ont poussé le procureur de la République, hiérarchiquement subordonné au ministre de la Justice, membre du gouvernement, à ne pas exercer la plénitude de ses attributions ». Suivez son regard...

Faute de pouvoir s'en remettre à la Justice, les citoyens ne pouvaient-ils pas compter sur le Parlement ? La proposition du P.s. sur la cor.stitution d'une commission parlementaire d'enquête, à laquelle s'étaient par la suite ralliés plusieurs partis, dont l'U.d.r., permettrait sans aucun doute d'y voir clair. Dès le 27 octobre, il fallut déchanter. Au député socialiste Jean-Pierre Cot, pour lequel les moyens mis à la disposition de cette commission d'enquête auraient constitué « un test de sincérité et de volonté », Raymond Barre a catégoriquement répondu : le respect du secret fiscal avant tout ! Et comme si ce veto du Premier ministre ne suffisait pas, sur proposition du député Jacques Limouzy l'U.d.r. a obtenu l'extension de l'enquête à l'ensemble des entreprises privées et publiques de l'industrie aéronautique, y compris leurs filiales. Ce sont pourtant les pratiques du seul groupe Dassault qui ont défrayé la chronique.

Le groupe socialiste a donc refusé de voter cette proposition que Limouzy n'avait avancée que dans le seul but de « noyer le poisson ». Il constate : « La majorité a démontré sa volonté de faire obstacle à toute enquête sérieuse sur les graves révélations de M. de Vathaire. On ne voit pas en effet comment une commission dont le mandat est limité à 4 mois pourrait sérieusement enquêter dans un domaine aussi vaste sous la double contrainte du secret de défense nationale et du secret fiscal qui protège Marcel Dassault et que le gouvernement a refusé de lever. La majorité a fait ainsi la démonstration qu'elle est directement concernée par les agissements de Dassault et que, en voulant le laver de tout soupçon, elle cherche à se blanchir elle-même. »

En dehors des révélations peu probables que pourrait faire Jean Kay, complice de De Vathaire, l'affaire Dassault a donc de fortes chances d'être enterrée. A moins que, se constituant partie civile, ses salariés ne portent plainte contre l'industriel pour le préjudice subi au titre de la participation calculée sur des bénéfices sous-estimés. C'est la voie choisie par la C.g.t., qui a chargé Me Charles Lederman d'introduire une procédure au nom de ses sections syndicales de la société Dassault-Breguet.

S'il devait apparaître un jour que de Vathaire n'a pas menti, que Dassault a bel et bien fraudé le fisc pour un montant colossal, et si, par miracle, Dassault venait alors à être jugé... ce ne serait en tout cas pas la faute de sa principale victime, l'Etat. Mais n'entre-t-on pas ici dans le domaine du conte ?

A " LA TÊTE DU CLIENT "

Ils sont maintenant 825 000 environ à avoir entamé, il y a quelques jours ou quelques semaines (cela dépend des endroits), leur année universitaire. 825 000, cela fait 14 000 de plus que l'an passé, 53 000 de plus qu'il y a deux ans, 74 000 de plus qu'il y a trois ans (en 1973-74). Donc une croissance importante, qui prouve que la demande sociale d'enseignement supérieur ne diminue pas, en dépit d'une campagne aux mille échos sur la pagaille universitaire et l'inexistence des débouchés. Il est vrai qu'on est encore mieux à étudier qu'à ne rien faire ; or le chômage frappe d'abord les jeunes.

Mais, justement, une enquête récente (1) montre qu'il ne les frappe pas tous également — on s'en serait douté — et que les plus touchés sont les moins diplômés. Assurément, les chômeurs sont plus nombreux parmi les diplômés des secteurs dont la vocation principale est l'enseignement ou la recherche — les lettres, notamment. A cause de cela, la proportion d'étudiants diminue un peu chaque année dans ces disciplines (30,8 % en lettres et 14,9 % en sciences en 1975-76, contre 32,5 % et 16,3 % il y a trois ans), au profit des autres disciplines (la médecine, dentaire et pharmacie principalement).

Mais ce que l'on perçoit aussi, c'est la dévaluation constante des diplômes sur le marché du travail. Si l'on devient rarement O.s. avec un diplôme de premier cycle (bac plus 2 années), on ne dépasse pas rapidement la position de cadre moyen. Ici joue la loi de l'offre et de la demande et, contrairement à une légende tenace, le patronat ne répugne pas à disposer d'une main-d'œuvre surqualifiée. Elle est plus exigeante, certes, mais aussi plus efficace. A paie égale, qui hésiterait entre une secrétaire titulaire d'un B.e.p. et une littéraire ayant passé deux années en fac ?

Pénurie + concurrence

C'est pourquoi le problème de la sélection n'est pas, quoi qu'on en dise, tranché de façon nette au sein du patronat et dans les sphères du Pouvoir. Officiellement, le mot est tabou depuis des années. Bien sûr, tout un courant se développe qui voudrait voir se généraliser le « numerus clausus » qui existe, par exemple, en Allemagne fédérale ; mais cette mise à égalité autoritaire de l'offre et de la demande, si elle est propre à flatter certains universitaires et les technocrates désireux de réduire la part des dépenses publiques consacrée à l'enseignement supérieur, rencontre ailleurs des réticences : au sein d'une partie du patronat (on a vu pourquoi) et plus encore chez les politiques, qui voient trop quel risque pourrait encourir un Pouvoir proclamant ouvertement que le temps de la promotion par l'Université est clos.

C'est pourquoi, tout en lançant sur le problème de la sélection des coups de sonde inégalement positifs pour lui (voir un récent sondage du « Point » concluant que les Français y étaient favorables), le gouvernement paraît s'orienter de plus en plus vers une politique assez subtile.

Sous couvert « d'autonomie », les crédits de recherche universitaire seront désormais attribués « à la tête du client ». Et les mauvaises têtes politiques n'ont qu'à bien se tenir.

Là où l'enseignement universitaire mène à des professions déterminées et organisées sur une base corporatiste (médecine pharmacie, odontologie), le numerus clausus est déjà une réalité depuis plusieurs années: les intérêts mal compris des médecins et ceux des mandarins coïncidaient étroitement. Il en va de même s'agissant des études en grandes écoles, qui fournissent aux entreprises leurs « managers» et à l'Etat ses technocrates de haute volée. Il s'agit de former une élite, qu'on reconnaît au moins autant à sa rareté qu'à sa qualité.

Mais, pour les quelque 700 000 étudiants restants, le Pouvoir entend bien procéder autrement. Sa politique a deux maîtres →



A " LA TÊTE DU CLIENT "



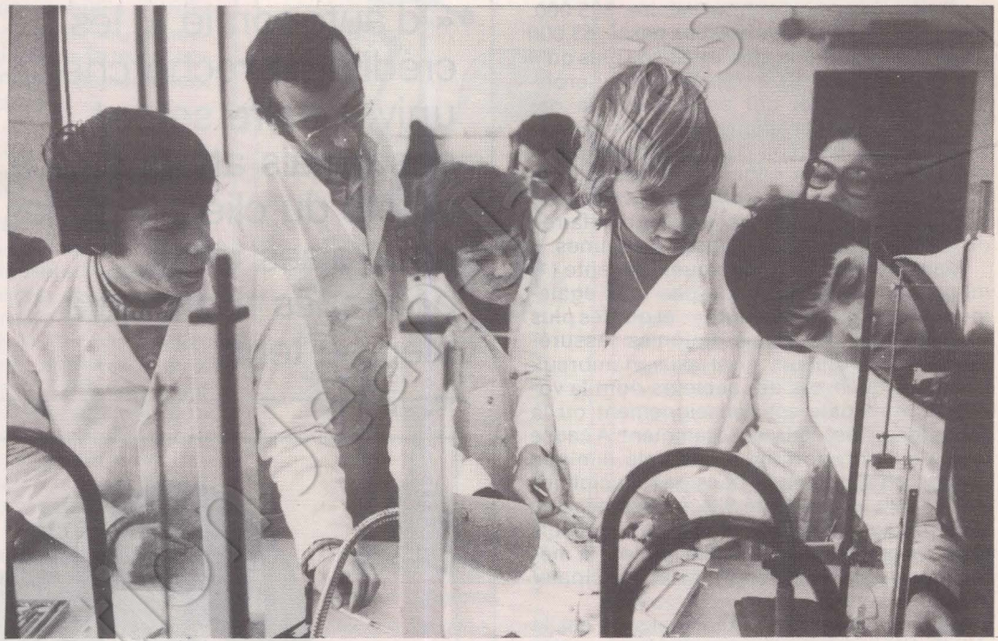
mots : la pénurie et la concurrence, l'une portant l'autre.

Rien de plus significatif à cet égard que le budget défendu ces jours-ci par Alice Saunier-Seïté. Au-delà d'une hausse de 15,06 % — c'est-à-dire, vu l'inflation, presque nulle — les universités voient leurs crédits purement et simplement reconduits, tandis qu'on leur crée royalement... 75 postes d'enseignants (pour 14 000 étudiants de plus, soit un enseignant nouveau pour 187 étudiants supplémentaires). Les Conseils d'université seront inévitablement amenés, bon gré mal gré, à opérer des choix, à organiser certains enseignements au rabais pour sauver le reste et à consentir bien des concessions pour obtenir des rallonges.

Recevant récemment les présidents d'université, Raymond Barre leur faisait part de son intention de voir se développer l'« autonomie » des universités, c'est-à-dire la concurrence. Une manœuvre budgétaire illustre le propos : les crédits de recherche universitaire étaient, jusqu'ici, tous affectés à un établissement (ou un groupe d'établissements) déterminé ; désormais, à la suite d'un changement de chapitre, 140 millions des 341 millions consacrés à ce secteur ne sont pas attribués, et le seront donc au coup par coup, « à la tête du client ». Il n'y a aucun espoir de voir s'atténuer les scandaleuses disparités existantes. A Compiègne, ce coûteux établissement-catastrophe monté de toutes pièces par le Pouvoir, il y a 7,1 étudiants par enseignant, contre une moyenne nationale de 20.

Faire le ménage

La « tête du client » — bien sûr — sera d'abord politique. A cet égard, la continuité est absolue depuis l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence. Sous une forme polie cachant une parfaite désinvolture du temps de Jean-Pierre Soisson, sous une forme brutale et vulgaire avec Alice Saunier-Seïté, le fond reste le même. On ne compte plus les coups de force destinés à punir les « méchants » — ceux qui se battent le plus : les universitaires de gauche. Toulouse-le-Mirail, Mulhouse, Clermont-Ferrand, Nanterre, Amiens ont été victimes de ces interventions autoritaires qui mettent en difficulté les institutions les mieux gérées.



L'I.u.t. de biologie, à l'université de Créteil.

Il est vrai que si Alice Saunier-Seïté peut se permettre de tenir des propos d'une verdeur surprenante (« Je ne suis pas là pour materner des adolescents prolongés ») et d'asséner des coups à tort et à travers, c'est parce qu'elle est en position de force. On se sert de ses humeurs pour dompter les récalcitrants et faire le ménage, après quoi on pourra la remplacer par un quelconque doyen Vedel, plein de courtoisie et de bonne volonté. Le printemps dernier, les universitaires ont perdu une bataille. La juste grève contre l'arrêté des seconds cycles, mal menée puis dévoyée par des éléments jusqu'au-boutistes, s'est terminée, malgré une intervention à peu près impuissante de la Fen pour éviter une déroute complète. Depuis lors, Alice Saunier-Seïté laboure un terrain où l'herbe ne pousse plus.

S'il en est allé ainsi, c'est notamment parce qu'en face de lui, le Pouvoir n'a rencontré sur le terrain universitaire que son adversaire gauchiste, vite isolé et prompt à toutes les fuites en avant.

Hésitants, vite dépassés, l'Unef-Renouveau et le Snesup n'ont pas davantage fait le poids que l'Union des étudiants communistes et le P.c.f. Dans ce débat, il manquait une force essentielle : le Parti socialiste. Si la situation n'évolue pas très vite à cet égard, l'Université continuera de présenter une configuration politique entièrement différente de celle du pays. Et cela ne saurait aller sans risque ni pour la gauche — vu l'exploitation possible — ni pour l'avenir de l'Université elle-même.

JEAN-PIERRE MOULINS

S.E.C.

SOCIETE
D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, Avenue de Saint Ouen - 75 - PARIS 17e

Centre de Travaux : 56 - LORIENT - 25 Rue Brizeux

Tous Travaux de Canalisations :

EAU — GAZ — ASSAINISSEMENT
ETUDES ET PROJETS

S.A. au Capital de 2.000.000 de Francs

R.C. Seine 56 B 11-392

Nos lecteurs ont la parole

LE COMPLOT

« Quand la gauche demande l'impôt sur le capital, une plus grande justice fiscale, la réduction des inégalités, la nationalisation de quelques très grosses entreprises, la lutte contre l'inflation, contre le chômage, quand elle demande la suppression des privilèges exorbitants, l'indexation de l'épargne, une meilleure information, etc., elle complote.

Ainsi son droit de souhaiter une autre politique visant au mieux-être de l'ensemble des Français, ce droit lui est contesté. Son programme est caricaturé, tourné en dérision, présenté comme conduisant à la pire des catastrophes, tantôt appelée chaos, tantôt dictature, tantôt œuvre du diable, ou encore collectivisme, tandis que ce programme est pillé sur tous les points évoqués quand tout va trop mal.

Que trouvera-t-on encore pour attiser la crainte de tous ceux qui, sans être satisfaits, se contentent de ce qui existe, parce que dans un pays comme la France, ce qui existe est encore acceptable ?

Le matraquage par une majorité sans âme, tenaillée par la peur de perdre le pouvoir, source de ses privilèges, va continuer à influencer ces résignés, déjà persuadés que rien ne changera pour eux, parce qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres, des lois qui favorisent les uns au détriment des autres. Leur pauvre vie est tellement uniforme, tellement étriquée, qu'ils ne se rendent pas compte que, bien au contraire, tout change.

C'est à ce changement de mentalité que le P.s. doit s'attacher, en dehors, bien entendu, de l'admirable travail accompli pour montrer son aptitude à prendre en charge les destinées du pays. »

(Jean FOURNIER, 81000 Albi)

DEMOCRATIE ET TELEVISION

« Dans la perspective des prochaines échéances électorales il serait bon, dès à présent, d'engager une grande campagne nationale pour dénoncer la complaisance des journalistes de T.f.1, d'A 2 et de F.r. 3 vis-à-vis de la majorité.

Manifestement, l'équilibre des tendances n'est pas assuré, les journaux télévisés sont de véritables tribunes de propagande pour les partis de droite, les commentaires des journalistes sont partiaux, la liberté d'information est chaque jour bafouée. Je ne pense pas être excessif en affirmant que les forces réactionnaires françaises ont pu jusqu'à ce jour se maintenir au pouvoir grâce à la télévision utilisée comme vecteur d'idéologie. Il faut abattre cette forteresse et rompre avec le laxisme. Les formes de lutte restent à déterminer et, en tant que militant, je propose une journée nationale d'action avec manifestations dans toutes les villes de France.

L'enjeu n'étant pas uniquement l'avenir de la gauche mais surtout celui de la ... « Démocratie française », j'espère que les lecteurs de « l'Unité » seront nombreux à soutenir ma proposition. »

(Christian AGUILERA, 30200 Bagnols)

LA FRANCE ET L'ONU

« Depuis la création de l'Onu, la France a toujours négligé cet organisme pour faire arbitrer les différends qui ont surgi entre elle et les pays d'outre-mer sous sa tutelle, c'est-à-dire qu'elle a volontairement organisé des référendums en dehors de sa présence et de son autorité, ce qui a motivé leur invalidité. C'est ainsi, pour ne prendre que le dernier exemple en date, que l'Onu conteste le référendum qui a eu lieu pour l'île de Mayotte, au mépris du résultat que ce territoire a nettement exprimé.

Ne pensez-vous pas qu'il serait plus logique et moins discutable de faire organiser les référendums par l'Onu et sous son contrôle ? On y verrait alors plus clair et on n'assisterait plus à ce scandale de voir l'organisme qui représente le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes bafouer le verdict de ces derniers. Bien plus, une fois ce verdict prononcé, il serait dans l'obligation de le faire respecter, au besoin même par la présence des casques bleus.

En ayant omis ce processus et en affichant ces problèmes d'affaires intérieures, je considère que nos gouvernements qui se sont succédé ont non seulement commis des erreurs de diplomatie, mais qu'ils ont gravement contrevenu aux plus élémentaires notions de justice, de droit et de démocratie. A quoi sert d'ériger des tribunaux, des lois ou des principes si chacun entend se faire justice lui-même ? La position de la France aurait été toute autre si elle avait fait honneur à ses traditions en jouant cartes sur table et, aux yeux du monde entier, elle aurait victorieusement confondu les pays qui précisément ne respectent ni ce droit des peuples ni même celui de leurs propres citoyens. »

(H. MAFFRE, 34600 Bédarieux)

DECENTRALISATION ET COMMUNES

« On ne peut qu'être d'accord sur la nécessité de la décentralisation administrative, et du transfert aux départements et aux communes d'une grande partie des décisions que l'Etat est actuellement seul habilité à prendre ; un tel transfert de responsabilités devant bien entendu s'accompagner d'un transfert correspondant des ressources.

Mais si ce double transfert ne semble pas soulever de grosses difficultés en ce qui concerne le plan départemental, il n'en est pas de même en ce qui concerne le plan communal.

L'entité départementale est à peu près homogène sur l'ensemble du territoire, ce qui ne peut que faciliter l'établissement des règles générales.

L'entité communale est, par contre, multiforme. Les très petites communes, de 50 à 500 habitants, trouveront-elles en leur sein des administrateurs capables de gérer, sans aide extérieure, leurs collectivités ? Il est par contre douteux que dans les grandes villes, et plus encore dans les villes de moyenne importance, le citoyen ait l'impression d'avoir davantage voix au chapitre et de se sentir plus responsable si deux conditions préalables ne sont pas remplies;

1°) l'élection du conseil municipal à la proportionnelle pour une durée moins longue qu'actuellement ;

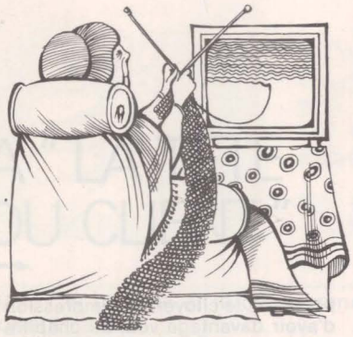
2°) l'organisation, dans toutes les villes de plus de 10 000 habitants par exemple, de comités de quartier dont les membres également élus à la proportionnelle auraient une mission de conseil et de contrôle.

J'ai, à ce sujet, lu avec grand intérêt l'article paru dans « l'Unité » sur les expériences tentées dans ce domaine dans la plupart des grandes villes italiennes. Il s'agit là d'un problème très important, et dont l'importance sera d'autant plus grande que les pouvoirs d'initiative et de décision des élus municipaux vont eux-même en s'élargissant. »

(Maurice RAUSCHER, 06160 Juan-les-Pins)



Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 5 NOVEMBRE

Au magazine Vendredi : « Mourir coûte cher » (20 h 30, F.r. 3).

Stars-écrivains, Simone Signoret et Jean-Pierre Aumont à Apostrophes (21 h 30, A2).

Une création mondiale du festival d'Albi : « Zéphyre ou les nymphes de Diane », œuvre lyrique de Rameau (22 h, T.f.1).

Le « malaise de la réussite » filmé par un acteur passé derrière la caméra : « Charlie Bubbles », d'Albert Finney (22 h 45, A2).

Le dossier du travail féminin (15 h, France-Culture).

SAMEDI 6

Guy Bedos à l'émission « C'est pour rire » (17 h 10, A2).

Soirée canadienne : Charlebois, Vigneault, Félix Leclerc, Pauline Julien, etc. (20 h 30, T.f.1).

DIMANCHE 7

Un agent double à la solde de Mussolini : « L'autre Garibaldi », une dramatique de la série Faux et usage de faux (19 h, F.r.3).

Par Pierre Granier-Deferre, Alain Delon, Simone Signoret... et Simenon : « La veuve Couderc » (20 h 30, T.f.1).

La première partie de « La guerre des Demoiselles» — voir le précédent numéro de « l'Unité » (22 h T.f.1).

« Viva Villa » : Wallace Beery en brigand-révolutionnaire, Pancho Villa, dans un film magistral d'Howard Hawks et Jack Conway (22 h 30, F.r.3).

Une interview-portrait posthume de Michel Random : Pier Paolo Pasolini (22 h 55, A2).

LUNDI 8

Burt Lancaster et l'idée de justice dans « l'Homme de la loi », de Michael Winner (20 h 30, F.r. 3).

MARDI 9

« Les enfants de la guerre » : le drame irlandais aux Dossiers de l'écran (20 h 30, A2).

MERCREDI 10

Tribune libre : le Parti communiste (19 h 40, F.r.3).

Un C'est à dire spécial, consacré à François Mitterrand — sous réserves (21 h 25, A2).



Disques

*** Emmanuelle Parrenin, Phil Fromont, Claude Lefebvre : Château dans les nuages (Cézame 1016 — Sonopresse).**

*** Le galant noyé (Chant du monde LDX 74 576 ; Club socialiste du disque, 19 avenue Trudaine 75009).**

L'étonnant travail que celui de Parrenin et Fromont ! Un mariage (heureux) de la tradition pour le style musical (composition, instruments) et de la novation pour les textes de leur plume (« poèmes » serait-il un mot trop fort ?). Il y a deux ans, Emmanuelle avait — avec 3 autres chanteurs-instrumentistes — enregistré ce « Galant » où la Bresse, la Franche-Comté, la Bretagne, le Berry, etc. se sont donné rendez-vous sur la vielle ou l'épinette pour l'un des meilleurs témoignages du « folk » français.

*** The Outlaws (R.c.a. APL 1-1321).**

Les Américains aussi réécrivent leur musique traditionnelle. Ainsi de ces quatre spécialistes de « progressive country » qui ont rompu avec le système Nashville. Ce sont leurs propres œuvres que, en solos ou en duos, ils présentent ici.

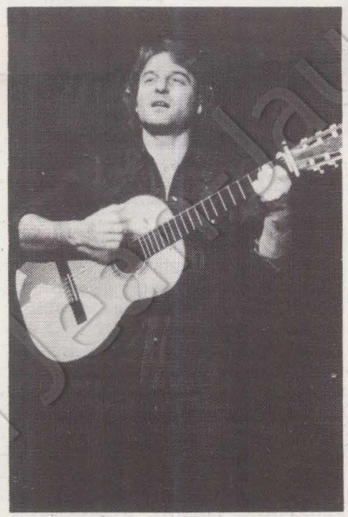
*** U.s. Story (Chant du monde — Folkways 50107/ 08).**

Le point de vue critique sur le Bicentenaire. Chantés par Pete Seeger, Woody Guthrie et quelques autres, deux siècles de tradition, mais de contestation aussi (Indiens, Noirs, syndicats, petits paysans, Vietnam...) : bref, dans un album double formant livre, l'Histoire telle qu'on ne la truque pas.

*** Astrud Gilberto : The shadow of your smile (Club socialiste du disque, Brésil n° 1).**

Pas forcément ce qu'on fait de plus authentique comme musique brésilienne, mais la voix éthérée de Mme Gilberto — soutenue par trois grands trombonistes de jazz — a tant de charme !

A ne pas manquer



PATRICIO MANNS CHANTEUR CHILIEN

Il se nomme Patricio Manns. Quelques mois après le coup d'Etat fasciste, il a réussi à s'enfuir à Cuba. Il vit maintenant en France. Dans les années 1965-66, il fut le principal animateur de la Peña de los Parra où s'exprima toute la « Nouvelle chanson chilienne ». Il a déjà publié 7 romans, enregistré 13 disques, écrit une bonne dizaine de dialogues de films, notamment ceux de « Cantate du Chili » de Humberto Solas et des « Actes de Marusia » de Miguel Littin. Petit-fils d'un Communard français, il savait lire et écrire à trois ans et demi. A quinze, il avait lu les 3 000 volumes de la bibliothèque de sa mère. A seize, il était mineur. Il fut aussi dramaturge à la télévision chilienne, journaliste attaché à Salvador Allende.

Il chante et joue de la guitare depuis toujours. De lui, Pablo Neruda a dit : « Je m'en vais. Mais il existe une relève : il y a Patricio Manns ». Le public français va pouvoir découvrir sa voix rauque et colérique, fière et agressive : « Quand je me souviens de mon pays / un volcan me saigne ». Il chante pour la première fois en public en France ce samedi (21 h), en compagnie de Mercédès Sosa, à la Maison de la Culture de Nanterre.

A l'affiche de la province

LE QUEBEC A BORDEAUX

Les animateurs du Sigma-Chanson de Bordeaux se sont vu retirer une bonne moitié de leurs subventions. Ils n'ont pu en conséquence mener à bien leur spectacle itinérant « La geste des pèlerins », qui devait conduire une dizaine de chanteurs de Paris à Santiago (Espagne) en cinq étapes. Ils ont dû se contenter de présenter, les 2 et 3 novembre, aux Entrepôts Laîné, Jacques-Emile Deschamps, Claude Besson, Patrick Manet, Jean-François Morange, Jacques Yvart, Mama Béa Tekielski et le groupe Connection. Ils n'en continuent pas moins de coordonner des spectacles en Aquitaine. Ils ont fondé, pour ce faire, le Centre Giani-Esposito. Ils animent « L'Echanson », un cabaret situé place du Parlement à Bordeaux. Ils diffusent un bulletin d'information : « Chanson et poésie en Aquitaine ». Grâce à eux, la chanson a pris une grande place dans la région. Dernier exemple à signaler : Robert Charlebois chante à Bordeaux le 11 novembre, Félix Leclerc et Pauline Julien le 12 et Gilles Vigneault le 9 décembre.



Livres

*** Robert Baniol : Le rêve vert (Albin Michel).**

Le « néo-colonialisme » des voyages organisés. Une zoologie étonnante décrite d'une plume sans complaisance.

*** Hortance Dufour : La dernière femme de Barbe-Bleue (Grasset).**

La narratrice quitte son mari pour le père-amant qu'elle s'est inventé. Suit une danse de la mort d'une cruelle lucidité.

*** Laure Charpentier : Un amour de plus (Stock).**

Une autobiographie authentique, âcre, rude, directe : une naufragée de l'alcool et de l'homosexualité fonde une famille.

*** Nicos Andréou : La cathédrale de l'île de feu (Fayard).**

La révolte exemplaire de soldats grecs affamés et torturés sur ordre des Colonels. Cela se passait en 1967 dans une île de la Méditerranée. Cela s'est, depuis, reproduit ailleurs.

*** Christiane Sirger : Chronique tendre des jours amers (Albin Michel).**

Chronique d'une enfant-poupée, élevée dans un romantisme désuet, qui découvre un beau jour sa condition de femme.

*** Yves Bertho : Ingrid (Gallimard).**

Pierre est né en 1922 : est-ce sa faute ? Sa date de naissance lui vaudra d'être « un S.t.o. » Quelle était la vie quotidienne de cette Allemagne de l'arrière ? Pierre le raconte.

*** Raphaël Pividal : La maison de l'écriture (Le Seuil).**

Sarcasmes et jeux de mots pour cette réflexion un peu amère, à peine science-fiction, sur l'art, la démocratie, la liberté.

*** Pierre Bosc : Le vin de la colère (Editions Galilée).**

Pourquoi une nouvelle « guerre du vin », presque 70 ans après 1907 ? Pourquoi les morts de Montredon ? Un journaliste tente de comprendre et d'expliquer l'actuelle crise viticole.

*** Wolinski : Giscard n'est pas drôle (Editions du Square).**

Dépêchez-vous d'acheter l'album de Wolinski, avant que la censure ne le retire du marché, comme elle le fit autrefois pour « Les aventures de Mme Pompidou ». Contredisant son titre, il prête au président de la République et à son entourage un humour qu'eux-mêmes ne se soupçonnaient pas. Plus lucide qu'une radioscopie, plus sincère qu'un discours officiel et beaucoup plus drôle que « Démocratie française », voici dressé le procès-verbal d'un règne.

changer la vie culturelle

Festival

L'AUTOMNE A LILLE

Le 5e Festival de Lille a démarré le 28 octobre dernier. Il se poursuivra jusqu'au 12 décembre. Organisé par l'association Présence de la musique, il présente une série de concerts et de spectacles d'une grande qualité. Cette année, on trouve au programme : l'Orchestre philharmonique de Lille, le violoncelliste Pierre Fournier, l'organiste Pierre Cochereau, le Piccolo Teatro Musicale de Rome, les Virtuosi de Rome, le Quatuor Alban Berg, l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, le Pro Cantione Antiqua de Londres, le guitariste Antonio Membrado, les solistes d'Ars Nova et les Ballets du XXe siècle de Maurice Béjart. Par ailleurs, une exposition est consacrée aux « peintres du Nord » et une autre au sculpteur Eugène Dodeigne. Pour tous renseignements sur les lieux et dates des différentes manifestations, s'adresser au bureau du Festival, 31, rue Faidherbe, Lille (téléphone : 54.12.34).

Action culturelle

ROYER LICENCIE

Le maire de Tours a encore sévi. En juillet dernier, Jean Royer a expédié une lettre de préavis de licenciement à André Cellier, directeur du Centre dramatique de Tours. Le licenciement est maintenant effectif. Problème : Royer n'allègue aucun motif d'ordre professionnel pour justifier sa décision. Alors la question se pose : est-ce l'appartenance notoire de Cellier au Parti communiste qui est en cause ? Dans ce cas, Royer s'est référé à un article du code du travail, l'article « délit d'opinion »... qui n'existe pas ! Cellier était à Tours depuis 1971 ; lui seul avait sauvé « l'honneur culturel » de la ville en présentant ses propres spectacles ou en accueillant Planchon, Lavelli, Chéreau, Mnouchkine, Memhet, Debauche et Maréchal.

A Tours, donc, la qualité est une faute. Du point de vue de Royer, s'entend. Cellier a été condamné par le grand inquisiteur. Mais il n'est pas décidé à se laisser mettre dehors comme un malpropre. Un « Comité de soutien » au Centre dramatique de Tours a été créé : Il a déjà rassemblé plus de 10 000 signatures. Des spectacles de solidarité (avec, notamment, Juliette Gréco) ont été organisés, appuyés par le P.s., le P.c.f. et les syndicats. Les locaux de la troupe sont occupés en permanence par l'équipe du Centre dramatique et ses amis. La lutte ne fait que commencer. Royer n'a pas encore gagné.

Variétés

LE « R'ALBOUM » DE ZOUC

Un beau jour de 1970, au Café-théâtre de la Vieille Grille, une affiche : « Zouc ». « Qui est-ce ? » demandait-on. Aujourd'hui, plus personne ne pose la question. Zouc, c'est comme Rufus ou comme Bernard Haller : on connaît, presque tout le monde connaît « parce que Zouc est passée à la télé ». Et que connaît-on ? Le fameux « Alboum », suite en forme de fresque solitaire où Zouc campe une série de personnages qu'elle fait se succéder sans liaison apparente. Seulement voilà cette fois, Zouc propose son « R'alboum ». Simple version bis ? Simple suite ? Pas tout à fait. Au début Zouc s'est lancée dans le « one woman show » un peu pour s'éprouver elle-même. C'est-à-dire pour se prouver que « la grosse » — comme on l'appelait dans l'école de son petit village natal suisse — était capable de « faire quelque chose », de s'exprimer aussi bien que les autres. Au fond, Zouc avait besoin d'être aimée. Son « Alboum » était en quelque sorte un exercice thérapeutique.

Aujourd'hui, elle sait qu'elle est aimée, acceptée comme elle est. « Je ne suis plus une handicapée », dit-elle. Alors, elle a décidé de tordre le cou aux mythes qu'elle véhiculait à travers son spectacle. Elle s'est faite plus exigeante, plus interrogative sur son travail. Le « R'alboum », c'est la même chose que le précédent « Alboum » : les sujets et les personnages modelés par Zouc sont les mêmes, mais le traitement qu'elle leur fait subir est différent. Son spectacle a changé parce que Zouc a changé. Normal, non ? Pour qui veut juger de cette évolution, Zouc est à Paris, au Théâtre de la Ville, jusqu'au 20 novembre ; puis on la verra à Aix-en-Provence le 26 novembre, Roubaix le 3 décembre, Malakoff le 17, Sochaux le 7 janvier, Istres le 15, Thonon-les-Bains le 18, Annecy le 19, Dijon, le 20 et Pontoise le 22.

J.-P.L.

Jazz

NEWPORT IMPORT

Newport, célèbre festival américain, a pris la bonne habitude de faire, chaque année, traverser l'Atlantique à ses vedettes. Cette fois, jusqu'à dimanche (Théâtre des Champs-Elysées et Maison de la radio) il nous amène le bluesman Muddy Waters et les pianistes Bill Evans et Gil Evans, ce dernier avec son grand orchestre impétueux que beaucoup ne connaissent encore qu'en disque (« There comes a time », R.c.a. APL 1-1057) et qui sera ensuite, samedi, au Sigma de Bordeaux. Un fameux saxo ténor, enfin : Sonny Rollins, prompt à s'exalter aussi bien sur la bossa nova (R.c.a. FXL 1-7199) que sur « Round about midnight » dans cette mini-anthologie 1927-1975, l'album Jazz Tribune (FXM 2-7217). De son côté, l'excellent groupe de rock Dr Feelgood sera ce samedi (20 h) au Pavillon de Paris (avant Reims, Le Mans et Le Havre).

Ainsi sera pris à Paris le relais de la série de récitals qu'avant la province, dès cette semaine (Colmar, Chalon-sur-Saône, Aix...) vient d'y donner une des plus passionnantes équipes de jeunes musiciens français : le groupe Magma, qui publie en même temps son dernier enregistrement « Udu wudu » (Utopia FPL 1-7332). Qui ne sera frappé de la richesse lyrique des voix qu'entrecroise le batteur et compositeur Christian Vander ? Et quand Le Chant du monde s'attache à nous donner en disque (LDX 74.604) quelque chose d'exceptionnel — ah ! certes : 41 minutes de solo à divers saxos, piano, voix, etc. — c'est un « ancien » de Magma, Yochk'o Seffer, qui vient ici souffler, dire, crier qu'il aime toutes les musiques, celle d'Ayler comme celle de sa Hongrie natale...

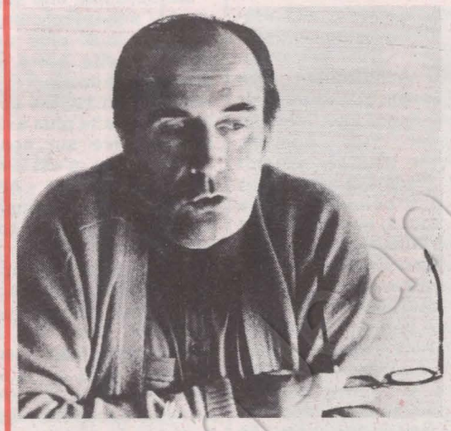
S.R.

Cinéma

LE PLAN D'URGENCE DE LA S.R.F.

La Société des réalisateurs de films regroupe plus de 300 réalisateurs. Elle vient de tenir une assemblée générale au cours de laquelle elle a tenté d'établir un panorama de la situation actuelle du cinéma français. Où en sommes-nous face à une concentration qui menace l'indépendance de la création, de la production et de la diffusion des films : trois groupes se partagent déjà pratiquement tout le marché. A ce monopole s'ajoute l'entrée en force de la Société française de production dans le domaine du cinéma : avec l'argent de la redevance télévision payée par les Français, Jean-Charles Edeline investit dans la production cinématographique. Est-ce normal ? Peu à peu, les indépendants se trouvent paralysés. Et les créateurs doivent passer par les fourches caudines des monopoles... ou se taire ! Face à ces menaces, la S.r.f. a proposé son « plan d'urgence » : assainir et renouveler les méthodes de financement des films, arrêter la hausse inconsidérée du prix des places dans les salles obscures, revoir la répartition des recettes entre producteurs et exploitants — jusqu'à aujourd'hui, les exploitants font la loi en choisissant les films et en empochant la plus grosse partie des recettes — enfin permettre la transformation de l'Art et Essai en un véritable circuit capable de lutter contre les monopoles de distribution. Ce sont des mesures extrêmement simples à appliquer. Qu'en pense Françoise Giroud ?

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

SAMEDI 30 OCTOBRE

Noté cette réflexion d'Itzhak Rabin, Premier ministre d'Israël, chez lequel notre délégation du Parti socialiste déjeunait mercredi : « Nous avons réussi des choses impossibles. Nous avons moins bien réussi les choses possibles. » Et celle-ci du président de la Knesseth, le Parlement israélien : « Nous ne sacrifierons pas notre réalité nationale pour remplir un devoir international. » La politique d'Israël a-t-elle changé depuis mon dernier voyage dans ce pays, il y a plus de quatre ans ? Fort peu, si l'on se fie au langage des dirigeants. Les arguments de Rabin et de ses ministres pour justifier leur refus de reconnaître l'O.l.p. et d'admettre la création d'un Etat proprement palestinien, Etat-tampon entre Israël et la Jordanie, ressemblaient point pour point à ceux que j'entendais dans la bouche de Golda Meir. Mais nos objections étaient reçues avec plus d'attention qu'autrefois et sans que fût mise en doute l'amitié qui les inspirait. Même impression avec la presse. Deux heures durant, avant-hier soir, j'ai répondu aux sempiternelles questions des journalistes — on doit aussi comprendre que ces questions signifient pour ceux qui les formulent ou la vie ou la mort — sur le droit à l'existence d'Israël, le sort des territoires occupés, la résolution 242 de l'O.n.u., les intentions françaises et, plus actuelles, sur la menace contenue dans l'arrivée au Liban d'une armée nouvelle de 30 000 Arabes.

Je n'ai rien dissimulé de ma pensée, notamment sur le sujet controversé du fait palestinien. Les réactions courtoises de mes interlocuteurs m'ont convaincu que quelque chose avait changé dans l'opinion israélienne. Non que j'infère de cette attitude le ralliement à notre thèse. Mais une maturation se produit qu'il serait peut-être imprudent de hâter. J'étais allé à Massada, admirable roc en sentinelle sur la mer Morte. Je ressentais au fond de l'être l'unité de temps de ce peuple qui avait su mourir pour durer. Mais était-ce le seul chemin ?

LUNDI 1er NOVEMBRE

Milan Huebl est un historien tchécoslovaque que les juges de Gustav Husak ont condamné, en 1972, à six ans et demi de prison pour cause de subversion, c'est-à-dire pour avoir communiqué au Parti communiste italien des documents sur la situation de son pays et les agissements de son propre parti. J'avais protesté à l'époque dans « La rose au poing » contre cette condamnation qui prêtait à la persécution politique une note supplémentaire puisque Milan Huebl s'était signalé, dix ans plus tôt, par la passion qu'il avait mise à obtenir d'Antonin Novotny, alors au pouvoir, la réhabilitation d'un de ses amis, victime après tant d'autres, avant tant d'autres, de l'arbitraire du régime : Gustav Husak, précisément. Cela ne m'avait pas valu du côté de Prague que des amis.

Je ne cherche pas aujourd'hui à regagner une sympathie qui me procurerait plus de gêne que d'agrément. Mais je ne vois pas pourquoi je tairais que je croyais avoir discerné dans les actes récents du régime la volonté de s'infléchir vers une certaine détente. Ce que j'apprends du traitement infligé à Milan Huebl m'oblige à reconnaître mon erreur. Non seulement le prisonnier est l'objet de brimades incessantes (l'administration pénitentiaire lui confisque la quasi-totalité des six cents couronnes qu'il gagne par mois en rempaillant des chaises, sous le prétexte qu'il lui faut rembourser les frais de son procès), mais encore on l'atteint dans sa famille. Dusan, le fils, vingt et un ans, ouvrier non spécialisé, qui a réussi plusieurs fois l'examen d'entrée dans un collège technique, continue d'y être interdit. Magda, sa fille, dix-sept ans, est empêchée depuis trois ans de poursuivre ses études dans le deuxième cycle du secondaire. Milan Huebl vient de commencer une grève de la faim. Il y a peu de chance que ces lignes lui tombent sous les yeux. Je ne les écris pas pour rien cependant. Mme Hueblova, qui m'avait demandé cet été de prendre part à une commission d'enquête sur les procès de 1972, trouvera ici ma réponse : c'est oui.

Je ne ferai pas l'amalgame en évoquant sans transition l'affaire Lesage de La Haye, ce professeur chargé de cours à Paris-VII, dont le secrétariat d'Etat aux Universités réclame l'exclusion parce qu'à une ancienne et grave condamnation pénale — subie, et par là, pour le principal, effacée — s'est ajoutée, ces temps derniers, une sanction mineure pour occupation illégale d'un immeuble diplomatique par un groupe contestataire. L'administration, qui n'avait opposé naguère aucun veto au recrutement de Lesage, s'émeut soudain, en appelle à la loi et au Conseil d'Etat et chasse de ses rangs le malheureux récidiviste. Je le répète : aucun lien n'est à établir entre le cas du prisonnier politique Milan Huebl et celui du professeur français indésirable. Pas davantage je n'assimile notre démocratie, si boiteuse soit-elle, à la pratique oppressive du système tchécoslovaque. Mais quoi ? notre civilisation est-elle si peu sûre d'elle-même qu'elle ne puisse jamais se permettre l'oubli ou le pardon ? Ce condamné de droit commun qui tire de sa misère la force d'apprendre à vivre et de l'apprendre aux autres, il m'inspire du respect. Plus en tout cas que je n'en éprouve pour ceux qui frappent dans le dos. Je n'aime pas la chasse à l'homme.

MERCREDI MATIN 3 NOVEMBRE,

Le Harry's Bar a voté Gerald Ford. Sa clientèle américaine ne s'est pas trompée, nous dit-on, depuis 1924. France-Inter donne à ce test valeur de référence. On devine, à l'écoute des commentaires qui précèdent les résultats de l'« Election Day », que notre radio nationale s'est placée sur la longueur d'ondes du célèbre bar de la rue Daunou et où va son inclination. Pourtant, au fil des heures, le ton change. Le vocabulaire aussi. Jimmy Carter, qui n'était, hier soir, qu'un marchand de cacahuètes, a grimpé dans la nuit plusieurs barreaux de l'échelle sociale, le voici planteur d'arachides. Pas de doute, à ce train-là, il sera bientôt président.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325